N° 55
7e Année

Défense de l'Occident

OCTOBRE
1958

Revue mensuelle politique et littéraire

SOMMAIRE

LES IDÉES ET LES FAITS.

— M. BARDÈCHE : Après le référendum 3
— P. FONTAINE : L'intégration, une tarte à la crème 9
— R. BRASILLACH : L'Ecole Normale Supérieure en 1928 12
— E. DELOCHES : En marge de la misère de la presse 19
— H. COSTON : Les trusts contre les détaillants 23

ÉTUDES.

— J. PLONCARD D'ASSAC : Edouard Drumont et la fin d'un monde 33

CHRONIQUES.

— Les notes du mois de l'huissier sans chaîne 37
— Solidarité internationale des nationaux 41

LES LIVRES DU MOIS.

— F. MAURIAC : « Bloc-Notes » 44
— PER ENGDAHL : Le Corporatisme, politique de l'avenir 49

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, 51, rue de la Harpe, Paris (5e) (Bureau de la Librairie Française).

CORRESPONDANT RESPONSABLE EN BELGIQUE : M. Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles.

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnement. — 1 an : 1.200 fr. ; Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

★

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° _____

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.200 fr.
Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr.; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 51, rue de la Harpe, Paris-5e, C.C.P. 2182 19 Paris.

LES IDÉES ET LES FAITS

APRÈS LE RÉFÉRENDUM

Le résultat — assez prévisible — du référendum ne mérite pas tous les commentaires dont la presse l'a accompagné. La réponse de l'opinion n'a pas d'autre sens, au fond, qu'une approbation de ce qui a été fait le 13 mai et elle est surtout une condamnation de la Quatrième République. Un vote par oui ou par non ne permettant pas de nuances, c'est ce qui explique le pourcentage relativement élevé des approbations. Des électeurs ont certainement voté *oui* à contrecœur et avec peu d'enthousiasme pour de Gaulle ; mais ils voulaient que *cela change* et ils ont approuvé le changement, voilà tout. Ils l'ont approuvé en affirmant aussi, c'est là une des significations les plus importantes du vote, que pour l'instant le pays ne voulait « pas d'histoires » et approuvait, à cause de cela, le fait accompli.

C'est cette considération simple qui explique le soi-disant *écroulement* de l'opposition communiste. Malgré les cris de triomphe des journaux, le parti communiste n'est pas entamé, rien ne nous permet, pour l'instant, de le croire sérieusement. Mais on n'a jamais voulu admettre, en général, que le vote communiste n'était pour bien des gens qu'un geste de mécontentement. Avant la guerre, le mécontement faisait voter contre le régime, au profit d'une des *deux* oppositions existantes : l'un de ces oppositions ayant été écrasée et détruite en 1944, les votes de mécontement ne fonctionnent plus qu'au profit de l'unique opposition existante, celle du parti communiste. Il est donc naturel que la plupart de ces votes de mécontentement

aient approuvé un *changement,* puisque c'était justement un changement, quel qu'il soit, qu'ils réclamaient. Ce vote de principe une fois émis, il n'est pas sûr du tout que ces voix ne retourneront pas aux candidats communistes, car le régime nouveau ne leur donnera pas apparemment plus de sujets de satisfaction que l'ancien.

Un autre fait remarquable est le maintien de la masse des abstentionnistes. *Paris-Presse* rappelait, la veille du référendum, avec l'intention d'en triompher, que le pourcentage des abstentions avait été de 17 % dans la région parisienne aux précédentes élections législatives, celles de décembre 1956. Or, le pourcentage des abstentions du référendum est de 16 % malgré la propagande active qui s'est exercée contre les abstentionnistes, et il est même de 20 % en Algérie. Il y a donc près d'un cinquième des Français qui considèrent que le *changement* ne vaut pas la peine qu'on se dérange, et qui, le cas échéant, sont bien décidés à ne pas faire un geste pour défendre ce qui a été fait. Ce qui amène à cette conclusion qu'en fait 66 % seulement des Français en âge de voter ont approuvé le nouveau régime et ont déclaré y adhérer. C'est là le véritable résultat du référendum.

***

Le succès remporté est donc surtout un succès de propagande qui durera ce qu'il durera. Les référendum ne font pas disparaître les problèmes. Ils ne font pas apparaître non plus les solutions. En approuvant le référendum, l'opinion a condamné un régime : elle l'a remplacé, il le fallait bien, mais elle n'a pas approuvé une politique, puisqu'on ne lui en proposait pas, et on ne peut même pas dire qu'elle en ait indiqué une, puisque les espoirs de ceux qui approuvent sont contradictoires.

Le vote de l'Algérie, en particulier, implique à la fois une intimidation qui a touché 20 % de la population et une approbation massive de la présence française chez tous ceux qui ont voté. Ce vote interdit, en principe, l'abandon de l'Algérie. Il réclame la continuation de la guerre, puisque le F.L.N. malgré cette condamnation de son action, ne reconnait pas cette condamnation comme valable. Or, l'arrière-pensée du nouveau régime, n'était-elle pas de rechercher des solutions de transition qui menaient à l'indépendance ? Usant de l'autorité que lui confère, en particulier à l'égard de l'opinion

étrangère, le vote de l'Algérie, va-t-il continuer une dure et lente opération de pacification, en se bornant à introduire en Algérie des réformes que tout le monde accepte — ou va-t-il s'obstiner à appliquer à l'Algérie la politique de Brazzaville, en dépit du référendum ? Il est assez étrange qu'au lendemain d'une consultation qui affirme massivement la volonté de la population algérienne de rester française, on ne fait pas dire si le gouvernement à l'intention de maintenir les positions françaises en Algérie ou s'il songe à les liquider subrepticement.

Sur l'Afrique, sur le Sahara, les incertitudes sont pareilles et les craquement tout aussi inquiétants. La perte de la Guinée est le premier résultat tangible du référendum, le premier résultat immédiat. Mais demain ? Quelles garanties avons-nous contre un effritement plus ou moins rapide ? Où et quand la volonté de garder notre Empire a-t-elle été affirmée ? Le mouvement du 13 mai était un sursaut de la volonté française. Comment cette volonté française a-t-elle été exprimée depuis ce temps ? Il est étrange également qu'au lendemain du référendum, personne ne puisse dire : voici la carte des possessions françaises, nous avons la volonté que cette carte note ce qu'elle est non seulement pour l'année prochaine, mais encore dans cinq ans ou dans dix ans. Le référendum est-il une affirmation de notre instinct de résistance ou un blanc-seing pour une capitulation sur tous les fronts ?

Pour ceux qui voient un peu plus loin que les gros titres des journaux, tout n'est qu'inquiétude et interrogation. Nous ne sommes sûrs que d'une chose, c'est que la ruée aux places a recommencé comme en 1945 et que les camps d'internement, décidément inséparables de tout régime gaulliste, se sont rouverts. Il y a, en outre, une autre nouvelle, qu'on n'a publiée qu'en toutes petites lettres : on vient d'accorder au Sahara à des compagnies anglaises et américaines les permis de recherches et d'exploitation que les ministres de la défunte Quatrième République leur avaient obtinément refusés.

⁂

Si la politique de *black-out* donne des inquiétudes, en revanche, celle qui est inscrite dans la Constitution développe des perspectives qu'on peut lire dès maintenant.

En conservant le système parlementaire qui nous a été légué par la Troisième et la Quatrième républiques, le nouveau régime hérite de toutes les causes de faiblesse, de tous les tiraillements, de toutes les hypothèques qui se sont exercés sur ses prédécesseurs. Les résultats du référendum font illusion en ceci à plusieurs : ils s'imaginent que l'assemblée qui sera élue sera à l'image du référendum et qu'elle fournira une de ces « Chambres introuvables » avec lesquelles on peut gouverner comme si l'on n'avait pas de Chambre du tout. C'est une illusion, car la vie politique provinciale obéit à d'autres lois. Les électeurs de Louviers ont pu se prononcer en majorité pour la Constitution malgré la position de M. Mendès-France : mais quand il s'agira de désigner un député, les services rendus, la situation personnelle, les créations, les intérêts, les groupes retrouveront leur importance et M. Mendès-France restera le député de Louviers. Il en sera de même pour Maurice Thorez à Ivry, pour M. Mitterand à Nevers, pour M. André Marie à Barentin, etc. Il y a des *situations* individuelles « indévissables », et il y en a beaucoup. Les subtilités du découpage des circonscriptions, les tripotages du ministère de l'Intérieur, les malhonnêtetés de la loi électorale peuvent évidemment provoquer quelques échecs sensationnels, soigneusement mitonnés par la place Beauvau. Mais, dans l'ensemble, les « anciens » reviendront parce qu'ils ont pour eux les conseillers généraux, les maires, les conseillers municipaux, les comités, les syndicats, tout ce qui constitue, en somme, ce que les Américains appellent la « machine » électorale : sans compter *les partis* auxquels le général de Gaulle s'est bien gardé de toucher, en dépit de ses discours.

Le retour des anciennes personnalités, la réapparition des anciens partis, la pression des groupes, des intérêts professionnels, la défense des privilèges et des situations acquises vont donc reconstituer très rapidement le système de forces qui a constamment paralysé le pouvoir et qui a mené le pays à sa décadence. Le changement d'une soupape, le raccourcissement des sessions, le vote avec ou sans boîtes, sont des rafistolages qui ne retirent rien à la nocivité du mécanisme parlementaire. La nouvelle Constitution n'a fait qu'inscrire dans le fonctionnement des institutions la fatalité d'une épreuve de force entre le Parlement et le Président qui reproduira la situation du 13 mai. Dans une régime parlementaire, le vainqueur de cette épreuve de forces est nécessairement le Parlement. Mac-Mahon n'était pas moins populaire que de Gaulle. Il avait dit le pre-

mier : « J'y suis, j'y reste ». Il s'en alla bien gentiment. Le général de Gaulle a déjà montré, dans une occasion semblable, ce qu'on appelle bien poliment son « respect des institutions ». Le référendum, à ce moment-là, sera bien oublié...

On ne transige pas avec le Système. Celui-ci a maintenu ses hommes, ses principes, ses intérêts, ses mécanismes. Le référendum n'a rien changé à cela. Nous le répétons : l'esprit du 13 mai a été trahi. Entre l'esprit du 13 mai et la Constitution il y a une contradiction qui se traduira très rapidement par une lutte entre les hommes du 13 mai et les hommes de la Constitution. En dépit d'un précaire succès d'apparence, nous entrons dans une période d'aventures. Une seule question se pose et elle est importante pour l'avenir de notre pays : après l'échec de l'expérience gaulliste l'armée qui a incarné l'esprit du 13 mai saura-t-elle imposer sa volonté d'assurer la sécurité et la force de la nation ?

***

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons les nouvelles récentes provenant d'Alger. Elles ne nous étonnent pas, les déceptions et les divisions arrivent seulement plus tôt que nous ne pensions.

Les récents événements annoncent le commencement de la lutte entre de Gaulle et les promoteurs du 13 mai. Cette lutte était inscrite dans les faits. Elle était inscrite aussi dans les intentions secrètes de Paris. Peu à peu amené à démasquer ses projets véritables, il est visible que le général de Gaulle s'oriente vers un abandon de l'Algérie camouflé sous la structure de la prétendue communauté africaine. Il continue à jouer le Système et les abandons qui sont dans la logique du Système.

L'attitude de l'armée reste l'inconnue du problème. Elle a évité aujourd'hui la rupture en acceptant le risque de la division du mouvement du 13 mai. Seulement, combien de temps les officiers de troupes, quand ils auront pu mesurer les effets de la politique qu'on leur impose, suivront-ils les Etats-majors pourris par la drogue, l'ambition, les intrigues et l'avancement ? Paris est prolongé à Alger par une poignée de généraux et de civils chargés de jouer son jeu et de tromper l'Afrique du Nord. Mais ceux qui se battent obéiront-ils tou-

jours à des hommes qui sont moins des soldats que de hauts fonctionnaires politiciens ?

La lutte entre les gaullistes et les nationaux vient de s'ouvrir. Les incidents d'Alger en sont le premier coup de gong. Si cette lutte est inégale en France en raison de l'inorganisation et de l'impuissance des forces nationales, on ne sait ce qu'elle peut devenir en Algérie. Le mouvement qui a conduit à la constitution d'une Etat blanc en Afrique du Sud a eu les mêmes causes. Le mécontentement de la population en Afrique du Nord aura-t-il les mêmes effets ? Telles sont les premières conséquences de quatre mois de pouvoir gaulliste. Cela commence plus tôt qu'on ne le pensait. Cela commence plus mal aussi...

Maurice BARDÈCHE.

Les numéros 53 et 54 de DÉFENSE DE L'OCCIDENT ont été saisis à Alger. En raison de l'importance de notre vente en Afrique du Nord qui représente plus de 50 % de notre vente au numéro, ces saisies représentent pour notre revue une perte très sensible. Nous demandons à nos lecteurs de nous excuser si, en raison de ces mesures de police, notre revue parait parfois sur un nombre de pages moins important ou avec quelque irrégularité. A nos lecteurs d'Afrique du Nord, nous demandons de bien vouloir s'abonner à DÉFENSE DE L'OCCIDENT, même provisoirement, s'ils veulent recevoir régulièrement notre revue.

Pierre FONTAINE

L'intégration, une tarte à la crème

Au point de vue « conscience universelle », le doctrinaire peut critiquer la présence blanche en des régions terrestres où vivent d'autres races. Il est possible d'ailleurs de toujours tout critiquer, surtout pour les Français. Les Russes n'ont jamais reproché au Kremlin de régner en Asie jusqu'aux Sakhalines et sur les Esquimaux. Les Anglais se gardent bien d'inciter leurs gouvernements à renoncer à leurs domaines d'outre-mer. Les Américains ne songent pas à abandonner le contrôle de l'Alaska, des Hawaï, des Philippines et de la zone de dix miles du Canal de Panama. Le Portugal s'est prononcé pour la continuation de sa présence à Goa, à Macao. En France seulement, l'auto-critique se déchaîne sur les possessions françaises extérieures.

En Afrique du Sud, l'intégration est refusée ; c'est la ségrégation totale.

Aux Etats-Unis l'intégration ne sévit pas avec les autochtones indiens parqués dans leurs « réserves » et la ségrégation a repris une nouvelle ampleur avec les noirs.

En U.R.S.S., aux confins sibéro-mandchous, les Soviétiques ont créé une « République des Juifs » (Birobiajan) où ont été dirigés d'office des Israélites.

En Egypte la politique anti-juive de Nasser ne faiblit pas et les biens israélites sont toujours sous sequestre depuis 1948.

En Arabie séoudite, nul fournisseur étranger ne peut prétendre commercer avec le pays s'il ne répond pas à un questionnaire garantissant qu'il n'emploie pas de personnel israélite. Voilà pour l'essentiel... de ces « intégrations » décevantes.

La présence française en outre-mer n'a jamais tenu compte des questions raciales. Elle avait réussi à créer une harmonie intérieure.

Par exemple, au Maroc, la France avait codifié le droit coutumier berbère (autochtone) différent du droit arabe, et les Juifs possédaient leurs tribunaux spéciaux. En Algérie, les Arabes ont leur législation, les Berbères ont la leur et les Mozabites ont obtenu un régime spécial. En Syrie, la France avait formé deux républiques (Liban et Syrie) aux affinités nettement différentes.

Les Blancs sont partis plus ou moins volontairement.

Aux Indes, l'équilibre intérieur maintenu par les Britanniques a été rapidement rompu. Musulmans et boudhistes se sont entr'égorgés; une centaine de milliers de cadavres. Et la question du Cachemire n'est pas encore liquidée entre M. Nehru et le Pakistan.

En Syrie et au Liban l'hostilité est revenue. La Syrie veut absorber sa voisine. Guerre civile avec les éléments musulmans fanatisés et utilisés à des fins politiques.

A Ceylan, les Tamouls sont massacrés collectivement par les Cingalais. (Beaucoup de Tamouls viennent de Pondichéry, comptoir ex-français, et la cession de l'Inde française n'a pas encore été ratifiée par le Parlement).

Au Maroc, revanche des Arabes envahisseurs sur les Berbères qui n'ont plus de lois codifiées et doivent se soumettre à la volonté des usurpateurs installés par la France. Par dizaines de milliers, les Israélites marocains ont émigré, d'autres ne demandent qu'à partir, mais l'Arabe s'oppose à l'embarquement pour ne pas priver le pays d'un élément important du commerce... producteur d'impôts.

En Tunisie, l'intolérance frappe autant les Blancs soumis aux impôts forcés que les Tunisiens taxés « d'indignité » pour avoir collaboré avec la France pendant ses 75 années de présence !

L'autonomie du Cameroun a déchaîné les passions intérieures avec émeutes, morts et blessés.

Je sais bien que Léon Blum a répondu à ces éventualités qui lui avaient été soumises, en 1945, que ces tueries fratricides constituaient « l'apprentissage de la démocratie » ! Malheureusement je n'aime pas les statues élevées sur des ossuaires et je ne connais personne qui ait refusé un héritage nonobstant son origine plus ou moins morale.

***

Ces précédents devaient être rappelés à la veille des décisions concernant l'Algérie.

Nous considérons que l'intégration est une erreur tragique car le F.L.N., lui, n'était pas présent au forum. Il n'est pas venu y brûler ses armes et ses fanions. Il reçoit plus d'argent que jamais de l'étranger, il intensifie son action et un hebdomadaire a publié cette information : « Soixante vieux avions britanniques, entreposés sur l'aérodrome de Kidlington, viennent d'être vendus à des prix variant entre 350 et 17.000 livres. Tous les acquéreurs ont été des Arabes agissant pour le compte du F.L.N. »

L'intégration est une décision démagogique née de la crainte des conséquences métropolitaines du putsch d'Alger. C'est la surenchère lancée par un politicien français pour réduire au mutisme la « gauche ». Nous y reviendrons.

Pour l'instant contentons-nous de donner un avis, celui de M. A. Aumeran, ancien député d'Alger, algérois, qui ne fut jamais un « ultra », mais qui demeure un esprit clairvoyant parce qu'il parle et lit l'arabe. Dans son hebdomadaire *L'Africain* sous le titre « fut-il de Gaulle ! », il a écrit :

« ...La communauté musulmane doit donc, conformément aux engagements signés par la France, conserver son statut personnel. Ce faisant, peut-elle être conviée à décider de lois qui ne lui seront pas appliquées ? Peut-on autoriser le Président du Conseil à jeter dans la balance, pour un referendum auquel même des citoyens entraînés et avertis auront des difficultés à participer, une masse absolument ignorante de la vie civique, les femmes musulmanes en particulier ? »

« Il y a là un geste irréfléchi et passionnel qui n'est pas à la hauteur d'un Chef de gouvernement que l'on aurait voulu exceptionnel. Ce que 130 ans d'assimilation n'ont pu faire, un désir aussi sincère soit-il ne peut le réaliser... »

C'est aussi notre sentiment.

Parce que nous connaissons bien les musulmans.

P. F.

Robert BRASILLACH

L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

en 1928

Robert Brasillach avait alors dix-neuf ans. Il sortait du lycée Louis-le-Grand où il avait eu pour camarades Roger Vailland, Paul Guth, Ramonet. Il entrait à l'Ecole dans une promotion qui comprenait Thierry Maulnier, Jean Beaufret, Georges Pelorson, Maurice Bardèche, Jacques Soustelle, Maurice Gaït, Queffelec.

Nous donnons ci-dessous un amusant récit des premières impressions de Robert Brasillach à son arrivée à l'Ecole Normale Supérieure, rue d'Ulm, en 1928. Cette lettre, inédite, fait partie de sa correspondance familiale. Elle était adressée à son oncle, Pierre Zinnsz, alors secrétaire général de la Chambre de Commerce de Dakar et à la famille de celui-ci.

Canet, 13 août 1929.

Ma chère Marce, mon cher Pierre,
et vous, Mademoiselle Andrée,

Voilà bien longtemps que je vous dois ma vie romancée à l'Ecole Normale. Mais lorsque je vous écris j'ai l'habitude d'écrire assez longuement, et ma foi, comme je ne voulais pas envoyer quelques mots, je reculais chaque jour devant une longue lettre que j'imaginais chaque jour de plus en plus longue. Mais enfin, me voici dans la solitude propice de Canet, et tout prêt à écrire ces longues lettres qui charment les nuits. Je m'empresse de vous dire tout de suite que nous avons trouvé bonne-maman en excellente santé ainsi que sa basse-cour (mais la bonne santé sera brève pour la basse-cour) . Bonne-maman se désolait de ne pas nous voir arriver, et songeait déjà à vendre sa volaille. Parce que nous ne som-

mes arrivés que le 7. Maintenant que je vous ai donné ces indispensables bonnes nouvelles, il est bon de reprendre les choses par le commencement.

Les mois de septembre et d'octobre 1928 ont été sans histoire. Suzanne a eu des tas de paquets à faire et puis elle est partie. Je me suis passablement ennuyé. Maman était très triste du départ de Suzanne, puisque maintenant elle se trouve toute seule ou presque, car Viévou est bien petite. Certainement, lorsque moi aussi j'ai été parti en novembre, elle a dû beaucoup s'ennuyer.

Moi-même j'avais un peu le cafard et ce cafard m'a duré assez longtemps. Jamais aucune « rentrée » ne m'avait produit cet effet. J'ai accepté avec beaucoup plus de calme et de curiosité la rentrée à Louis le Grand, les rentrées diverses, que celle à l'Ecole. Je ne sais pas si c'était la suite des journées assez grises que j'avais passées à Sens, mais la vie à l'Ecole ne me souriait pas du tout. Et, en réalité, bien que j'aie tout pour être tranquille, pour trouver la vie agréable parce qu'elle l'est vraiment, j'ai mis tout le premier trimestre à m'y habituer, et au fond, je ne sais pas si c'est encore fait entièrement.

Ma première impression était que c'est une boîte vraiment extravagante, et le royaume le plus parfait qui se puisse rêver de l'anarchie et de l'incohérence. Le premier jour, j'ai couché par terre parce qu'il n'y avait ni sommier ni matelas ni draps au lit qui m'était destiné et que, comme ce premier jour était un dimanche, on se foutait pas mal que ce soit la rentrée et il n'y avait personne à l'Ecole. Après quoi j'ai eu la joie de m'apercevoir qu'il n'y avait pas l'eau courante (oui, parfaitement, il n'y a qu'un robinet par étage, et on se lave dans des cuvettes avec l'eau qu'on va chercher à ce robinet dans des brocs). La salle où nous travaillons par cinq ou six, c'est-à-dire la « thurne » était sans chaises ni lampe électrique et pleine de poussière et de saletés. Enfin, ce n'était pas royal.

Pourtant, de vous raconter tout cela vous donne certainement une idée fausse de mes premiers jours. Les premiers jours, j'étais surtout abruti. Après, ce qui m'a frappé, ce n'est pas tant cette anarchie matérielle et ce manque de confort, auquel d'ailleurs on a porté évidemment remède dans une certaine mesure. Et même le premier jour, ce n'est pas tant la poussière et les brocs d'eau qui m'ont frappé, que l'impression morale. Quand j'étais à Louis le Grand, on était assez libre, mais malgré tout soumis à une certaine discipline. D'autre part, à cette discipline s'ajoutait la discipline que nous nous faisions nous-mêmes : c'est-à-dire la façon d'organiser son travail, ses cours, ses devoirs. Je te jure qu'a-

vec dix ou douze heures de travail effectif par jour, surtout au moment du grand « chauffage » de mai-juin-juillet, on n'avait pas le temps de s'ennuyer. Pourtant à ce moment-là, je pensais que j'avais une aptitude tout à fait particulière à ne rien faire et que les vacances me prouvaient bien que je ne m'ennuyais pas à ne rien faire. Eh bien ! quand j'ai été à l'Ecole, je me suis trouvé dans la situation d'un paralysé des jambes à qui on enlève subitement son fauteuil ou ses béquilles. Tout ce qui me soutenait, les cadres de travail avaient disparu, et je restais le derrière par terre. C'était la plus charmante, la plus adorable, et la plus surprenante des libertés. Evidemment, des cours, on peut ne pas y aller, des devoirs, on peut ne pas les faire, mais de savoir qu'on en a vous donne un repos intellectuel immense : on ne le fait pas, c'est entendu, mais on sait que ça existe.

Où ça devient inquiétant, c'est quand ça n'existe plus. Il ne faut pas croire que je blague, et j'avoue que moi-même peine à comprendre cet état maintenant. Mais la vérité est qu'il m'a stupéfié, et même embêté pendant deux mois, sans que je sache très bien pourquoi. L'idée que jamais personne ne me demanderait ce que je faisais, qu'on me ficherait royalement la paix, que l'Ecole est le désordre et l'absence de direction même, ne me plaisait pas du tout. Et dès que je m'en suis aperçu, c'est cela, bien plus que l'absence de lavabos ou la poussière, qui m'a frappé. Comprenez-le si vous voulez, je ne suis pas sûr moi-même de le comprendre. J'ai peut-être un tempérament d'ordre, de rigueur mathématique, un besoin de soutiens moraux... qui l'eût dit ? Pour un peu j'aurais parlé de la nécessité de l'ordre et d'un gouvernement solide avec la voix émue des lecteurs de l'*Echo de Paris*.

Enfin, lorsque ce moment a été passé et qu'il ne m'en est plus resté qu'un léger étonnement toujours renouvelé devant cette Ecole dont l'existence même est une stupéfiante invention de fantaisiste, je me suis mis à trouver la vie très agréable.

Aussi, après ce prologue d'analyse psychologique des plus profondes, il faudrait, avant de continuer ma vie romancée, vous donner un peu quelques renseignements sur la vie à l'Ecole en général et sur la façon dont c'est arrangé.

L'Ecole prétendue Normale et qui se croit Supérieure, gîte, comme chacun sait, rue d'Ulm : rue triste derrière le Panthéon. L'Ecole est au bout de la rue, au croisement de la rue des Feuillantines, de la rue Gay Lussac et de la rue Claude Bernard. Quartier électoral dit du Val de Grâce, député radical-socialiste, population paisible. Voisinage immédiat de Polytechnique, voisinage plus lointains des Arts Décoratifs et de l'Agro. A l'Ecole, cinq choses existent : les toits, les

caves, les jardins, la bibliothèque et le tennis. Les toits :on vit sur les toits, il y a des bancs même, pendant l'été. On y goûte. Ceci ferait ta joie. Il y a toujours quelqu'un sur le toit pour arroser les gens qui passent ou leur jeter des bourses de papier pleines d'eau. Les caves : on y promène les nouveaux pendant les nuits de rentrée. Les jardins, un devant qui est une entrée, une cour avec un beau jet d'eau et des poissons rouges, un jardin très frais sur le côté. Le tennis ressemble à tous les tennis.

Je vous ai déjà dit ce qu'était une thurne. Moi ça ne me dit rien. La nôtre est verte, d'un vert horrible d'épinards mal digérés, avec du jaune et des paravents avec des singes. Ce sont nos prédécesseurs qui l'avaient arrangée comme ça. Dieu ait leur âme ! Heureusement qu'on change de thurne tous les ans. Il y a une petite table pour chacun avec une lampe sur chaque table. (L'Ecole manque de confort, mais n'imagine tout de même pas des lampes à huile ou à pétrole. Ce sont des lampes électriques). Ce ne serait pas désagréable, mais il y a les co-thurnes. (Le jeu de mots n'est pas de moi, mais c'est ainsi que de toute éternité on appelle les gens qui sont dans votre thurne). Allez donc trouver 5 personnes avec qui vous vous entendiez ! On choisit ses cothurnes bien entendu, mais comme de mes camarades que j'aurais aimé voir à l'Ecole, il n'y en avait guère qu'un qui y est entré, j'ai eu, à part lui, comme cothurnes de braves garçons désagréables. Il y a particulièrement un Marseillais ! Enfin... Car ce qu'il y a de désagréable dans une thurne, c'est que ce n'est pas une étude, et que si quelqu'un a envie de parler ou de chanter pendant qu'on a envie de rester tranquille, allez donc l'en empêcher. Et les Marseillais, hélas ! ça parle et ça chante.

Ceci me déplaisant assez, j'ai trouvé un moyen de pallier à la situation. Nous couchons dans des dortoirs, mais avec des cloisons qui forment des box qui se ferment par un rideau. La cloison ne monte pas jusqu'au plafond. Ce sont des moitiés de chambre, des moitiés inférieures. Ça s'appelle une « piaule ».

Il n'y a pas l'électricité. Il y a une pauvre lampe au milieu du couloir qui est entre les piaules d'un dortoir. Avec la disposition des murs, évidemment si tout le monde avait l'électricité, ça pourrait empêcher les autres de dormir. Mais la masse étant le contraire de l'élite, selon l'axiome bien connu, je n'ai pas vu de raison à ne pas avoir l'électricité. Je l'ai donc fait installer par un camarade. C'est d'ailleurs interdit et on me l'a fait enlever une fois. mais je l'ai remise trois jours après et on m'a fichu la paix. Il est vrai que personne ne l'a vue, puisque mon rideau l'empêchait.

Car les premiers jours, je n'avais pas de rideau. En janvier, j'ai opéré des transformations radicales et ma chambre est devenue un élégant studio moderne qui n'a rien à envier aux Arts Décoratifs et aux décors de Pitoeff. J'ai tapissé ma chambre en gris, au lieu de l'affreuse peinture caca qui souille les murs. J'ai acheté du velours côtelé bleu de roi à 8 fr. 95 le mètre pour me faire un rideau et pour couvrir mon divan. Car j'ai mis mon lit par terre et l'ai transformé en divan, évidemment. Je me suis fait faire à Sens par le menuisier amoureux de maman et qui lui fait des yeux et des prix doux une table carrée moderne et une étagère. J'ai peint mon placard en gris foncé et le haut des murs (une espèce de corniche qui fait le tour) en bleu et tout a été dit. Je t'envoie d'ailleurs une photo. Je peux donc maintenant habiter ma chambre. L'an prochain d'ailleurs j'en prends une autre (je n'aurai qu'à retapisser). Parce que cette chambre est trop petite et puis il n'y a qu'un demi-fenêtre (je partage la fenêtre par une cloison avec mon voisin et quand je dis « je » partage !... *on* me partage) et cette demi-fenêtre me fichait le cafard. Renseignement supplémentaire : c'est une planchette fixée à cette fenêtre comme rebord qui sert de table de toilette, avec au dessous les serviettes, le broc, la cuvette et le seau.

Maintenant que vous connaissez aussi bien que moi « les aîtres » de la maison, je vous dirai qu'il y a au premier étage une admirable et immense bibliothèque où il y a tout ce qu'il faut pour travailler, et même des bouquins modernes en assez grand nombre. On peut y prendre des livres quand on veut et comme on veut. On les inscrit soi-même, et encore si on veut. Ça, c'est vraiment très bien.

Il n'y a vraiment plus rien d'intéressant à vous dire sur la maison : le réfectoire est banal, il y a une salle de bains et de douches, il y a des greniers, un petit jardin délicieux où on fait des expériences botaniques, et je crois que c'est tout.

Quant à la vie des élèves, on se lève à l'heure qu'on veut, on se couche à l'heure qu'on veut, on sort et on rentre quand on veut (je vous avait bien dit que cette Ecole était un peu extravagante). Simplement la porte de l'Ecole est fermée à 1 heure du matin, mais, pour les noctambules (dont je dois dire que je ne suis pas) il y a des gens qui ont des clefs et qui les prêtent volontiers. Il n'y a pas de cours à l'Ecole, ils se font à la Sorbonne, on y va ou on n'y va pas. L'Ecole n'existe pas, c'est une pension de famille, c'est un hôtel... un ancien directeur de l'Ecole disait même autre chose, qui rime à hôtel. (Mais ce n'est qu'au sens figuré, du moins je le crois).

...Il est tard, je continuerai ma lettre demain.

14 *août.* Je reprends donc ma lettre ce soir avec l'espoir de la terminer.

Maintenant que vous connaissez les généralités sur l'Ecole, il ne me resterait plus qu'à vous dire comment j'employais ce temps, si justement ce n'était pas à ces généralités-là. Je me suis présenté à mon dernier certificat de licence, celui de Grammaire-et-Philologie qui est bien la chose du monde la plus ennuyeuse, et je m'y suis fait coller. Aussi je dois me représenter en novembre. Si je suis reçu, l'année prochaine je dois faire un Diplôme d'Etudes Supérieures et l'année d'après l'agrégation. A moins que, me plaisant beaucoup à l'Ecole, je ne prépare une autre licence, celle de philo, simplement pour pouvoir y rester quatre ans au lieu de trois. Et si c'est possible, c'est çà que je ferai.

A part ça, ma vie s'est passée le plus agréablement du monde, sans aucun événement. Je dois vous dire pourtant que je suis au mieux avec mes chers Georges et Ludmlila Pitoeff. Nous avons formé une sorte de groupe à l'Ecole qui invite de temps en temps à venir prendre le thé ou le porto des gens de l'extérieur, des écrivains. Nous avons ainsi, entre autres, reçu la visite de Maurois et de Colette. Mais les premiers qui soient venus sont les Pitoeff et nous les avons encore invités à revenir avant les vacances. Ce sont des gens charmants. Ludmilla s'est promenée sur les toits de l'Ecole (et je pense que ça va la faire monter de vingt degrés dans ton estime, ô Marcelle !) A chaque fois que je suis allé à leur théâtre, je suis allé les voir dans leur loge. Même un jour qu'on jouait *Sainte-Jeanne,* il n'y avait plus une place, alors avec deux camarades nous avons assisté à la représentation de la coulisse.

Maurois est un monsieur sympathique, et remarquablement intelligent, très poli, très distingué. On sent qu'il s'intéresse passionnément à un tas de choses. Nous avons passé une soirée très agréable.

Quant à Colette, c'est moi qui étais allé l'inviter. A peine entré, elle a commencé l'entretien en me disant : « Asseyez-vous où vous voudrez, excepté sur des chats ». C'est une grosse dame trop fardée, mais elle est bien drôle, et a gardé beaucoup de la Claudine d'autrefois.

(Je m'interromps deux minutes, parce que bonne-maman a apporté un panier de figues).

Nous nous demandions qu'est-ce que nous ferions à Colette pour la faire rester, et nous étions prêts à danser sur la tête. Nous l'avons presque fait. J'avais mis à profit mes talents culinaires pour lui faire un petit goûter qui lui plaise. Nous l'avons promenée dans toute l'Ecole (pas sur les toits, elle

est trop grosse) et nous lui avons chanté les chansons de la revue de l'Ecole qui sont particulièrement pimentées. La prochaine fois qu'elle viendra, elle nous emmènera sa fille.

(Ludmilla Pitoeff ne nous amènera pas ses huit gosses, je ne crois pas. Mais tu sais, cette femme est étonnante. Je ne peux pas arriver à savoir l'âge qu'elle a !)

Je suis allé au théâtre et au cinéma très souvent. Au théâtre, il y a eu des choses très bien : *Volpone* à l'Atelier, en particulier, une pièce de Ben Jonson, un Anglais du 16e siècle, adapté par Jules Romains, qui est peut-être un chef-d'œuvre. *Mélo* de Bernstein, qui est inégal mais très curieux, *Jean de la Lune* qui est bien joli. Et puis aux Arts, *Les Trois Sœurs*, une prodigieuse pièce russe d'Anton Tchékov, où Ludmilla était plus admirable que jamais, et *Le Vray Procès de Jeanne d'Arc* qui n'était pas une pièce mais une reconstitution très exacte, d'après les documents et les interrogatoires conservés par écrits, du procès de Jeanne d'Arc.

Suzanne s'est arrêtée deux jours à Paris, à Pâques, et c'est avec elle que j'ai vu *Mélo* et *Jean de la Lune*. En Angleterre elle t'a écrit, je crois, pour te donner de ses nouvelles. Elle ne s'est pas trop ennuyée, mais n'aime pas beaucoup les Anglais. Maintenant, elle cherche quelque chose en Espagne pour l'an prochain.

Et voilà tout ce que je puis dire pour cette année. Je suis resté à Paris jusqu'au 20 juillet, parce que je voulais voir passer l'oral du concours de l'Ecole. J'avais un camarade qui est bien le type le plus déveinard que j'aie vu. Il était au lycée avec moi, à Louis le Grand. La première année il a été malade au moment de l'écrit, l'an dernier il a été admissible 28e avec toutes les chances d'entrer et il a attrapé la rougeole au moment de l'oral. Je crois d'ailleurs t'en avoir parlé. Eh bien cette année, le pauvre garçon a été 31e c'est-à-dire n'a pas été reçu.

Que te dirai-je encore ? Je vais sans doute écrire des romans-feuilletons moins extavagants que *Fulgur*, parce que je connais un type chez Fayard qui dirige une collection de romans à 25 sous et qui les paie 3.000 francs. A part ça, je donne des leçons à des garçons riches et idiots à qui je fais mine d'apprendre le latin mais avec qui je parle cinéma, parce qu'ils ne veulent rien faire et que je ne vais pas m'éreinter pour eux.

Nous sommes donc à Canet depuis le 7. La maison nous a été bien agréable, car nous n'avons trouvé ni poussins dans l'armoire à glace ni lapins dans les édredons. C'était très propre et très ordonné et nous avons complimenté grand'mère.

Robert BRASILLACH.

Elie DELOCHES

En marge de la misère de la presse

« *A côté des hausses de salaires, des charges, des produits, il y a aussi* les prix nettement abusifs du papier, *élément qui entre pour une si large part dans la fabrication d'un journal.*

« *Car* les papeteries, *elles,* ne souffrent pas.

« *Voici, au hasard, quelques-uns des bénéfices* Nets *de certaines papeteries : Société La Charfa :* 123 *millions en* 1957 *; Arjomari :* 69 *millions ; Cartonneries de Kaysesrsberg :* 116 *millions ; Papeteries de Roquefort :* 202 *millions ; Sonopa :* 118 *millions ; Cartonneries de La Rochette :* 225 *millions.*

« *Disons-le tout net :* ces scandaleux bénéfices *des papeteries en regard de la misère de la presse et de l'édition* sont proprement inadmissibles. »

Ces lignes sont extraites de *l'Echo de la Presse et de la Publicité* de Noël Jacquemart.

« La misère de la presse et de l'édition » ? Il convient de ne pas généraliser. Les temps sont durs pour les petites organes les feuilles d'opinion, les périodiques indépendants et, en général, tout ce qui ne cultive pas la presse et la confession.

Quelques grands organes ne se portent pas mal ; il suffit de contrôler les appointements « républicains » des cadres, du nombre plathonique des rédacteurs, les dizaines de millions distribués aux lecteurs en concours les plus divers. En *imposant* aux directions le nombre minimum de collaborateurs et le maximum des lignages aux typos, les syndicats contribuèrent activement aux difficultés de certains organes de presse

et tuèrent les feuilles d'opinion. Quand on évoque la misère de la presse, il faut oser le dire.

Il est exact que la « maffia » du papier tient aussi son rôle dans le budget des fournitures, rôle au moins aussi important que les marchands d'encre et les imprimeries de journaux où le syndicalisme abusif quant aux minima exigés des travailleurs sont nettement au-dessous de la capacité normale d'un ouvrier spécialisé qui, avant la guerre, gagnait nettement plus qu'un rédacteur ordinaire (et encore en certains cas aujourd'hui).

Tout cela n'est d'ailleurs pas toléré sans arrière-pensée, depuis la libération.

En haussant à des prix de revient prohibitifs la « chose » imprimée, on a établi une barrière difficile à franchir par la concurrence de nouveaux journaux et revues. La presse ayant, dans son ensemble, bénéficié des spoliations, n'a pas eu d'investissements à amortir. Elle a acquis pour des prix dérisoires, bâtiments, matériel, organisations, des entreprises de presse. Ce Pactôle la rendit d'ailleurs muette car on ne piétine pas ses bienfaiteurs, c'est-à-dire un système auquel on doit sa fortune. Résultat : la presse de juin 1945, n'a pas tenu son rôle de soupape de sécurité de l'opinion.

Les navrantes expériences tentées depuis quelques années dans le domaine de la création de journaux, se sont soldées par des échecs lamentables. Sans les milliards du maître de la presse du cœur, *Paris-Journal* successeur de *Franc-Tireur*, aurait déjà rejoint ses malheureux devanciers. De nos jours (j'ai vu des devis et des projets chiffrés), il faut combler un milliard et demi pour tenter le lancement d'un quotidien d'informations générales. Et encore, à la condition de ne pas avoir contre soi les lobbies israélites de la publicité devenus trop souvent les défenseurs d'une presse nantie.

Cela dit, il n'en demeure pas moins vrai que la puissante corporation des papetiers constitue un gang dont la parfaite cohésion permet les « scandaleux bénéfices » dont parle Noël Jacquemart. Il faudrait raconter l'édifiante histoire du businessman T..., sujet suisse, (*Papeteries des Batignolles*), très social, couvrant son personnel d'avantages matériels et vendant quand même son papier à un cours plus bas que celui imposé par une « entente industrielle ». La lutte à mort de la « Maffia » du papier contre T... alla des ennuis à la libération jusqu'aux menaces, bien que la corporation se soit servi de sa nationalité de neutre pour obtenir maints privilèges pendant l'occupation. T... s'opposa même aux prétentions scandaleuses du « roi de l'alfa » d'Algérie en criant des alfatières au Maroc. Tant d'indépendance et d'esprit raisonnable

dans le profit devait connaître la fin « logique » de ces cortes de batailles occultes. T... a sauté et son affaire a passé en d'autres mains.

Qu'il s'agisse de papier, d'acier, d'aluminium, de produits chimiques, d'oléagineux etc... nous revenons à la conclusion de l'enquête économique américaine menée en France il y a cinq ans. Les enquêteurs américains relevèrent « avec effarement » un bénéfice *net* de 30 à 70 p. 100 *à la source* (encore furent-ils modestes et optimistes).

En France, comme en Grande-Bretagne, sévit cette idée capitaliste du gros profit à la base... ce qui réduit l'extension des ventes. On préfère vendre peu à gros bénéfice que beaucoup à petits bénéfices suivant l'école industrielle américaine. Rockcfeller preférait vendre un million de barils à cinq cents de bénéfice que cent mille à dix cents. D'où les grosses fortunes américaines tablant sur une clientèle s'étendant en nombre, usant ou cassant donc remplaçant ; conséquence : travail plus considérable pour le contingent ouvrier des usines. C'est le produit de consommation mis à la portée des plus modestes salaires. En Europe occidentale, le capitalisme est, dans son ensemble, encore très éloigné de ce processus. Ce sera sans doute sa perte car, outre les bénéfices annoncés, chacun sait ce que signifie les distributions d'actions gratuites, les « jetons » des administrateurs et les « investissements » et « participations » qui ne constituent que des superbénéfices inavouables dans les bilans.

***

La question du papier de presse n'est qu'un incident en lui-même. Il s'incorpore dans une ambiance de conception désuète du rôle capitaliste dans l'économie moderne. Il est inadmissible qu'un jeune rédacteur qui signe des articles touche ses 65.000 francs par mois et qu'un directeur empoche près d'un million (par mois) quand ça n'est pas davantage. Certaines impudeurs nous incitent à ne pas trop nous gargariser avec la « misère » (généralisée) de la presse. Notre mémoire étant fidèle, nous évoquons cette petite anecdote de 1946. La police s'était mise en branle sur la plainte d'un actionnaire minoritaire d'un des plus grands quotidiens parisiens, une perquisition permit de découvrir un paquet de billets de plus de 30 millions chez un responsable du journal qui ne put en indiquer l'origine.

Car, pour beaucoup, les recettes discrètes et hors-fixe constituent une véritable fortune. En l'occurence, on a murmuré

que le paquet en question pourrait avoir comme origine l'ambassade britannique de Paris.

Et nous ne parlerons pas des fonds secrets français devenus une institution nationale !

La question du papier, si elle pèse incontestablement sur la libre diffusion de la pensée non conformiste et non caporalisée, ne gêne guère la grande presse. Elle entre dans le cadre d'une organisation économique dont l'esprit capitaliste (que nous ne confondons pas avec la propriété) se renforce considérablement grâce à la complicité de la politique et de la haute administration.

Il n'est pas exclu que cette forme accentuée du capitalisme (les grands patrons sont toujours en retard d'une révolution) à gros profits n'amène insensiblement les meilleurs esprits au communisme.

Elie DELOCHES.

Henry COSTON. **ETUDE**

LES TRUSTS CONTRE LES DETAILLANTS

Nous extrayons de l'excellent ouvrage de notre collaborateur Henry Coston La Haute-Banque et les Trusts *qui vient de paraître à* La Librairie Française, 51, *rue de la Harpe, Paris* (5e) *les pages suivantes consacrées à la main-mise des trusts sur le commerce de détail par l'intermédiaire des chaînes de magasins. Nos lecteurs retrouveront là un exemple frappant des thèses que nous avons toujours soutenues sur l'analogie qui s'établit progressivement entre les formes technocratiques du capitalisme et les mécanismes du communisme soviétique et qui peuvent permettre de passer un jour de l'un à l'autre.*

Pour accroître leur puissance et leurs profits, les trusts poussent impitoyablement à la concentration. Ils y sont aidés par les partis à leur dévotion et par tous ceux qui ont inscrit la « reconversion » à leur programme.

Ne nous y trompons pas : ce que nos technocrates et nos politiciens préconisent et entreprennent de réaliser sous le non de « reconversion », c'est tout bonnement l'élimination progressive ou brutale des exploitations industrielles « à capital personnel », des maisons de commerce familiales et des entreprises artisanales (1).

M. Mendès-France et son *brain-trust*, défenseurs avisés et résolus de la « reconversion », ne font pas mystère des conséquences qu'elle entraîne.

« *Qui dit reconversion dit non seulement transfert de fac-* « *teurs de production vers des activités nouvelles, mais encore* « CONCENTRATION *industrielle, réduction du nombre des* « *entreprises* », déclarent-ils dans le « cahier » qu'ils ont consacré l'an dernier à cet inquiétant problème (2).

---

(1) En attendant une réforme du notariat et du bureau qui fera de l'étude ou du cabinet la succursale d'un monstrueux consortium d'hommes d'affaires au masque d'hommes de loi.

(2) **Les Cahiers de la République,** n° 6, mars-avril 1957, p. 35. Cette publication, qui paraît sous la direction de M. Pierre Mendès-France est dirigée par un comité composé des conseillers habituels de l'ancien président du Conseil : MM. G. Ardant, Commissaire général à la Productivité, Paul Bastid, Professeur à la Faculté de Droit, ancien ministre, directeur politique

La « *reconversion* » entraîne donc la *concentration* qui, à son tour, provoque la disparition des entreprises indépendantes des trusts.

Dans le commerce, l'exécution du plan cher à M. Mendès-France a commencé depuis plusieurs années. Les grands magasins et les entreprises à succursales multiples, que l'on désigne pudiquement sous le vocable de « commerce intégré » (1.200 sociétés, 37.000 points de vente, 170.000 employés, 1.000 milliards de chiffre d'affaires) ont doublé leurs ventes depuis 1950. Par contre, 5.000 petites et moyennes entreprises disparaissent chaque année.

La revue qui nous donne ces détails (3) ajoute :

« Ce dégonflement du secteur traditionnel ne se traduit pas, d'ailleurs, par une contraction sensible de l'appareil commercial. Il est accompagné d'un mouvement de concentration au profit du secteur intégré, qui prend la forme soit de la mise en succursale, soit d'une extension d'activités par la création de nouveaux rayons : il y a deux fois et demie plus de magasins populaires (lisez : dépendant des grandes sociétés à succursales multiples) qu'avant-guerre, 6.000 succursales nouvelles depuis quatre ans. Ce mouvement est très net dans les centres urbains et les régions riches (Nord, Nord-Est, Bassin Parisien, vallées du Rhône et de la Garonne...). »

1.600 magasins de confections et de tissus cessent leur activité tous les ans. Dans cette même branche, le nombre des fournisseurs tend à s'amenuiser. *Le Figaro* signalait que 18 grossistes en tissus sur 33 ont disparu en Meurthe-et-Moselle de 1947 à 1954 (4). La tendance est générale et ne fait que s'aggraver.

Dans l'épicerie, c'est pire encore : depuis 1953, 30.000 entreprises familiales ont été liquidées, constate *Entreprise*, qui s'en réjouit au nom du « progrès ». Peu à peu la vente des produits alimentaires devient un monopole.

Jusqu'en 1914, les grossistes-stockeurs étaient les fournisseurs attitrés des commerçants-détaillants. Le seul concurrent de

---

de l'**Aurore** de 1944 à 1951 ; René Billères, ministre de l'Education Nationale ; René Cassin, vice-président du Conseil d'Etat, président de l'Alliance Israélite Universelle, ancien commissaire à la Justice du Comité Français de Londres, ancien vice-président de la Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U. ; Albert Chatelet, doyen honoraire de la Faculté des Sciences de Paris, membre du Conseil d'Administration de la Recherche Scientifique ; Jacques Ellul, professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux, membre du Synode national de l'Eglise Réformée ; R. Humbert, conseiller à la Cour des Comptes ; Charles Amédée Julien, professeur à la Sorbonne, conseiller de l'Union Française, secrétaire général de la **Revue Historique** et directeur de la Collection « Pays d'Outre-Mer » ; E. Labrousse, professeur à la Sorbonne ; Henri Longchambon, président du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique, ancien ministre du cabinet Mendès-France ; H.I. Marrou, professeur à la Sorbonne ; C. Morazé, directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes ; P. Mus, professeur au Collège de France ; Alfred Sauvy, directeur de l'Institut National d'Etudes démographiques, membre du Conseil Economique ; P.-H. Simon, professeur à la Faculté des Lettres de Fribourg ; Mme Marie-Jeanne Durry, professeur à la Sorbonne, chef du Service du livre au Ministère des Affaires Etrangères. Ce comité de direction est complété par un comité de rédaction comprenant MM. le Professeur R. de la Charrière, J.-L. Brilhac, S. Hessel, Jacques Kayser, M. Roncayolo et M. Sorre.

(3) **Entreprise,** 15-2-1958, p. 34 et suivantes.

(4) **Le Figaro,** 24-9-1954.

l'épicier « du coin » était la « coopé » locale. Le mouvement coopératif, qui prit forme vers 1885, connut un certain essor à partir de 1912, lorsque fut fondée la « Fédération nationale des Coopératives de Consommation ». En 1946, il existait 6.779 magasins-coopératives, faisant un chiffre d'affaires de 12 milliards. En 1948, il y en eut 7.353, avec un chiffre d'affaires de 41 milliards et demi. En 1956, les 750 sociétés coopératives groupaient 8.350 magasins de vente et réalisaient 158 milliards de chiffre d'affaires.

Si cette concurrence des consommateurs organisée en coopératives est un danger pour le petit épicier, celui-ci n'était menacé qu'à longue échéance, et il pouvait réagir en exigeant que les charges que supportent les commerçants-détaillants soient également supportées par les sociétés coopératives.

Mais que peuvent faire les épiciers locaux contre les 22.200 concurrents privilégiés (5) que constituent les succursales des 110 sociétés du trust de l'Epicerie ? Avec un chiffre d'affaires de 300 milliards (1956), ils écrasent brutalement les 184.000 entreprises familiales qui ne réalisent pas, ensemble, des ventes aussi élevées.

L'origine de ces « chaînes » remonterait à 1863. La plus connue, celle du *Planteur de Caïffa* (Haïfa), aujourd'hui disparue, ne comptait pas moins de 1.200 succursales. Son fondateur, un commerçant avisé, nommé Cahen d'Anvers — « *Cahen tout seul, cela ne fait pas très distinctif* » (6) — avait compris qu'il vaut mieux aller chercher le client plutôt que de l'attendre. Pendant plus d'un demi-siècle, les légendaires poussettes à l'enseigne du *Planteur de Caïffa* sillonnèrent les campagnes apportant aux hameaux les plus reculés, café, sucre et autres articles d'épicerie que le paysan d'alors n'allait acheter au bourg que les jours de foire. Sous le signe de la cité palestinienne, Cahen d'Anvers réalisa une immense fortune. Ses descendants, banquiers et hommes d'affaires, nantis d'un titre de comte romain, plastronnent aujourd'hui dans les réceptions mondaines et officielles.

De Reims son berceau, le « succursalisme » a gagné toute la France. Seuls certains départements montagneux des Alpes semblent y échapper, en partie du moins. A côté des *Docks Rémois* (*Le Familistère*), présidés par M. André Boussac (frère du roi des cotonnades) qui groupent 1.170 magasins, citons les *Etablissements Goulet-Turpin* (661 magasins) dont le siège est également à Reims ; les *Comptoirs Français* (1.245 magasins) ; *les Docks Ardennais* (127) ; les *Ets B. Mielle* (472) ; les *Etablissements Economiques Troyens ; les Docks de l'Union Française* (248) ; *La Ruche Moderne* (284) ; les *Etablissements*

---

(5) D'autres statistiques parlent de 26.000.
(6) Joseph Millner : **Les Juifs en Belgique**, étude parue dans **Le Monde Juif**, mars 1952.

Mielle-Cailloux (754) ; la *Maison Sanal* (507) ; *la Sté d'Alimentation d'Alsace et de Lorraine* (258) ; les *Docks du Nord* (338) ; *les Nouvelles Epiceries du Nord* (328) ; *les Ets J. Dreux* (220) ; les *Ets Wibault* ; les *Ets Nicolas* (836) ; *les Vins Achille Hauser ; Damoy ; Félix Potin ; Vini-Prix* (163) (7) ; les *Primistères*, qui ont absorbé en 1955 les *Grands Economats Parisiens* (493) ; *Paris-Médoc* (237) ; *L'Union Commerciale* (370) ; *les Economiques de Normandie* (228) ; *L'Economie Bretonne* (201) ; *l'Economique de Rennes* (465) ; *les Comptoirs Modernes* (324) ; les *Ets Brisset* (214) ; les *Docks de l'Ouest* (473) ; *L'Union de Cholet* (211) ; *les Docks de Blois* (301) ; *l'Etoile de l'Ouest* (202) ; *les Docks de France ; l'Aquitaine* (287) ; *les Docks du Centre* (282) ; *la Ruche Méridionale* (287) ; *l'Eparrgne* (918) ; *les Docks Méridionaux d'Alimentation* (692) ; *l'Etoile du Midi* (261) ; les *Docks Francs-Comtois et Bourguignons* (375) ; les *Ets Economiques Bisontins* (219) ; les *Economats du Centre* (1104) ; les *Docks Bourbonnais* (266) ; la *Sté Nouvelle Bodin-Defforey* (248) ; *l'Etoile des Alpes* (320) ; *l'Alimentation Stéphanoise* (213) ; *les Docks Lyonnais* (562) ; *les Grandes Caves de Lyon* (2034) ; *la Société Economique d'Alimentation* (568) et surtout les *Ets Economiques du Casino*, qui battent les records avec 2.414 magasins.

Plusieurs de ces sociétés sont reliées à d'autres par des intérêts communs, des prises de participations ou des accords spéciaux.

C'est ainsi que les *Docks Rémois* sont de gros actionnaires des *Docks de Blois*, des *Docks du Bourbonnais* et des *Economiques de Normandie*. Ce trust est lui-même contrôlé (en partie par la *Sté Hispano-Suiza Casino* est une affaire étroitement liée à *l'Epargne*. *Les Docks Rémois* (8) et *Casino* sont associés, avec d'autres sociétés à succursales, dans la *Sté Nationale d'Achats, d'Importation et de Répartition*.

Les Docks Lyonnais sont au centre d'un grand trust de l'alimentation comprenant la *Sté Laitière Moderne, les Vins du Midi et d'Algérie, le Lugdunum Industriel*, qui facilitent son approvisionnement, et des magasins à succursales : *Sanal, Sté d'Alimentation d'Alsace et de Lorraine, Docks du Nord, Mielle*, etc...

Par leur administrateur M. André Nicolas, de la *Banque Nicolas*, de Lyon, ils se trouvent liés à *Mielle-Cailloux* et au *Chocolat Rozan*.

La Maison *Félix Potin*, qui fut longtemps la plus importante maison d'alimentation de France, est liée à de puissantes af-

---

(7) Dans la région parisienne, **Vini-Prix** prend des proportions particulièrement inquiétantes. Il possède 89 magasins à Paris et 74 en banlieue.

(8) M. André Forgeot, administrateur des **Docks Rémois** et P.D.G. des **Biscuits Brun-Pâtes La Lune**, est le fils de feu Pierre Forgeot, ancien député et ancien ministre de la IIIe République.

faires industrielles et commerciales : *Desmarais frères* (*Margarine Excel*, pétrole), *Sté d'Alimention de Provence, Cie Agricole de Minoterie*, etc... Depuis la mort du petit-fils du fondateur (9), M. Jean Potin (victime de l'accident de chemin de fer provoqué par le maquis sur la ligne Paris-Marseille en 1944), la Société est dirigée par sa veuve, Mme Jeanine Potin, née Desmarais, fille du pétrolier français, qu'assiste son fils M. Philippe Potin, et diverses personnalités du monde des affaires.

Le tonnage de marchandises vendues par les 22.200 magasins de ces diverses sociétés atteint 280.000 tonnes par mois, dont 58 % pour l'alimentation générale et 30 % pour les vins, spiritueux et eaux minérales.

Aux deux précédentes (coopératives et maisons d'alimentation à succursales) s'ajoute une troisième menace pour les épiceries familiales : celle des magasins dits « populaires », qui bénéficient, comme on sait, d'avantages fiscaux assez considérables.

Ces « magasins populaires » sont les héritiers directs des « prix uniques » d'avant-guerre, ainsi appelés parce qu'ils vendaient leurs marchandises avec seulement quelques échelons uniformes de prix. S'approvisionnant chez les fabricants eux-mêmes (par le truchement de leurs « centrales d'achats »), ils vendent directement à la clientèle, supprimant ainsi les grossistes et imposant leurs prix au producteur en attendant de pouvoir — du moins l'espèrent-ils — les imposer à l'acheteur. Epaulés par les banques, ces « magasins populaires » ont des facilités de trésorerie qui leur permettent de dicter leur loi aux fournisseurs. Profitant des difficultés que connaissent les entreprises moyennes au moment des échéances, ils enlèvent ainsi des marchés très avantageux : pour « continuer de tourner », les fabricants acceptent de vendre sans bénéfices (quand ce n'est pas à perte), comptant bien se rattraper » avec leurs autres clients (10).

Cette politique commerciale qui fait l'admiration des naïfs, conduit à l'élimination des industries d'importance moyenne et à leur absorption par les trusts, mieux équipés pour produire et surtout mieux armés pour résister aux exigences des magasins *populaires*. Elle a aussi pour conséquence la ruine des petits commerçants, qui ne peuvent vendre aux prix pratiqués par ces derniers des « articles » qu'ils ont payés plus cher chez le même fournisseur.

Trois grands groupes se partagent la quasi-totalité des dits *magasins populaires : Prisunic, Monoprix* et *Uniprix*.

---

(9) Cette vieille maison française, fondée en 1844 par M. Félix Potin, n'a cessé d'être sous le contrôle de la famille Potin, sauf pendant les années 1929-1934, durant lesquelles le groupe Edouard-Raphaël Worms l'exploita.

(10) Ceci explique pourquoi certaines marchandises se vendent moins cher aux rayons des magasins **populaires** qu'elles ne coûtent aux grossistes.

Le premier dépend des *Grands Magasins du Printemps*. Il fonctionne sous la raison sociale *Société des Magasins Prisunic* (S.M.P.) et compte une trentaine de magasins (rattachés directement ou indirectement à lui par le système de participations) à l'enseigne de *Prisunic* ou *Printania*. 150 magasins d'importance moyenne sont plus ou moins liés à ce groupe par l'intermédiaire de la *Sté Parisienne d'Achats en Commun* (*Sapac-Prisunic*), filiale du *Printemps*. M. Pierre Laguionie, qui administre les *Huiles Lesieur*, est le principal dirigeant du groupe. Selon des bruits, encore difficiles à contrôler, l'ensemble du groupe, *Printemps* compris, serait passé depuis 1958 sous le contrôle de la Banque Lazard.

Le second groupe, celui des *Monoprix*, est lié aux *Galeries Lafayette*. Il groupe 180 magasins, dont la majeure partie ne dépend pas administrativement et financièrement de la *Sté Monoprix*, mais qui sont associés à elle dans la *Sté Centrale d'Achats* (*S.C.A.*) (11). Les *Galeries Lafayette*, la maison mère, qui ont été fondées par Théophile Bader, un ami de Léon Blum, sont aujourd'hui dirigées par ses deux gendres, MM. Raoul Meyer, une illustration du Rotary-Club, marié à Mlle Yvonne Bader, et le colonel Max Heilbronn, marié à Mlle Paulette Bader, respectivement président et vice-président. Le groupe contrôle la *Société Parisienne de confection*, son principal fournisseur de vêtements.

La société *Uniprix*, avec une demi-douzaine de magasins, forme le troisième groupe. Elle a été créée par les *Nouvelles Galeries Réunies*. Pour ses approvisionnements, ce groupe est lié à *Monoprix*.

En dehors de ces trois groupes, il existe d'autres magasins *populaires* liés soit *au Bon Marché*, comme le *Bazar d'Amsterdam*, soit à *Parunis*, organisme créé par *Paris-France* (groupe *Gompel* . *Aux Trois Quartiers* et *Madelios*, à Paris, *Magmod*, à Strasbourg, *Grand Bazar de Toulouse*, etc...) et par les *Magasins Modernes*.

Installés dans les quartiers d'accès facile ou même dans les quartiers populeux, ces magasins réalisent un chiffre d'affaires approchant 200 milliards, dont un quart environ provient de la vente de produits d'épicerie.

Le petit commerce n'est pas menacé que dans la branche de l'épicerie. On verra dans notre chapitre consacré à la paysannerie que la vente de certains produits agricoles, principalement le lait, le beurre, le vin, le blé, est devenue le monopole de trusts puissants.

---

(11) La **Sté Centrale d'Achats** a pour principal animateur M. André Rueff, l'un des « patrons » des « **Monoprix** » du faubourg du Temple et de la rue de la Gaîté, à Paris. Marié en 3es noces à une demoiselle Beghin, il est apparenté à la famille des sucriers du Nord. Il posséderait des intérêts importants dans diverses affaires commerciales au Brésil.

Dans la chaussure, les 1.100 succursales des grandes sociétés réalisent 30 à 40 % du chiffre d'affaires de la profession. La Société des *Chaussures André* possède, à elle seule, 150 succursales (a Paris, en Province et en Afrique du Nord) et 4 usines (Nancy, Arpajon, Angerville et Pantin). Fondée en 1900, par les frères Albert et Jérôme Lévy (12), elle est aujourd'hui dirigée par M. Georges Lévy, fils d'un des fondateurs. *Bata,* d'origine tchèque, a 250 succursales en France. *Bally, Berthelot, Biset, Cecil Finok', Debard, Digard, Heyraud, Manfield, Manon, Pillot, Raoul, Willy, Windsor,* avec leurs centaines de magasins à Paris et en province, occupent également une place importante dans le commerce de la chaussure.

La maison *Pillot,* concurrente directe de *Bata,* a été créée en 1875 par M. Alexandre Aubaut sous la raison sociale *Bully et Aubaut.* Elle fut, après la première guerre mondiale, l'agent de *Bata* pour la France, puis rompit avec le célèbre trust et lança sur le marché une chaussure populaire à bas prix, inspirée du modèle tchèque. Transformée en société anonyme en 1937, elle avait alors pour directeur général le fils du fondateur, M. Eugène Aubaut, qui passait pour un patron très social et fleuretait avec les jeunes mouvements fascistes français. Ayant eu l'imprudence de fabriquer, en 1941-1944, les fameuses « chaussures nationales » réclamées par Vichy, la maison Aubaut connut des difficultés à la Libération. Les Aubaut disparurent de la Société qu'ils avaient fondée. En 1947, les *Chaussures Pillot* étaient administrées par MM. Bernard Reichenbach, l'un des introducteurs des « prix uniques » en France, Maxime Blocq-Mascart, co-fondateur du *Paris en libéré,* vice-président du Conseil National de la Résistance ; Roger-Angel Olchanski, etc... qui présentaient toutes garanties aux yeux des épurateurs. Mais l'absence des Aubaut dut se faire sentir, car les affaires de l'entreprise furent moins prospères. Reprise par un groupe au sein duquel *le Bon Marché* et *France-Maroc* eurent un rôle très important, la Sté Pillot serait, dit-on, sous le contrôle du groupe Pelossoff depuis 1957.

Dans les tissus, *Dralux-Boka* et *Bouchara* sont des concurrents sérieux pour le traditionnel boutiquier. Le trust *Dralux-Boka* est issu de la maison fondée en 1910 par la famille Bokanowski (13). D'abord fixée à Toulon, elle a commencé par exploiter des magasins de nouveautés dans cette ville, où elle possède également une manufacture de lingerie et de chemiserie, puis vint s'établir à Paris. Son activité s'étendit peu à peu à d'autres centres. Le trust *Dralux-Bokanowski,* qu'ani-

---

(12) Sté en nom collectif « **Chaussures André** ». Acte reçu par Me Hutin, notaire à Toul, le 30-12-1900, transformée en S.A.R.L., le 15-12-1948 (étude de Me Hussenot-Desenonges, notaires à Paris).

(13) Feu Maurice Bokanowski, ancien ministre de la IIIe République, mort tragiquement, était l'un des associés de la firme. Son fils, le député de la Seine, a conservé des intérêts dans la maison.

ment MM. Ludovic Coulombier et Elie Cohen, contrôle aujourd'hui : *La Grande Maison de Blanc* (Paris, Deauville, Cannes, Nice), *Boka-Montpellier, Boka-Lille, Au Gaspillage* (Vannes, Auray, Locméné, Le Havre, Cannes), la *Sté Carha* (Morlaix, Cherbourg), *Les Nouveautés du Poitou* (Poitiers), *les Nouveautés du Limousin* (Limoges) ; *les Nouveaux Magasins du Doubs* (Montbéliard) ; *Les Nouveaux Magasins* (Albi), *Angoulême-Textile , Roubaix-Nord-Textile ; La Rochelle-Textiles ; la Sté Pierre Marie* (Caen) et *Damadis* (Marseille) (14).

La Maison Bouchara, israélite comme la précédente et comme elle installée à ses débuts en Provence, est au dire d'*Entreprise* « *l'affaire la plus importante qui existe au monde pour le commerce des tissus* » (15). Il y a des magasins *Bouchara* à Marseille, berceau de la société, et en province : Bordeaux, Toulouse, Lyon, Nice, Nancy, Metz, Strasbourg, Cannes, Avignon Toulon, Nantes, Rouen, Montluçon, Monte-Carlo, Montpellier, Limoges, Grenoble, Périgueux, Perpignan, etc... Chaque magasin constitue une société particulière. A l'origine, la société *Bouchara frères et Cie* (54, Bd Haussmann) avait pour raison sociale *Bouchara frères, Abrami et Molina* (16). Depuis la mort du fils du fondateur, M. René Jacob Charles Bouchara — tué dans un accident d'automobile en 1954 — le trust Bouchara est dirigé par sa veuve, Mme Charlotte Bouchara, née Pereira, et par ses oncles MM. Edouard Bouchara, Raoul Bouchara, assistés de M. Marc Salomon, dit Sam Bloch.

Dans le vêtement féminin, sous prétexte de « *démocratiser le luxe* », la concurrence se fait également sentir. Cette information, parue dans la presse en 1956, en dit long sur les méthodes employées :

COLLECTION D'HIVER
TRES « COUTURE »
DANS LES MAGASINS
A SUCCURSALES MULTIPLES

Confirmant son succès des saisons précédentes, une nouvelle CHAINE DE MAGASINS A PRIX UNIQUE DEJA APPRECIEE des Parisiennes vient de présenter cette semaine les modèles les plus caractéristiques de sa collection d'hiver. En bonneterie, en lingerie comme en couture, ceux-ci suivent la mode d'une façon élégante et sobre, les coloris sont gais et pratiques, les matières recherchées et, bien entendu, les prix correspondent au but économique recherché par ce groupe de magasins (17).

Ceci est à rapprocher de la campagne publicitaire faite pour le « prêt à porter » de *Weil* ou de *Lempereur*...

---

(14) **Entreprise,** n° 18, p. 26-27.
(15) **Entreprise,** n° 12, p. 42-43.
(16) M. Charles Bouchara et ses beaux-frères, MM. Abrami et Molina, créèrent leur premier magasin de tissus, Cours Saint-Louis, à Marseille, en 1899. M. Charles Bouchara mourut à New-York en 1943 ; les deux autres associés furent déportés.
(17) **Le Figaro,** 28-6-1956.

Le commerce du meuble, qui fut jusqu'à la guerre de 1914-1918 l'affaire des artisans ébénistes locaux, avec le faubourg Saint-Antoine pour centre, est aujourd'hui monopolisé aux 2/3 par quelques puissantes entreprises de vente par correspondance.

Grâce au découvert et à l'escompte consentis par les banques et à la garantie, donnée par une société d'assurance spécialisée, ces maisons peuvent accorder des facilités. Les plus importantes de ces maisons, celles qui réalisent le plus gros chiffre, sont avec *Ségalot* — « ça, c'est du meuble ! » — les *Galeries Barbès* et les *Ets Lévitan*. Les *Galeries Barbès*, administrées par MM. M. et H. Gross, et I.I. Horowitz, ont deux magasins d'exposition et de vente à Paris et une dizaine de succursales en province (18).

Les *Etablissements Lévitan* sont dirigés par M. Wolf Levitan, personnage particulièrement doué pour les affaires et qui a le génie de la réclame. Avant que M. Bleustein, son beau-frère, prit sa publicité en main, M. Lévitan s'en occupait lui-même. C'est lui qui eut l'idée de faire suivre, en 1930, le Tour de France cycliste par un avion à ses couleurs. Sans doute ne fut-il pas le premier à expédier gratuitement un catalogue — les Grands Magasins le faisaient avant lui — mais il sut axer toute sa publicité sur cette offre, amorçant ainsi une fructueuse vente par correspondance. Il fit mieux : il remboursa le voyage à Paris des clients venus acheter dans ses magasins en déduisant de la facture le prix du billet de chemin de fer. Aussi ses bénéfices sont-ils considérables. Depuis la Libération, la Société *Levitan* a pu procéder à une demi-douzaine d'augmentations de capital en prélevant sur les réserves de sa société. De 9.435.000 frs en 1938, le capital des *Ets Lévitan* est passé à 250 millions en 1955.

Lorsque les trusts ne se substituent pas eux-mêmes aux commerçants locaux, ils leur imposent des conditions telles que ceux-ci cessent d'être indépendants.

« La petite entreprise dépend étroitement de l'industrie et du commerce capitalistes pour son approvisionnement ; elle subit sans défense les prix de monopole qui alourdissent ses prix de revient ou réduisent ses marges bénéficiaires.... En outre, elle est subtilement pénétrée par diverses formes de dépendance plus directes encore : les artisans se transforment en sous-traitants, les commerçants en succursalistes ou en gérants. » (19)

Ce système, que favorisent les banques, peut, à première vue, nous semble profitable. Mais si nous n'y prenons garde

---

(18) Comme pour confirmer ce que nous disons dans notre chapitre consacré aux parlementaires, l'exposition de meubles des **Galeries Barbès** fut inaugurée, quelques jours après les élections de 1956, par le Dr Lafay (cf. la presse parisienne du 10-1-1956). Si ce dernier avait été ministre du Commerce, c'eût été dans ses attributions, mais il était... ministre de la Santé publique !

(19) **Economie et Politique**, n° 28, p. 63.

et si les principaux intéressés ne se décident pas à agir vigoureusement, cela nous conduira tout doucement au monopole total et à la disparition des petites et moyennes entreprises. Et lorsque le commerce « intégré » aura éliminé le commerce indépendant, ou que le boutiquier du coin sera devenu le gérant plus ou moins officiel du grand trust, le consommateur n'aura plus le choix : il devra accepter les prix et la qualité qui lui seront imposés.

Dès lors, un seul recours : la nationalisation. On sait que le client n'y gagne guère. Mais cette socialisation des entreprises commerciales serait obtenue d'autant plus aisément que les classes moyennes auraient été ruinées par la concentration capitaliste.

Nous l'avons dit (20) et nous le répétons : dans un pays comme la France, où aucun frein spirituel ne retiendrait la machine lancée sur la pente, la « prolétarisation » de deux millions d'artisans et de petits commerçants, ce serait le triomphe du communisme.

---

(20) Voir **Les Financiers qui mènent le monde**, p. 227-235.

Edouard DRUMONT et la fin d'un monde

Dans quelques jours paraîtra à la Librairie Française (51, *rue de la Harpe, Paris* 5e) *le livre attendu de M. Jacques Ploncard d'Assac, intitulé* « Doctrines de Nationalisme ».

Dans cet ouvrage, l'auteur examine tour à tour le nationalisme de Drumont, de Barrès, de Maurras, de Mussolini et de Hitler, de Salazar et de José Antonio Primo de Rivera.

Avec l'autorisation de l'auteur et de l'éditeur, nous publions aujourd'hui le chapitre consacré à Edouard Drumont.

> *La formule nationaliste est née presque toute entière de lui ; et Daudet, Barrès, nous tous, avons commencé notre ouvrage sur sa lumière.*
>
> (Charles Maurras. *L'Action Française*, 6 *février* 1917).

Sur la fin du XIXe siècle, les institutions démocratiques commencèrent, un peu partout en Europe, à entrer en décadence. En trente ans, les Souverains de la Sainte Alliance avaient abandonné le pouvoir aux Assemblées, C'est en France qu'étaient nées les idées de 1789. Elles y avaient déroulé leurs conséquences néfastes plus vite que dans le reste de l'Europe. Il était donc dans l'ordre des choses que la réaction s'y manifestât plus tôt qu'ailleurs. Mais il fallait d'abord que le pays prit conscience des périls qui le menaçaient dans l'ordre intellectuel, dans l'ordre économique et dans l'ordre politique.

« *Quelquefois,* dit Lacordaire, *les peuples s'éteignent dans une agonie insensible, qu'ils aiment comme un repos doux et agréable ; quelquefois ils périssent au milieu des fêtes, en chantant des hymnes de victoire et en s'appelant immortels.* »

Or, la France au lieu « *de rentrer en elle-même, d'essayer de guérir puisque Dieu,* dit l'Ecriture, *a fait les nations guérissables* », *semblait vouloir* « *finir dans l'apothéose théâtrale* ».

Tel est le jugement d'un contemporain qui, en cinq gros volumes intitulés « Etudes psychologiques et sociales » bourrés de faits et de passion, allait dresser le bilan de la IIIe République à la fin du XIXe siècle et susciter un puissant courant d'opinion d'où sortirait le Nationalisme.

L'intensité du gouvernement provoqué par Edouard Drumont fut considérable. Toute entière axée sur un sursaut passionnel devant ce qu'il a appelé lui-même « *la fin d'un monde* », son action devait affecter en partie, pour des raisons historiques qui n'entrent pas dans le cadre de cette étude, la forme d'un mouvement antisémite, spontané et populaire. Mais derrière sa façade antisémite, la réaction que provoque l'auteur de la *France Juive,* en 1886, visait plus loin que la dénonciation de quelques banquiers internationaux juifs, et non juifs aussi d'ailleurs. En réalité ce que Drumont avait observé, c'étaient les premiers symptômes de la malfaisance du libéralisme économique dans le sein d'une démocratie libérale.

Dans une société politique inorganique, une économie inorganique engendrait tous les excès du capitalisme de spéculation et bouleversait profondément la cociété traditionnelle.

***

Edouard Drumont se fit l'historien de cette « fin d'un monde ». Il le fit sans grand espoir, avec un pessimisme foncier, mais en apportant une méthode juste qui, à travers Barrès, Bourget et Maurras prendra sa forme définitive sous le nom d' « empirisme organisateur. »

Drumont avait fait observer que « *la Mort est un aussi grand débat que la Vie. L'Agonie est un combat comme la Naissance. La décomposition de l'être est aussi compliquée que sa formation et il faut envisager la terminaison de l'existence comme un tableau aussi coloré, aussi complexe, aussi varié, aussi mouvementé que l'existence elle-même.* »

Et il en tirait cette conclusion :

« *Pour savoir bien quelles conditions sont nécessaires pour que vive une Patrie, il faut regarder attentivement comment meurt un monde qui a formé peu à peu dans cette Patrie comme une agglomération de bacilles. Pour bien connaître les né-*

cessités primordiales de l'être, il faut apprendre comment on arrive au non être et demander à ce qui expire « ce secret de la vie » que Saint-Antoine, selon l'expression de Flaubert, « tâchait de surprendre, à la lueur des flambeaux sur la face des morts. »

Plus tard, Barrès, Bourget surtout et Maurras mettront en termes scientifiques cette analogie du corps social et du corps humain. Ils en tireront cette notion essentielle de la doctrine nationaliste : que la société est soumise non à la fantaisie de ses volontés, mais à des lois qu'il ne s'agit pas d'inventer, mais de découvrir.

L'essentiel de cette thérie est déjà tout entier dans Drumont.

« *Rien,* dit-il, *n'est instructif comme de rechercher l'origine première des maladies qui lentement, mais sûrement, usent, dégradent et ruinent peu à peu l'organisme. Le terme de mort subite, en effet, ne veut rien dire et l'on ignore trop les élaborations énormes qu'il faut pour faire ce qu'on appelle une catastrophe soudaine. La désagrégation s'opère progressivement, mais sans hâte et dans la société, confédération des hommes, comme l'homme est une confédération de tissus, les débuts du mal sont toujours lointains, ignorés et obscurs. On tombe par où l'on penche, voilà la loi ; c'est un rien d'abord, une perturbation presque insensible, un grain de sable dans l'engrenage, puis le désordre partiel, puis les ressorts brisés et l'arrêt définitif...*

« *Le cadavre social est naturellement plus récalcitrant et moins aisé à enterrer que le cadavre humain. Le cadavre humain va pourrir seul au ventre du cercueil, image régressive de la gestation ; le cadavre social continue à marcher sans qu'on s'aperçoive qu'il est cadavre, jusqu'au jour où le plus léger heurt brise cette survivance factice et montre la cendre au lieu du sang. L'union des hommes crée le mensonge et l'entretient : une société peut cacher longtemps ses lésions mortelles, masquer son agonie, faire croire qu'elle est vivante encore alors qu'elle est morte déjà et qu'il ne reste plus qu'à l'inhumer.* »

***

Chercher ce qui fait « pencher » la société française en ces dernières années du XIXe siècle, tel fut l'objet de la recherche de Drumont. Il en trouvera la raison dans ce qu'il appellera « *le faux chemin pris en* 1789, *un chemin au bout duquel on croyait trouver Salente et dans lequel on s'est obstiné, après n'y avoir rencontré que des désillusions, des catastrophes et des doutes.* »

Au « moi », à l'individualisme, il oppose les lois de l'hérédité : « *Un être*, dit-il, *n'est pas si simple qu'on le croirait ; c'est un ensemble ; il se compose de traditions qui le rattachent aux gens qui sont du même pays que lui. Dès qu'il est dépouillé de tout cela, qu'il s'est mis hors de sa religion, hors de sa race, hors de sa patrie, il n'a plus de rapports, plus de racines, plus de place à lui dans l'organisation sociale.* »

Ce sont à peu près les termes dont se servira Barrès : « les déracinés », « la Terre et les Morts ».

Edouard Drumont mourut le 5 février 1917, en pleine guerre, à demi oublié, à demi aveugle, pauvre, probablement plus misanthrope que jamais.

Il avait publié six gros volumes d'études sociales et psychologiques et dirigé un quotidien : *La Libre Parole*. Il avait été député, exilé, emprisonné. Il avait été la figure centrale de l'affaire Dreyfus. Il avait agité tout un petit peuple d'ouvriers, de curés de village, de petits actionnaires ruinés, d'officiers, de nobles de province restés fidèles à la terre. Il avait aidé à exprimer la révolte spontanée de ce petit peuple qui constitue le fond même des nations et où le nationalisme, dans tous les pays, ira recruter le meilleur de ses militants. C'est lui encore qui employa le premier dans son journal *La Libre Parole*, en 1892, l'expression *national-socialisme* et dans son œuvre se dessine déjà cette synthèse du national et du social qui va être la grande caractéristique des révolutions nationales du XXe siècle. Il avait fort bien distingué que la Bourgeoisie jacobine de 1793 en détruisant les Corporations avait « *mis ceux qui n'avaient rien à la merci de ceux qui avaient quelque chose* ».

Il fut le photographe de la « fin d'un monde ». Il vint avec son appareil se placer au bon endroit sans souci de déranger les gens. Il choisit bien son éclairage, ne se trompa jamais sur le personnage à qui donner le gros plan.

Il avait d'ailleurs une tête de photographe avec ses longs cheveux et ses petits yeux de myope derrière ses lunettes.

Jacques PLONCARD d'ASSAC

CHRONIQUES

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

RÉALITÉS ALGÉRIENNES

« Tous les participants à la conférence de Bandoeng ont été financièrement mobilisés, depuis l'Etat jusqu'aux manants. Si la Chine ne donne que 60 millions, une seule semaine de quête pour l'Algérie au Caire rapporte 200 millions. En Egypte, encore les membres de l'Association cotonnière ont été frappés, au profit du F.L.N., d'une taxe proportionnelle au nombre de balles de coton qu'ils exportaient. Si l'Inde, avec ses 400 millions d'habitants ne donnait que 20 millions de francs à Koweit, capitaine du pétrole, en revanche, l'émir prélève 40 % sur tout salaire, soit 610 millions de francs chaque mois. A travers le monde, tout musulman acheteur d'une auto neuve doit verser 10 % de son prix. Les 300.000 Algériens travaillant en France versent au minimum 2 milliards annuellement, la population algérienne plus de huit. A cette participation viennent s'ajouter les dons. En juin, commandé par le capitaine Fedor Stepanov, le cargo diesel soviétique Yvan Moskvine a quitté Odessa pour Tunis, porteur des dons du « Croissant rouge », 50 tonnes de sucre, 50.000 boîtes de lait, 20 tonnes de savon, 1 million de roubles. Les cotisations extérieures s'élèvent déjà à 50 milliards de francs, le budget annuel du F.L.N. dépassant 100 milliards.

« Le F.L.N. aura bientôt son propre poste émetteur de radio en Libye. Un important matériel acheté en Allemagne et en Suisse, grâce à une subvention de l'Arabie Séoudite, va permettre au F.L.N. de diffuser sa propagande dant tout le bassin méditerranéen ».

Les lignes qui précèdent sont extraites du seul hebdomadaire algérois indépendant, **L'Africain**, qui ne cède pas aux illusions politiques et aux utopies.

La grande presse française omet généralement de donner ces renseignements baucoup plus importants que les « Français à part entière de Dunkerque à Tamanrasset ». Ils indiquent que trop de musulmans vivent, bien, des subsides étrangers pour espérer la fin des hostilités. C'est méconnaître **le musulman** que de raisonner d'après les discours — identiques — de MM. Mollet et de Gaulle. C'est aussi aller au-devant des déboires, voire des catastrophes.

Comme disent **à peu près unanimement** les simples soldats permissionnaires servant en Algérie : « Les Arabes ? Tous pour la France devant vous, tous pour les fellagha quand on a le dos tourné ». A quelques exceptions près, bien entendu... et c'est normal en tant que musulmans et Arabes. Ceux qui estimeraient que nous avons tort de raisonner en réalistes peuvent se remémorer « l'intégration »des Alsaciens et des Lorrains en 1871 et l'occupation allemande en France, 1940-44...

Il est donc excessivement dangereux — pour la France métropolitaine — que les musulmans pèsent dans le choix de la Constitution destinée essentiellement à l'usage des Français.

L'achat des « surplus » britanniques (72 avions) pour le compte des rebelles algériens indiquerait plutôt que nous ne sommes qu'à la première phase d'un combat qui compte, officiellement, 50.000 (réguliers et supplétifs) fellagha et 400.000 militaires français.

La vague d'attentats terroristes du F.L.N. en France (est-on bien persuadé qu'il ne s'agit que de nord-africains du F.L.N. ?) qu'une presse idiote ou servile — ou sombrant dans l'idiotie à force de servilité — a présentée comme une « tentative désespérée du F.L.N. » (sic) et un « chant du cygne » (recic) est l'indice de moyens — financiers et techniques — accrus. Peut-être grâce à certaines complicités métropolitaines.

Il y a deux ans, nous avions suggéré (nul ne sachant à 100.000 près le nombre des nord-africains musulmans en France) le contrôle de la main-d'œuvre nord-africaine par carte nominative immatriculée et répertoriée. C'était le seul moyen d'éliminer les éléments sans contrat de travail et vivant uniquement des subsides de l'agitation. On nous a fait savoir que cette méthode était irréalisable car elle établirait une discrimination **« entre Français »** (toujours **sic**). **En une nuit**, ces « Français » ont détruit la consommation totale d'un journée de carburant en France. Sans compter les attentats.

Il serait peut-être temps d'ouvrir les yeux aux réalités.

P. F.

⁂

La grande escroquerie morale de la propagande officielle en faveur du référendum : on a voulu faire croire que, seuls, les « communistes et satellites » voteraient : non !

⁂

Après avoir été reçu par le général de Gaulle, Mendès-France s'est déclaré pour le « non ».

Dans certaines coulisses politiques, on fait remarquer que le directeur de cabinet du général est M. Georges Pompidou (intime des affaires de la banque Rothschild frères) et que c'est René Mayer (autre intime de MM. Rothschild frères) qui lui a porté l'estocade lorsqu'il était président du conseil.

Mais, il faut noter que le ministre Jacquinot est marié à une Lazard (du trust banquier cosmopolite Lazard frères et Cie), laquelle banque Lazard n'est pas sans alliance avec les Gradis qui ne sont pas sans apparentement avec les Servan-Schreiber de l'**Express** où fonctionne Mendès-France.

On sait que, s'ils sont associés dans certaines affaires, les Rothschild et les Lazard ne sont pas en termes particulièrement cordiaux. Lazard est le trust mondial qui monte...

Chapitre supplémentaire à la finance menant la politique.

⁂

Selon Sud-Ouest Dimanche, **« Le Troquer a convoqué une haie d'honneur de gardes républicains (avec tambours) au palais de la présidence de l'Assemblée nationale, le matin du jour où il s'est rendu aux obsèques de Joliot-Curie. Cette garde a rendu les honneurs au président de l'Assemblée, lorsqu'il est monté en voiture, à destination de la Sorbonne.**

Seuls témoins de cette scène extraordinaire : quatre huissiers et trois journalistes ».

Le temps de la « sociale » est loin ! Le Troquer ou... quand la fortune (considérable) ne suffit plus... Les « rois républicains », comme disait Fernin.

⁂

Le remue-ménage moyen-oriental, l'esprit de satellisation qu'impose Nasser aux pays musulmans pétroliers rappelle une singulière prophétie de Pierre Fontaine dans son livre : **« La nouvelle Course au Pétrole ».** Page 56 un de ses chapitres a pour titre « Vers l'arabisation des pétroles ». Lirait-on davantage l'avenir dans le pétrole que dans le marc de café ?

⁂

Si l'intégration entre en application en Algérie (« les mêmes droits et les mêmes devoirs de Dunkerque à Tamanrasset » (?), il conviendra d'être réaliste. Les fonctionnaires devront renoncer au « tiers colonial » en supplément de leurs traitements ; suppression de la douane avec la France, donc suppression d'une nombreuse administration ; suppression du scandaleux « monopole du pavillon » qui permet aux compagnies maritimes françaises de pratiquer des tarifs à peu près le double de ceux des transports maritimes étrangers, italiens en particulier ; application des tarifs syndicaux au personnel agricole algérien ; cigarettes et essence alignées sur les prix métropolitains ; suppression des détaxes à l'importation. En bref, pas mal de désagréments touchant directement le portefeuille. Aussi l'intégration a-t-elle perdu beaucoup de partisans depuis le 13 mai.

⁂

La plupart des Français se contentent de rumeurs, mais ne savent pas au juste ce que signifie (ou ce que cache) le mot « politique » (tout au moins en France). **Jeune Nation** livre quelques « fiches confidentielles » dont nous détachons :

Le sénateur radical de la Corse Jean Filippi est le président de la banque Louis-Dreyfus.

Le sénateur républicain social René Fillon, trésorier du centre de républicains sociaux représente le groupe Rothschild aux Grands Travaux de Marseille, à la Pennaroya, aux Investissements du Nord, aux Minerais de Fer de la Mauritanie, à l'Electromécanique et à la Société Minière de Konakry.

« Le Garde des Sceaux (appelé « le père de la Constitution ») est le fils du Professeur Robert Debré, membre de l'Académie de Médecine, et le petit-fils d'un rebbin de Neuilly.

« Jacques Couve de Murville, ministre des Affaires Etrangères du général De Gaulle a épousé Jecqueline Schweisguth. Charles Schweisguth a épousé Gabrielle Mirabaud, de la famille des grands banquiers protestants.

« Enfin, Jean Forgeot, fils d'un viel ami de Léon Blum, était rédacteur au Ministère des Finances lorsqu'il devint le collaborateur de Vincent Auriol Après avoir été secrétaire général de la Présidence de la République, Jean Forgeot est aujourd'hui vice-président de Simca, administrateur des Forge du Creusot, de la Banque Commerciale de Paris, des Chargeurs Réunis, de l'Imprimerie Georges Lang, et de la société éditrice de **Paris-Match.** »

Ces quelques exemples pourraient être multipliés par mille. Ce sont les fameuses « affaires de harengs saurs » dont ne veut pas, a-t-on écrit, entendre parler le général De Gaulle. Or, le malaise de la France, c'est 10.000 « affaires de harengs saurs » qui se moquent éperdument des « principes » mêmes constitutionnels... sauf s'ils permettent de mieux « orienter » leurs intérêts en toute impunité.

⁂

M. Roger Mennevée est un journaliste financier amoureux de la simple vérité qui publie Les Documents politiques. **Il vient de donner une liste (incomplète) de chiffres des grandes banques parisiennes qui illustrent, peut-être, la raison pour laquelle, en 1946, on ne nationalisa que les grandes banques** françaises **dites de la petite épargne.**

Voici les exemples donnés par Roger Mennevée pour l'année 1957 :

Veuve DEMACHY et Cie

Capital	200.000.000	»
Bénéfices	43.836.076	»

HEINE et C°

Capital	25.000.000	»
Bénéfices	12.055.669	»

MALLET Frères et C°

Capital	31.000.000	»
Bénéfices	37.279.563	»

MEYER et C° (sous le contrôle de la Banque Worms et C°)

Capital	20.000.000	»
Bénéfices	37.002.004	»

DE NEUFLIZE, SCHLUMBERGER et Cs

Capital	300.000.000	»
Bénéfices	89.907.450	»

RAPHAEL et C°

Capital	9.000.000	»
Bénéfices	21.937.941	»

SAINT PHALLE (Banque Alexandre) et Cs

Capital	200.000.000	»
Bénéfices	42.553.913	»

VERNES et C°

Capital	100.000.000	»
Bénéfices	35.580.230	»

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES NATIONAUX

*Nous lisons dans le numéro de septembre de l'*Europe Réelle *paraissant à Bruxelles la protestation suivante à laquelle nous nous associons entièrement. Il s'agit des procès et informations que le ministère public allemand fait actuellement ouvrir pour « crimes de guerre » contre des hommes maintenant rentrés dans leurs foyers depuis dix ans, ayant repris une vie normale et qui se trouvent brusquement mis en prison pour des faits exécutés il y a quinze ans en service commandé. Cette opération est menée par des « témoins professionnels » que les tribunaux alliés avaient fini par évincer à cause de leur caractère suspect. Rien ne montre mieux que ces faits graves la persistance de la haine et la puissance que croient avoir conquise définitivement dans toute l'Europe les imposteurs de la « résistance ». La persistance de ces haines et de ces divisions ne peut servir finalement que la politique communiste.*

On peut comprendre qu'en période de danger menaçant la communauté entière, l'Etat restreigne les libertés individuelles. Mais qu'en est-il aujourd'hui, où les propagandes dominantes nous prétendent entrés dans le paradis des libertés démocratiques ?

Un appareil policier et judiciaire, capable de toutes les bassesses, cherche à nous réduire au silence ; la diffusion de faits démontrés est punie, tandis que la presse et la radio répandent impunément les plus infâmes falsifications ; on interdit des partis d'opposition, les procès d'épuration continuent e,t malgré constitutionnelles, le courrier des militants nationaux est surveillé ! Ici encore, la démocratie n'est qu'un vain mot.

Sous les prétextes les plus fallacieux, on accable de procès les seuls véritables combattants anticommunistes, afin de les paralyser « légalement » !

Ainsi le procès contre le général SS Simon et ses camarades ; par bonheur, ayant pu DEMONTRER leur innocence, ils eurent la chance peu commune d'arracher l'acquittement.

Le général Traunsdorff, porteur des plus hautes décorations militaires, s'est vu condamné à quatre ans de réclusion pour avoir fait fusiller des déserteurs.

Et le maréchal Schörner ? Rentré d'une longue captivité en Russie, il écope d'une même peine pour un même « crime ».

Quant à la farce judiciaire contre Sepp Dietrich et Lippert, le procureur général Weiss et ses acolytes n'ont reculé devant aucune falsification historique pour construire une culpabilité dans l'affaire Röhm, niant la situation de légitime défense et ignorant ainsi tous les témoignages qui établissent l'imminence du coup d'Ett de Röhm.

De même pour le général SS Woyrsch, l'écrivain Friedrich Lenz et tant d'autres !

Un cas particulièrement typique de terreur judiciaire en Allemagne occidentale est la procédure menée par le procureur général de Brunswick Hertger et par les juges trop connus Hellermann, Steggewents, Seiffert, Meier-Branecke, Poppe et Preissert contre l'ancien député au Bundestag Fritz Rössler, qui, recherché pour ses activités antérieures au Ministère de la propagande, avait continué la lutte pour l'Europe sous le nom du Dr Franz Richter.

Un premier procès pour « offense à la république fédérale » (!) avait abouti à un non-lieu. Scandalisé par ce résultat imprévu, le procureur Hertger n'eut de cesse qu'il ne fût parvenu à faire lever la remise conditionnelle de peine — 84 jours — résultant de la condamnation antérieure pour fausse identité. Motif invoqué : collaboration à la revue der WEG dont la ligne idéologique déplaisait au tribunal.

Pour mieux paralyser Rössler, on prétend, par surcroît, lui faire rembourser les traitements qu'il avait touché comme maître d'école pendant plusieurs années ! La présidente socialiste du gouvernement de Hanovre, de concert avec le ministre des cultes de Basse-Saxe Langeheine, n'a pas reculé devant la bassesse de ce procédé.

Ce qu'on nous reproche, n'est point notre passé. Les nationaux-socialistes les plus chevronnés occupent d'importants postes dans la République fédérale. Mais nous n'avons pas

voulu baiser la pantoufle d'Adenauer ! Par ailleurs, les spectaculaires persécutions à notre endroit cherchent à détourner l'attention des gigantesques scandales qui illustrent la corruption régnant en Allemagne occidentale.

Otto John vient d'être gracié ! Il est vrai qu'il avait trahi son pays par deux fois. Mais on cherche à réduire à la misère les militants nationaux et leurs familles.

Et ici, il faut souligner avec vigueur le manque de solidarité dans les milieux « nationaux ». La répression n'a pas sévi qu'en Allemagne, on la voit en Hollande, au Danemark, en France, en Suède et en Belgique où le directeur de la revue l' « Europe réelle » a été l'objet d'une action judiciaire reposant sur des témoignages calomnieux et visant en fait à le ruiner, lui et sa famille.

Et pourtant, les mieux dits nationaux manquent cruellement de militants décidés. Ne devraient-ils pas mieux soutenir les leurs ?

Les communistes sont devenus une puissance mondiale parce que leurs organisations d'entraide ont fonctionné. Les francs-maçons sont solidaires. L'Eglise catholique connaît la solidarité.

Les forces nationales devraient constituer une organisation internationale d'entraide. Jusqu'ici, les secours ont été le fait exclusivement d'actions individuelles. Les organisations nationales quelque peu puissantes n'ont rien fait !

Il faut que, dans le monde entier, les organisations nationales, les hommes d'Etat nationaux unissent leurs efforts pour créer cette entraide internationale ! Il faut enfin pouvoir protéger les miliatnts nationaux et leur famille !

Cela d'autant plus que les agents soviétiques cherchent à recruter les persécutés de toute tendance, y compris les militants nationaux ! On leur donne à considérer la communauté révolutionnaire qui subsiste malgré les différences idéologiques et plus d'un — malgré le silence de notre presse à ce sujet — a déjà pris le chemin de l'Est ! Comprend-on pleinement ce danger ?

Créez enfin l'Entraide internationale des nationaux !

Créez un réseau qui s'étende sur tous les pays !

Montrez que vous valez mieux que nos adversaires !

Plus de paroles : des actes !

Les Livres du Mois

FRANCOIS MAURIAC : « BLOC-NOTES »

Et voici ce fameux bloc-notes, qui a provoqué tant de remous de sensibilité ! Le voici réuni en volume pour l'essentiel allant d'octobre 52 à décembre 57, avec quelques coupures, mais sans retouches, nous prévient l'auteur.

Non décidément, nous disions-nous en feuilletant le volume, non décidément, nous ne détestons pas son auteur, nous ne sommes pas au nombre de ceux auxquels il inspire ces sentiments de haine sur lesquels il revient si souvent.

D'abord, c'est un grand écrivain. Et cela mérite tout de même d'être salué. Le don du trait, oui il le possède. Mais surtout, quelle vie, quelle passion incessante. Le livre en devient par moments presque fatigant à lire, tellement on se trouve sollicité sans répit à réagir violemment, tiré d'un côté puis de l'autre, entraîné dans un tourbillon semblable sans doute à l'âme même de l'auteur. Quel intérêt, quoiqu'il en dise, au mouvement de la vie, quelle attention aux êtres ! Il semble chercher fébrilement, quelque issue où la vérité serait tout entière, semblable à ces dormeurs qui se tournent sans répit et ahannent sourdement à la recherche de la position enfin heureuse. C'est cette attente qui lui conserve cette curiosité et cette jeunesse.

On peut envier ceux qui ne reconnaîtraient là rien d'eux-mêmes. On peut aussi les plaindre. Affirmer qu'il s'agit là d'un pur confort intellectuel est en tout cas montrer que l'on ignore tout de cette race d'êtres.

Après avoir lu quelques pages, nous voulions écrire à propos de notre sympathie « bien que nous ne partagions sans doute pas deux idées... » et puis, en avançant dans la lecture, il nous est très vite apparu que c'est précisément ce point qu'il serait intéressant d'examiner.

Car enfin, de ce long lamento ininterrompu de quatre cent pages, que retient-on, une fois le livre refermé ? un sentiment. un sentiment qui poursuit l'auteur depuis 1944, dont il ne peut se défaire : la déception. François Mauriac avait des illusions en 1944, nous pas. Bon, mais enfin nous pensions tout de même qu'ils réaliseraient quelque chose et la surprise a été pour beaucoup de voir que précisément les épreuves avaient été pour rien. François Mauriac avait des illusions en 1944, mais il les a vite perdues — dès les procès d'épuration sans doute ! Maurice Schumann peut ironiser sur son goût du malheur. Mais il faut

alors que lui-même ait l'optimisme chevillé au corps !

Et très vite Mauriac a été à la racine de sa déception. On est surpris lorsqu'on relit d'ensemble ce bloc-notes du mépris de l'auteur pour le régime d'Assemblée, de la force et de la constance de sa dénonciation.

Le Régime avec ses serviteurs, c'est pour lui « la dictature à tête de veau ». Le 9 juillet 1953, il note « Horreur et mépris de la politique parlementaire. » Le 7 juin 1954 « Hier, séance à la Chambre. Depuis combien d'années ne m'étais-je penché sur cette cuve dont je hais le jour blême, l'atmosphère bitumeuse de mauvais tableau d'histoire. L'humanité qui s'y agite, il semble qu'on l'observe au microscope. » Mais la vraie cause, quelle est-elle ? Le 1er février 1955, il écrit « Le régime des partis, tel que nous le pratiquons en France, est destructeur de tout gouvernement. » Mais le remède ? Le 11 mai 1956 enfin « Je n'ai jamais douté que rien de grand, ou simplement d'efficace, ne s'accomplit en politique qui ne soit conçu par un homme. Les évènements sont toujours à l'effigie d'un homme. »

Nous ne saurions mieux dire.

Il ne s'agit pas là d'un aspect épisodique de sa pensée mis en évidence au moyen de quelques citations. Celles-ci sont bien loin de rendre la constance et la violence de son mépris pour les hommes de la IVe République. Il déclarait, il y a peu, à la Télévision qu'il regrettait dans une certaine mesure la vigueur de ses critiques lorsqu'il songeait aux conditions de travail démentielles qu'imposait la Régime à ses serviteurs. Mais enfin sa réaction reste là : le mépris, un mépris définitif non pas tant pour la stupidité ou la vénalité directe de ces hommes, peut-être moins grandes qu'on ne l'a dit, mais pour leur absence totale de caractère, leur facilité à oublier, à tout concilier, leur incapacité radicale à imaginer que leurs actes pussent avoir des conséquences, leur petitesse, leur absence même d'ambition véritable. « cette gloutonnerie qui ne voit pas plus loin que son museau ». Aucune bonne raison, aucun jeu d'esprit des uns et des autres ne peut rien contre cette éclatante revendication d'un peu de hauteur, qu'ils ne peuvent même plus comprendre — c'est là le plus grave — au sein de leur monde de termites !

Alors ? Alors il reste la partie positive de la pensée politique de François Mauriac sur laquelle nous différons grandement — est-il besoin de le dire ? — mais que cet accord essentiel sur la critique au départ aurait dû faire, il semble, examiner plus sérieusement. D'abord, il est frappant, lorsqu'on relit ce bloc-notes de constater qu'elle importance accorde François Mauriac

à la distinction droite-gauche. C'est une surprise pour nous qui n'en faisons pas lorsque nous parlons du Régime dans son ensemble, ou qui aurions tendance à considérer le Régime en soi comme plutôt de gauche : parce que l'on nous a dit de droite, et puis parce que tous ces gens — M. Laniel y compris, que notre auteur exècre tant — étaient d'accord au départ sur le programme du C.N.R. qui se donnaient tout de même pour un programme de gauche ! Si donc nous nous disions de droite, ce serait d'une droite idéale — qui n'a rien à voir avec M. Pinay ou M. Laniel — contre ce régime de gauche. Mais François Mauriac se dit de gauche, d'une gauche idéale qui rejette tout le régime, de Laniel à Guy Mollet largement inclus, comme le plus à droite qu'on ait jamais rêvé dans la plus réactionnaire des bourgeoisies !

Droite ou gauche, les hommes proches de son cœur sont le général De Gaulle et Pierre Mendès-France, sur la défense et illustration duquel il revient comme à un véritable leit-motiv. Peu importe de lui objecter que ce régime est l'œuvre même du général De Gaulle et que ces hommes furent, dans leur immense majorité, ses compagnons : en particulier ceux à qui il réserve ses coups les plus féroces, Bidault, Teitgen, Laniel, Maurice Schumann. Il répondra que ce qu'il leur reproche, c'est précisément leur trahison. Mais de quel côté se tournera-t-il alors pour trouver d'autres hommes ?

Chez Pierre Mendès-France, ce qu'il aime c'est le style. Il faut avoir le courage de reconnaître que, devant la suite des événements, le doute est permis. Mais à l'intérieur du Régime seulement !! Laniel, Pleven, Bidault n'avaient pas à élever la voix ? Ce n'est pas une grande victoire. Qui aurait eu certainement tort devant ces gens-là ? N'importe quelle politique, conduite de façon cohérente, était meilleure que ce qu'on a vu. C'est vrai. Mais François Mauriac oublie un peu trop que Mendès-France appartenait aussi au Régime par ses lamentables « paris » sur la place publique, son penchant à la parade, son mauvais goût et ses provocations. Tout ne fut pas chez lui de cette belle austérité rigoureuse que laisse deviner son apologiste, loin de là. Et puis, il y eut tout de même cette affaire de la C.E.D. sur laquelle le Bloc-notes est remarquablement silencieux, après avoir accordé tant d'importance au problème marocain où le cœur était engagé.

En vérité pour François Mauriac — et c'est par là qu'il peut se dire de gauche— la politique se confond avec la justice. Il le dit d'ailleur très nettement : se confond, au sens exact. Pour la France actuelle, la justice est la meilleure poitique comme la

meilleure poitique doit être juste. C'est par cette confusion volontaire, têtue, acharnée, impérative, de la morale et de la politique qu'il a provoqué le plus d'irritation.

Le problème est vieux comme l'univers. On peut cependant s'étonner que, lui, si sceptique du monde, si conscient des duperies de la psychologie, ait mis cet acharnement presque métaphysique à soutenir cette confusion. Il sait pourtant que chacun est sensibilisé à un type d'injustice, pas aux autres. La déportation de huit cent mille catholiques des Evêchés après l'armistice d'Indochine n'était pas très juste non plus ! Et que pense-t-il du livre de Germaine Tillion sur l'Algérie ? Il est tout de même moins simple, non ?

Il y a une violence polémique particulière des catholiques, explique-t-il — admirablement d'ailleurs — je ne suis qu'un témoin, « ma place est parmi les Gentils ». Nous comprenons très bien tout cela. Mais ce qui est irritant précisément, c'est ce mélange de férocité polémique, sans recul vis-à-vis de soi-même — maurrassienne, par la technique du « clou à enfoncer » sur lequel ou revient taper cent fois — et ces benoîtes réflexions sur les mécanismes de la colère des autres, sur la charité, et sur la vanité du monde. Il y a là trop de conscience pour ce qu'il y a à côté de violence.

C'est qu'en définitive François Mauriac est emporté par son théâtre. Il écrit lui-même à propos de la joie de la polémique « l'incroyable plaisir que donne à l'écrivain le morceau écrit de verve et d'une seule coulée et qui, à peine échappé de ses mains, vibre dans la cible, tandis que les spectateurs poussent des oh ! et des ah ! » Ce que complète ce qu'il écrit à propos d'un souvenir de sa première communion « Je retrouve tout : déjà cet amour et déjà cette attention à l'amour, cette analyse qui détruit son objet parce qu'elle ne laisse subsister que l'attitude. »

Tout grand écrivain est proche du comédien ? nous le savons, bien sûr. — Lui écrit cela précisément pour exorciser ses démons ? certes. — Au moins lui le sait-il ? Pas toujours. Le dimanche 20 septembre 1953, il attaque : « Messe à Verdelais. Communion. Il a plu toute la nuit... etc... » Le dimanche 21 mars 1954, toujours en attaque « Mauvaise messe. » Ce jour-là, la messe — dialoguée — ne lui a pas fait plaisir ! C'est assez incroyable, cette confusion de plans, cet esthétisme, cette précipitation à juger. Et surtout quel vacarme intérieur !

Le 18 mars 1954, il écrit de Malagar « Je n'ai pu attendre Pâques. Je suis venu ici me terrer et me taire. » Et il l'écrit dans l'hebdomadaire au plus gros tirage, le plus tapageur de France ! Il y a là de quoi faire rêver. Vingt fois au reste, il revient sur

le silence, sur la nécessité du silence, sur les vertus du silence, sur son goût du silence. Et il n'arrête pas ! On a envie de lui dire, gentiment, affectueusement presque : « Mais taisez-vous donc une seconde. »

Nous disons cela sans ironie. Certainement il a cherché un apaisement intérieur, mais il s'est toujours trouvé aux prises avec le vacarme et la fébrilité des passions. C'est le secret de cette vitalité étonnante que nous notions au début — c'en est aussi la rançon.

Et puis les passions sont bien difficiles à tenir ! Que l'on songe — et là nous le disons encore sans ironie, comment pourrions-nous ? — que son grand espoir était De Gaulle, cependant à ses yeux quasi définitivement écarté du pouvoir, que sa grande crainte était l'influence politique des « fascistes » d'Alger. Que songea-t-il lorsqu'il vit les seconds porter le premier au pavois !

On n'a pas toujours le dictateur que l'on souhaite — on n'a pas toujours le démocrate non plus.

Lorsque l'on veut sanctifier, dépasser la politique, le moyen d'action le plus efficace, à commencer pour soi, est bien, comme le voulait le vieil Epictète pour toute morale, l'exemple.

Bernard VORGE.

LE CORPORATISME POLITIQUE DE L'AVENIR

Enquête sur une nouvelle idéologie

On commence à s'apercevoir dans des milieux toujours plus étendus que les vieilles idéologies du 19e siècle et des années entre les deux guerres ne peuvent être plus longtemps maintenues. L'essai de renouvellement qui fut fait entre les deux guerres mondiales resta une tentative inachevée qui sombra dans les tourbillons de la deuxième guerre mondiale. Seuls ceux qui n'ont rien appris en souhaitent le retour.

Ce qui demeura fut le communisme soviétique russe et l'individualisme américain. Mais tous deux sont déjà idéologiquement ébranlés, particulièrement le dernier. L'Amérique, le pays de la Liberté et de l'Humanité est en train de devenir le pays du Collectivisme et de l'Egalitarisme. Là où s'élèvent les villes

atomiques américaines, un nouveau Moyen-Age semble s'approcher. La ville de Los Alamos, qui est le centre de l'industrie de l'atome, est située sur une falaise de 800 mètres de haut, dans la région du Colorado. De loin, ses laboratoires apparaissent comme un château du Moyen-Age entouré par une ville, tandis que de magnifiques chaînes de montagnes forment un arrière-plan très romantique. Un mur entoure la ville — exactement comme au Moyen-Age. Mais ici le mur est en fil de fer barbelé et de chaque maille du filet des yeux électroniques espionnent les environs. Pendant la nuit les projecteurs qui couronnent les murs vous aveuglent de leur lumière. Personne ne s'approche impunément. Personne ne franchit la porte de la ville qui consiste en une guérite bâtie en matériau transparent. Tous les laissez-passer sont vérifiés. La ville est divisée en différentes zones, plus mystérieuses l'une que l'autre. Partout veillent des yeux cachés et des oreilles secrètes. Partout on rencontre des affiches qui vous commandent le silence. Ici le bien-être a atteint sa perfection. Ici il n'y a pas de misère et pas de criminalité. Mais ici il n'existe pas non plus de liberté. Et tout en haut, dans l'Etat de Washington, où les fours atomiques des fabriques de plutonium fonctionnent derrière des murs en béton armé de plusieurs mètres d'épaisseur, où chaque phase du processus est suivie sur des écrans de radar, où des robots aux cerveaux électroniques, que l'on dirige avec des pinces de l'autre côté d'un mur, sont les seuls qui peuvent régler les machines, qui sont pour toujours empoisonnées par les rayons radio-actifs, règnent les hommes en blanc, c'est-à-dire le personnel du service sanitaire, dont le pouvoir est aussi illimité que celui des conducteurs d'esclaves des Pharaons. Car ici toute attitude indisciplinée peut être dangereuse pour la vie.

L'Etat soviétique, le collectivisme égalitaire du Communisme, créé par les espions, les agents et les bourreaux de Staline, l'Etat collectiviste où toute dignité humaine est supprimée, où chacun, du maréchal couvert de décorations jusqu'au travailleur de Kolhkoze habillé en loques, se courbe devant l'idole collective du Parti et doit ramper dans la poussière, cet Etat sans pitié grandit déjà parmi les forces originelles de la liberté, dans ces forces qui doivent protéger la liberté. L'Etat soviétique a atteint des résultats incroyables avec ses méthodes sans scrupule. Une industrie géante a jailli du sol, les steppes ont commencé à fleurir, les côtes de la mer de glace sont cultivées. Mais tout cela a eu lieu aux dépens de valeurs que le monde de l'ouest ne peut pas perdre. Et c'est pourquoi nous ne pourrons jamais accepter le communisme. Mais nous voyons maintenant ce même collec-

tivisme qui en Union Soviétique a été dicté par en haut, s'introduire par en bas au milieu du monde démocratique.

« Pourquoi barricadez-vous les faubourgs », demande le jeune poète suédois Werner Aspenstrom. « Celui que vous craignez ne passera pas par les faubourgs. »

Devant ce développement d'un état-robot, d'une dictature bureaucratique, devant le danger mortel du communisme et de la décomposition interne qui nous guette, nous devons définir la nouvelle Idéologie pour les pays de l'ouest, les lignes futures de la solidarité et de la liberté, de l'autorité et de la sécurité du droit.

Devant le caractère incroyable et effrayant de l'époque contemporaine s'étend partout à l'ouest une peur de vivre qui paralyse l'activité et obscurcit notre regard. Nous avons besoin d'un nouvel optimisme, d'une nouvelle foi en l'avenir. Nous avons besoin d'une idée qui illumine et unisse ! Cette idée, nous avons tenté de la définir à mi-chemin entre le communisme et le capitalisme, entre la démocratie et la dictature et de la poursuivre sur une base nationale dans le Mouvement néo-suédois et sur le plan international dans le Mouvement Social Européen.

QUI CREE NOTRE DESTIN ?

Une évolution ne peut jamais se définir à l'avance. L'histoire est semblable au marbre d'une œuvre d'art : elle est le matériau avec lequel nous formons de nos propres mains notre destin. Nous avons toujours plus profondément percé les secrets de la nature. Nous avons découvert ses forces, avons défini ses origines et ses rapports. Et nous avons transformé ces forces. Mais l'enchaînement des motifs et des réactions est devenu imprévisible. Nous transformons les rapides écumants des fleuves en force électrique qui éclaire nos villes, chauffe nos maisons et fait marcher nos usines. Nous avons amené l'huile des profondeurs de la terre afin que les automobiles puissent rouler rapidement, en colonnes brillantes, sur de larges routes asphaltées, ou que des avions argentés puissent s'élever jusqu'aux nuages. Nous avons brisé le lien qui unit les parties des atomes afin de mettre ces derniers à notre service. Le jour approche où le premier engin inter-planétaire quittera la terre pour nous mener vers de nouveaux mondes inconnus et nous rêvons de l'instant où l'énergie solaire rassemblée et vaincue pourra être distribuée en tout point de la terre où l'emploi d'énergie est insuffisant.

En même temps, nous venons de pénétrer dans les secrets de l'histoire. Nous cherchons à trouver les motifs et les rapports du mécanisme économique, les lois dont dépend le développement de notre bien-être. Nous cherchons à trouver les origines et les réactions des sentiments et des contrastes sociaux. Nous voulons définir le secret de la volonté de puissance pour le bien et le mal, la force qui pousse à créer des communautés et à bâtir des états. Nous cherchons à capter la mystérieuse folie collective de la guerre pour apprivoiser ses démons. Nous nous demandons quels sont les rapports entre la nature et le développement de l'homme. Nous nous disons que l'activité intellectuelle, les lois des mathématiques et de la logique, les résultats des recherches et des arts doivent jouer un rôle important dans notre destin. Nous cherchons à déterminer l'importance de l'héritage biologique et du milieu dans la formation de notre vie spirituelle, nos idées, nos imaginations et nos réactions sentimentales. Nous savons que toutes ces forces jouent un rôle dans l'histoire. Nous savons aussi qu'elles jouent pour le développement de la communauté humaine un rôle identique à celui de l'énergie hydraulique, la forêt, le fer, l'huile et le charbon pour l'industrie moderne. Et comme les hommes ont justement réussi à obtenir des résultats certains grâce à l'utilisation de ces forces naturelles et à leur collaboration, il est nécessaire de trouver un accord semblable entre les facteurs de base de l'histoire, d'en dompter le développement afin que nous puissions nous-mêmes former et déterminer notre destin. En conséquence, le devoir majeur de chaque politique est de disposer les forces de cette évolution de telle sorte que les buts désirés puissent être atteints. Le politicien est le technicien de l'histoire. Mais il se distingue du technicien en général par le fait qu'il s'occupe non de choses mortes, mais d'hommes vivants.

Déplacez une pierre, elle ne montrera aucune résistance ! Elle restera simplement là où elle a été posée. Mais les hommes sont différents. Nous pouvons calculer les lois économiques. Si elles pouvaient agir dans l'abstrait, elles fonctionneraient comme nous l'avions prévu. Mais des facteurs imprévus entrent toujours en jeu. L'Economie est soumise aux réactions des hommes. Nous pouvons définir les origines et les rapports psychologiques, mais seulement jusqu'à une certaine limite. Il y a toujours un facteur qui dérange le calcul. Essayez de forcer les hommes à se comporter comme nous l'avons envisagé. La réaction ne se fera pas attendre. Même la dictature la mieux protégée par la police est toujours obligée de combattre des tentatives de révolte d'hommes qui s'opposent à la tyrannie. Mais

c'est seulement lorsque l'homme a l'impression d'être un élément actif et qu'il voit un sens dans son action qu'il peut utiliser pleinement ses facultés. La perfection en matière politique ne peut être séparée de l'idée de liberté. Aucune culture supérieure ne peut être créée sans liberté. Opprimer la liberté, cela signifie barrer la route à l'avenir. Le monde a besoin de chefs d'Etat qui possèdent vraiment la confiance de leurs concitoyens.

LE SIECLE DES MACHINES

La nouvelle organisation de la vie humaine, qui s'est accomplie dans les dernières 200 années dans presque tous les domaines est placée sous le signe de l'événement que l'on appelle la révolution industrielle. L'invention de la machine à vapeur — qui avait déjà été esquissée par l'esprit français au XVIIe siècle mais n'a été construite qu'un demi-siècle plus tard par James Watt — fut le début d'un développement sans exemple dans l'histoire du monde. L'ancienne société, avec ses classes et ses corporations, avait été dispersée par de nouvelles forces sociales que l'industrialisme avait développées. La classe des négociants dans les villes de commerce donnait naissance à la nouvelle classe des capitalistes bourgeois et autour des villes industrielles rapidement florissantes se groupait la nouvelle classe ouvrière. La force musculaire était remplacée par la machine. D'abord, ce fut le charbon, puis l'énergie hydraulique et l'huile, qui devinrent les grandes sources d'énergie de la nouvelle production. Les chemins de fer et les bateaux à vapeur, puis les automobiles et les avions étaient les nouveaux moyens de communication permettant la vente de la nouvelle production massive dans des régions de plus en plus étendues. Les idées libérales et leur appel à la liberté se dressaient contre les règlements nationaux et les formes d'organisation corporatives et préparaient le terrain non seulement aux grands débouchés, mais aussi à la démocratie politique. Dans ses bras largement ouverts entrait la nouvelle classe ouvrière, d'abord comme une horde de révolutionnaires, un tremblement de terre mugissant qui menaçait de noyer la nouvelle classe sociale ploutocratique sous une irruption de lave en fusion. Mais elle se montrait de plus en plus réceptive aux idées de liberté et de fraternité du libéralisme. La formation d'un nombre grandissant de groupements intermédiaires, de fonctionnaires et de petits entrepreneurs, de nouveaux groupes d'artisans, de monteurs, installateurs, réparateurs et personnel d'entretien, etc...

n'appartenant à aucune classe définie, amenait peu à peu un équilibre. Le conservatisme romantique qui fut l'arme de défense de l'ancienne classe supérieure, devenait de plus en plus pâle et se transformait en une conception libérale à tendance conservatrice. L'aristocratie fusionna avec la nouvelle noblesse d'argent. Le « pathos » révolutionnaire du marxisme devint la démocratie sociale révisionniste et entre ces deux courants grandit un néo-libéralisme à empreinte sociale comme expression des nouvelles classes intermédiaires.

Mais à peine ces idées de liberté avaient-elles ouvert les frontières à un libre commerce mondial, que le Nationalisme en devenait le grand adversaire. Les Etats nationaux s'organisèrent de plus en plus comme des firmes concurrentes de dimensions gigantesques. La lutte pour les communications, les matières premières et les débouchés devint de plus en plus intensive et fut à l'origine de la première guerre mondiale. Les oppositions grandirent de nouveau. La guerre internationale supplanta les luttes sociales intérieures. Des deux côtés on tenta d'exploiter cette situation. Le coup d'Etat rouge de Lénine à Pétrograd fut la base de l'Union Communiste Soviétique. Le Marxisme révolutionnaire se ranima et représenta une puissance mondiale en la personne de Lénine. La puissance soviétique se déclara l'avant-garde de la révolution mondiale prolétarienne. Se considérant comme « le prolétaire parmi les nations d'Europe », Mussolini organisa les premiers groupes fascistes en Italie, qui, le 28 octobre 1922, marchèrent sur Rome.

Le fascisme, comme plus tard le National-Socialisme, fut une révolte contre la démocratie libérale avec des nuances différentes. Idéologiquement tous deux unirent le Conservatisme romantique de l'extrême-droite et le Socialisme révolutionnaire de l'extrême-gauche. La renaissance de la puissance de l'Etat et sa domination sur la Société trouva sa plus forte expression dans les dictatures fasciste et nationale-socialiste. Mais la tendance au dépassement des luttes sociales, au rassemblement national sous la direction de l'Etat, telle que le fascisme la présenta, devint également valable dans tout le monde démocratique. Ces tendances politiques et sociales caractérisent toute une période de transition. La consolidation du nationalisme avant la 2e guerre mondiale fut la conséquence de la rationalisation technique et des nouvelles industries de succédanés. Tandis que la première avait pour but d'exploiter les moyens techniques déjà à sa disposition, la seconde cherchait à rendre les nations indépendantes de toutes les matières premières qui ne se trouvaient pas à l'intérieur des frontières. L'autarcie na-

tionale représentait l'idéal. Mais cet idéal ne pouvait être atteint, étant donné que ni la rationalisation ni la production de succédanés ne pouvaient remplacer le commerce entre les peuples. La nouvelle expérience de communauté nationale s'effondra au cours de la deuxième guerre mondiale, tandis que l'œuvre de Lénine, l'Union Soviétique, devint une puissance mondiale de proportions effroyables. Le développement de l'administration d'Etat pendant la première guerre mondiale fut largement dépassé par les démocraties pendant la deuxième guerre mondiale et la tension qui en mai 1945, après l'armistice, sépara les vainqueurs communistes des démocrates victorieux, consolida la puissance de l'Etat des deux côtés. En même temps commença la tendance à la rationalisation dans l'industrie qui devait mener à l'automatisation complète. La nécessité d'une énorme concentration de capitaux prit une telle proportion que les Etats durent s'engager dans une mesure beaucoup plus grande qu'auparavant.

Et ceci se trouva encore plus accentué par la libération de la force atomique et la possibilité d'étendre la domination des hommes sur la terre entière et jusque dans l'espace planétaire, grâce aux nouveaux moyens techniques.

Cette pression extérieure de la guerre froide, les tâches toujours plus étendues de l'administration d'Etat et l'organisation toujours plus tentaculaire, les difficultés des petits entrepreneurs à se maintenir contre des industries toujours plus grandes, la concentration des groupements professionnels en un seul organe directeur — ce qui était en partie rendu nécessaire pour des motifs politico-financiers — conduisirent à une évolution identique, à la dictature bureaucratique qui est une conséquence logique de la démocratie moderne.

En 1830, Tocqueville prédisait déjà que les démocraties supprimeraient les intermédiaires naturels entre l'Etat et l'individu, ce qui conduirait finalement l'homme à se trouver seul en face d'une bureaucratie toute-puissante. Nous assistons maintenant à cette évolution. Le chemin qui retourne à la liberté, à la sécurité du droit, et à l'administration nationale, doit conduire à une forme de société entièrement nouvelle, à une libération des forces qui sont aujourd'hui en train de se nouer. Pour les pays de l'ouest, il n'y a qu'un seul chemin, celui qui mène au Corporatisme.

UN SEUL CHEMIN MENE A LA LIBERTE

Le danger d'une dictature bureaucratique est le plus sérieux qui menace le monde occidental. Nous avons pu observer en Union Soviétique la même évolution — mais réalisée en toute hâte — dirigée par des gens qui savaient où ils allaient. Pour comprendre le secret de cette évolution, nous devons nous attarder un instant aux causes économiques. Chaque production a pour but de couvrir les besoins des hommes. Mais toute production plus élevée a besoin d'outils et de machines, de fabriques et de moyens de communication. Une partie de cette production doit être consacrée à la fabrication de nos produits indispensables. Mais les hommes doivent toujours renoncer à utiliser dans l'immédiat la totalité du résultat de leur travail. Une partie doit être réservée à la fabrication de machines, de locaux industriels et de moyens de transport qui seront nécessaires à l'avenir.

La production future sera d'autant plus grande que le produit du travail immédiat ne sera pas utilisé.

D'un point de vue strictement économique, il serait possible de diviser la vie en 3 ou 4 secteurs. Le premier concerne la consommation, la satisfaction des besoins de chaque homme. Le second secteur comprend les marchandises de consommation, c'est-à-dire la fabrication de tout ce qui fait partie des besoins et du luxe de la vie. Le troisième secteur représente le capital, c'est-à-dire la fabrication des machines, de l'outillage, des matières premières, des usines et des moyens de communication. Le quatrième secteur enfin comprend en général les investissements. Ce secteur se trouve en partie lié au précédent. Dans la mesure où l'Etat fabrique lui-même et s'occupe d'usines électriques, de chemins de fer, de réseaux automobiles et aériens, cette partie de l'action publique se rattache au capital et rejoint par conséquent le troisième secteur. La construction d'écoles, d'hôpitaux et d'instituts de recherche, etc... peut difficilement être comprise sans la création de capitaux, étant donné que sans formation ni recherche une plus grande production serait impossible, comme le traitement des malades qui réduit le manque de main-d'œuvre et augmente de ce fait l'efficacité de la production. Par contre, les investissements pour des buts mili-

taires sont tout à fait improductifs. Ce sont les garanties de sécurité nécessaires que nous devons payer pour notre futur développement.

Si nous considérons le premier secteur comme le plus important et augmentons notre consommation, par des majorations de salaires et avantages sociaux, en augmentant les besoins en biens de consommation, le deuxième secteur suivra péniblement ce développement. Le capital tiré démesurément vers le deuxième secteur amortit le cycle de développement dans le troisième secteur, celui du capital. Cela signifie un ralentissement du développement futur. Par contre, si l'on freine le premier secteur par de bas salaires, tandis que la production du deuxième secteur se trouve en plein essor, l'industrie des marchandises de consommation perd ses possibilités de vente, les stocks s'amassent et une crise de chômage se produit. En conséquence, il est indispensable de ne jamais perdre de vue que le troisième secteur est le plus important, qu'il doit être suivi par le deuxième et que le premier secteur doit être aussi élevé que possible, afin que la production puisse être stimulée par une demande accrue.

Evidemment, il est possible de maintenir à un niveau inférieur la consommation comme la fabrication des biens de consommation, grâce à des moyens artificiels, comme par exemple le bon plaisir de l'Etat. C'est ce que Staline avait compris, avec son instinct naturel d'homme primitif. Il a compris que si l'Union Soviétique devait être une puissance mondiale, il était nécessaire que la production russe puisse atteindre le niveau de production des pays occidentaux, ceci n'était possible qu'en négligeant l'augmentation du standing de vie des habitants et en misant entièrement sur une industrialisation modifiant la société. Pour cette raison il supprima la classe paysanne, la seule qui pouvait lui opposer une résistance effective. Au lieu de cela il employa d'inoffensifs ouvriers dans l'agriculture, qui produisirent dans les grands Kholkoses les vivres devant être vendus par l'Etat avec un énorme bénéfice. Ces gains servaient au financement des nouvelles usines électriques, des hauts-fourneaux, des usines, des routes, des canaux, etc... Seule une direction centrale impitoyable était en mesure de transformer de cette façon un Etat agricole en Etat industriel. Ceci donna naissance à une classe de bureaucrates qui fut l'outil de Staline dans sa gigantesque action sociale. Maintenant ce développement est si avancé qu'il a été indispensable de remplacer le centralisme par une certaine décentralisation. Mais ceci se fait sous la domination de la classe dirigeante bureaucratique.

Chroutchev est leur homme et la tentative de Malenkov de déplacer le centre de gravité sur l'industrie légère, c'est-à-dire de passer au premier ou au deuxième secteur, fut un échec total. Le troisième secteur continue à se trouver au centre. Et nous avons pu lire le résultat écrit dans les cieux, lorsque les satellites soviétiques commencèrent à circuler dans l'espace interplanétaire.

La démocratie occidentale a choisi un autre chemin. Lors des élections, les partis rivalisent pour obtenir la faveur des électeurs. La plupart de ces partis représentent un certain groupe social dans la société industrielle. Mais il y a toujours aux limites de ces partis une foule de gens qui hésitent, qui représentent une force politique instable et qui décident du résultat des élections. Afin de conserver leurs électeurs habituels et d'en gagner de nouveaux parmi ceux qui se trouvent sur la « tangente », les partis sont toujours amenés à faire de nouvelles promesses qui provoquent une politique économique où le premier secteur, celui de la consommation, devient le plus important. L'expérience actuelle confirme cette situation. La pression constante qui pousse à l'augmentation des salaires mène à une centralisation du pouvoir dans les organes directeurs des organisations professionnelles pour enrayer les conséquences inflationnistes de la politique des salaires.

Du fait des fluctuations du marché du travail, les tendances organisatrices des entreprises augmentent, tandis qu'elles contrôlent le domaine technique de la production. Les petites entreprises deviennent de plus en plus les succursales des grandes entreprises. La dépendance des communes non seulement vis-à-vis des décrets de l'Etat, mais aussi vis-à-vis des groupements communaux centralisés en est un exemple frappant. Le développement de l'administration et de son autorité diminue la liberté de mouvement de l'homme isolé, des groupes et des entreprises, au profit d'une démocratie toujours plus puissante. Ceci diminue la chance que peut avoir à l'avenir la démocratie de se maintenir face au système communiste. La technique, l'organisation de la Société et la spécialisation sont à l'origine de la « bureaucratisation » dans la démocratie. Et l'opposition elle-même au monde communiste favorise cette évolution. La politique démocratique qui consiste à faire des promesses mine la démocratie et prépare le terrain pour une dictature à l'ouest.

Le seul chemin qui nous ramènerait à la liberté, à la sécurité du droit et à l'indépendance du peuple, alors que ces valeurs sont menacées par la bureaucratisation, est celui qui conduit au

Corporatisme. Les rapports entre l'Etat et les hommes doivent être à nouveau définis et les pays occidentaux ont besoin d'une réforme qui soit en conformité avec les nouveaux principes.

La Société signifie la répartition du travail entre les différentes parties du peuple, l'organisation sociale du travail rendue nécessaire par les besoins humains et leurs conditions techniques. L'Etat se trouve au-dessus des différentes branches professionnelles. Il dirige et coordonne et représente à l'extérieur l'unité du peuple. Les hommes sont considérés comme les représentants de différentes tâches et de diverses fonctions dans la Société vis-à-vis de l'Etat.

Voici les principes élémentaires du Corporatisme.

LE CORPORATISME QUE NOUS VOULONS BATIR

L'état contemporain qui est issu de la révolution industrielle, devint un état de classes. Les détenteurs du capital dominent la production et ont, grâce à cela, un monopole formel sur les bénéfices. De cette manière les salariés sont devenus les machines vivantes de l'entreprise. La suite en est une tension entre le travail et le capital, qui trouve son expression dans la lutte des classes.

Le droit à la propriété fut peu à peu morcelé par la collectivisation. Grâce à la société anonyme les propriétaires ont conservé un droit de participation dans l'entreprise, mais leurs droits sont exercés par la Direction. Le pouvoir est concentré sur cette dernière, qui agit au nom des propriétaires. Ainsi a été supprimé le lien psychologique entre le propriétaire et ce qu'il possédait, comme cela existait dans l'ancien Etat à structure paysanne, où le paysan possédait personnellement sa ferme et l'administrait lui-même.

Le droit à la propriété dans l'Etat capitaliste devient l'annonciateur du communisme où l'Etat administre le bien de chacun. L'esprit d'entreprise, d'initiative dépendent du capital dans l'Etat ploutocratique. Ce qui signifie que seuls auront une influence les rares personnes qui contrôlent les grandes concentrations de capital, andis que dans le monde communiste celles-ci dépendent de l'Etat.

La transmission du pouvoir d'une minorité capitaliste dans les mains de l'Etat est facilitée par la lutte des classes, grâce à laquelle l'Etat peut faire jouer les différents partenaires les uns contre les autres en vue de gagner finalement la partie lui-même.

Le Corporatisme signifie une rupture brutale avec cette évolution. Il doit être réalisé en 3 étapes : la réforme de l'entreprise, la création des corporations et la mise en place d'un Etat corporatif populaire.

Nous étudierons d'abord les deux premières étapes.

La réforme corporative de l'entreprise réside dans le fait que le droit de propriété est juridiquement confié au chef d'entreprise. Les actionnaires ou leurs semblables demeurent possesseurs du capital investi. Ils ont le droit de réclamer un intérêt normal pour leur argent, de même que les employés ont droit à un salaire défini par des conventions. Ils ont de plus le droit de réclamer la moitié des places dans la direction, l'autre moitié étant réservée aux employés. Il est naturel que le chef de l'entreprise soit le Président, car il est l'arbitre entre le Travail et le Capital.

Le capital devient un moyen et non plus une fin en soi pour l'entreprise. L'intérêt normal des actions est considéré comme une dépense nécessaire. Le gain qui reste lorsque les salaires du personnel et de la direction, ainsi que les intérêts sont déduits, les achats de machines et de matières premières effectués et les paiements dus, réglés, doit être partagé de sorte que dans la mesure où monte la rémunération des possesseurs d'actions, le pourcentage de participation aux gains des ouvriers, employés et de la direction monte également. Le gain doit être partagé entre tous les facteurs de la production : capital, travail et initiative. Cette réforme corporative des entreprises est complétée par une réforme fiscale qui remplace les impôts directs par des impôts sur la production. Ceux-ci sont payables lorsque le produit quitte le fabricant et leur pourcentage de la valeur des marchandises serait à peu près équivalent aux impôts actuellement payés sur ces dernières. En conséquence, le financement par l'Etat des secteurs de distribution sociale et économique se trouve modifié et relève de la politique des salaires et des prix. Les impôts ne font de ce fait aucun obstacle pour le développement économique. Les investissements deviennent plus rentables. Les capacités de travail dépassant la moyenne ne sont pas imposées d'une manière spéciale. Une entreprise peut prévoir sans

difficulté les taxes de production dans ses calculs. Le système rendu possible grâce au corporatisme et à ses méthodes nouvelles pour réaliser des buts sociaux, favorise ainsi aussi bien l'économie et le travail que l'initiative.

La seconde étape du corporatisme consiste dans la formation de corporations comprenant les entreprises des mêmes branches industrielles, dont les représentants et directeurs sont élus par les organisations des entrepreneurs, employés et ouvriers de la même branche. Ces groupements sont réunis en corporations principales communes avec une organisation identique. Le Gouvernement choisit des présidents impartiaux pour diriger les Corporations et les Corporations principales, ce qui a pour suite les tribunaux d'arbitrage, mais avec un champ d'action sensiblement plus étendu. Toutes les corporations principales : agriculture, industrie, commerce, banque et assurances, professions libérales et familiales, doivent être représentées dans un Conseil Economique commun, qui se trouve placé sous la présidence d'un représentant du gouvernement. Ce Conseil servirait à élaborer des points de vue communs entre les corporations.

Les corporations deviennent des organes officiels, c'est-à-dire que l'adhésion en devient obligatoire. Chaque citoyen devient de cette façon membre d'une corporation comme il est membre d'une commune. Une partie des tâches qui sont du ressort de l'Etat peuvent être données aux corporations. Peut-être pourrait-on dire que ces dernières et les Corporations principales mènent une action parallèle à celle des communes et des provinces.

Il est évident que toutes les organisations ne peuvent être organisées d'après un seul schéma. L'agriculture et l'industrie ont des structures différentes auxquelles doivent correspondre leurs organisations.

Le corporatisme a également la possibilité de créer des organisations particulières au-delà des limites corporatives : les organes pour ainsi dire intercorporatifs. Un exemple frappant est la fédération d'une branche artisanale, qui a le devoir de sauvegarder ses intérêts et problèmes particuliers, sans tenir compte des questions financières. Dans une telle fédération, on devrait non seulement grouper officiellement les anciennes branches classiques, mais aussi les métiers modernes comme les réparateurs, installateurs et le personnel d'entretien. Parmi les organes intercorporatifs on pourrait également compter les organisations principales actuelles : fédération des employeurs, fé-

dération des fonctionnaires ainsi que les syndicats. Toutefois il est à noter que les organes intercorporatifs ne peuvent être créés par voie légale et conservent par conséquent, leur caractère privé comme jusqu'à présent. Ceci n'empêche évidemment pas les représentants des corporations de leur accorder des moyens pour leurs travaux ou de collaborer avec eux, s'ils le jugent nécessaire.

Le système d'organisation actuelle est conçu pour sauvegarder les intérêts des divers groupes dans la lutte des classes. Le corporatisme doit coordonner les intérêts des différents groupes sur la base de l'égalité sociale.

LES CONSEQUENCES SOCIALES ET ECONOMIQUES DU CORPORATISME

Le problème le plus important dans les pays occidentaux est peut-être celui de la formation du capital. Si nous désirons participer aux nouvelles phases du développement de l'automation et de l'énergie atomique, d'énormes investissements sont indispensables. On commence même déjà à parler de l'utilisation de l'énergie solaire, on murmure que l'on pourra utiliser les rayons cosmiques dans l'espace grâce aux satellites, on cherche la possibilité grâce à la fission des noyaux atomiques, de transformer méthodiquement divers éléments et des matières précédemment inutilisables, en matières premières pour l'industrie. En même temps on est en train de faire disparaître les frontières entre les chimies organique et inorganique. L'énorme développement de la science peut seul être mené à bien par celui qui est prêt à mettre à sa disposition le capital nécessaire. L'Union Soviétique communiste a trouvé une solution à ce problème. Avec l'aide de la dictature on a bâti l'industrie lourde aux dépens de l'industrie légère. Mais si nous ne réussissons pas avec les méthodes d'un état libre à créer la même chose que le communisme avec sa dictature, notre état libre est condamné à plus ou moins longue échéance. Si la démocratie ne parvient pas à résoudre le problème, nous devons chercher une nouvelle et meilleure forme de libre vie communautaire pour les hommes. Cette forme nous la possédons dans le corporatisme.

L'adhésion des travailleurs et des employés aux organes directeurs des corporations et corporations principales les fait participer à la vie économique d'une toute autre manière qu'auparavant. Ils seront forcés de s'occuper de différentes questions d'investissement. Et dans ces conditions, il sera beaucoup plus facile d'enthousiasmer aussi les ouvriers et employés pour les grandes créations du capital. Ainsi sera remplie la première condition psychologique qui permettra de passer du secteur de la consommation à celui des investissements, c'est-à-dire du secteur 1 aux secteurs 3 et 4. La politique des salaires joue ici un rôle important. On peut rationaliser et automatiser certaines branches, ce qui n'est pas aussi facile pour d'autres. Cela signifie que les premières pourront payer de plus hauts salaires que les dernières. Une tension encore plus forte que celle d'aujourd'hui risque d'avoir lieu entre les groupes de hauts et de bas salaires. Il est normal que les travailleurs essaient toujours de s'approprier la plus grande part possible des bénéfices de leur branche d'activité. Sinon la plupart de ces bénéfices resteraient du côté de l'entrepreneur. Dès le début le corporatisme a allégé la tension entre ces extrêmes. Mais son système d'organisation doit être complété par le principe des « salaires sociaux », c'est-à-dire de salaires basés sur le travail. S'il existe un salaire horaire servant de base pour la fixation des gains, une liste doit être établie en hiérarchisant les différentes prestations, selon le travail, les capacités, les responsabilités, l'horaire de travail incommode, les conditions de travail, etc... Cette norme des salaires doit ensuite être partout valable, indépendante des possibilités de l'économie.

A cela correspondrait une liste des prix des machines et des matières premières. Si certaines branches peuvent payer davantage, une clause doit être introduite dans l'accord, selon laquelle cette branche s'engage à mettre à la disposition d'autres domaines qui ont besoin de capitaux, une somme correspondante à celle qui permettrait une augmentation des salaires, sous forme de crédit ou à consacrer celle-ci à une baisse des prix.

La rationalisation technique profite ainsi à tous et n'a pas pour conséquence une nouvelle division en classes sociales, comme cela serait en poursuivant les méthodes actuelles. On prétend que cette répartition des gains dans la vie professionnelle serait à l'origine d'une injustice. Les ouvriers d'une entreprise bien dirigée gagneront davantage que ceux d'une entreprise mal conduite, qui ne fera peut-être pas de bénéfices. C'est vrai. Mais nous ne pouvons pas éviter la nécessité de payer au-dessus du

salaire fixé pour encourager le travailleur. Dans les Etats où les impôts et d'autres mesures créent une égalisation des ressources et diminuent la possibilité de gains commerciaux, la loterie et d'autres institutions semblables jouent un rôle croissant. Les différences de gains rendent possibles une plus grande facilité de mouvement à l'intérieur de la communauté corporative et favorisent la création de nouvelles entreprises et l'élaboration de nouvelles idées et inventions.

Le corporatisme signifie aussi que les plus petites entreprises pourront prendre l'initiative de se libérer de la dépendance toujours plus grande des organisations et des trusts qu'elles subissent dans la démocratie actuelle. Du fait que les corporations sont des organismes publics, leurs directions sont dans l'impossibilité d'exclure un membre ou une entreprise, pas plus qu'une commune ne peut exclure une personne qui y est domiciliée. Ainsi la liberté de l'individu et de l'entreprise isolés vis-à-vis des organisations sera plus grande qu'auparavant. La possibilité de freiner la libre concurrence sera surtout moindre que précédemment parce que la compétence et les droits des corporations seront réglés légalement. Il est naturellement impossible de supprimer tous les points de friction ; un tel état n'existe pas et ne pourra jamais être construit.

Les plus grandes possibilités d'investissement qui sont créées tant par la participation des travailleurs à la vie économique que par l'action d'un systeme fiscal freinant la production et enfin surtout par les nouvelles possibilités offertes à l'initiative personnelle, doivent avoir pour conséquence une plus grande expansion de la production.

Cela signifie, d'autre part, une amélioration future du niveau de vie. Le bénéfice sera d'autant plus grand que sera important le capital de l'économie. Du fait que le corporatisme crée de nouvelles formes pour une juste répartition entre les différents hommes et groupes, la sécurité sociale et le bien-être accru seront une suite logique du système.

Si les plus petites entreprises obtiennent de nouvelles possibilités de développement et trouvent dans le corporatisme une certaine protection contre les impitoyables méthodes de dumping ou une étouffante pénurie de capitaux, alors est créée une classe moyenne qui sert de base de recrutement naturelle pour les chefs de l'industrie et qui agit comme un élément d'égalisation entre les différents intérêts sociaux. Ainsi l'initiative en tant que

mission vitale ne sera plus réservée à un petit nombre de grands industriels ou aux dirigeants des trusts nationalisés. L'initiative viendra aussi de larges couches populaires et amènera ainsi une égalisation sociale toujours plus grande.

Le passage aux corporations de nombreuses tâches de l'Etat signifie finalement une suppression de l'appareil administratif de l'Etat qui commence à prendre maintenant des proportions géantes. Une nouvelle forme de l'administration indépendante, nationale, prend figure et sert de contrepoids aux tendances à la bureaucratisation dans la démocratie. Ainsi le corporatisme constituera-t-il finalement une garantie pour la liberté en face du danger toujours plus grand de dictature qui menace de grandir dans la démocratie actuelle.

LA TERRE VIVANTE.

La montée de l'industrialisme est accompagnée d'un autre processus : la surpopulation des villes. Cela signifie le dépeuplement progressif de la terre au profit d'un entassement humain toujours plus grand dans les villes. Cette évolution a différentes causes. Il était en partie plus facile d'augmenter les bénéfices dans l'industrie que dans l'agriculture. En effet, le capital investi dans l'agriculture ne rapporte qu'une seule fois par an, alors que celui investi dans l'industrie rapporte plusieurs fois. Physiquement, le travail dans l'industrie est souvent moins fatigant pour les hommes. Et l'industrie ne dépend pas dans la même mesure du temps et du vent, toutes choses dont les hommes ne se sont pas encore rendus maîtres. La possibilité d'un train de vie différent vient s'y ajouter, donnant à chacun une toute autre base de vie que la campagne peu peuplée où les longues distances rendent impossibles tous les contacts humains que les villes offrent en général.

Il est évident que l'on se pose d'abord la question, s'il est avantageux pour un Etat que ses habitants se trouvent concentrés dans un nombre relativement réduit de villes très peuplées, alors que la campagne étendue se dépeuple ? On peut répondre à cette question sans difficulté par la négative. Nombre d'habitants des campagnes représentent un élément de la société pour lequel le contact avec la nature vivante et grandissante est

sensiblement plus puissant que pour les habitants des villes. La fuite vers les villes isole encore davantage ceux qui restent pour travailler dans l'agriculture et est un danger pour toute la production des vivres. Un équilibre entre la ville et la campagne doit donc être un souhait indispensable pour la civilisation moderne.

Par la même occasion il faut signaler que l'agriculture traverse à présent un processus de modification aussi important que celui de l'industrie. Le paysan moderne a maintenant besoin d'une formation la plus étendue qui soit dans notre temps pourtant si spécialisé. Il a besoin de connaissances en botanique et zoologie. Il doit connaître les lois de base de l'hérédité. Il doit avoir des notions de chimie et de bactériologie. Et dans la mesure où les forêts font partie de l'agriculture moderne, il doit connaître le rôle des insectes, les conditions et hypothèses de la greffe du bois. Enfin il doit avoir une certaine formation commerciale.

Cela signifie que le paysan devient l'un des ouvriers les plus aristocratiques dans l'état moderne. En même temps le nombre des personnes occupées dans l'agriculture s'amenuise par le fait que la force des muscles est remplacée de plus en plus également dans ce domaine par la machine. Les tracteurs et moissonneuses ne sont certainement pas le dernier stade de ce développement. L'agriculture moderne est une science. Mais elle n'est pas isolée en tant que fonction dans la société économique. Elle se trouve toujours davantage rattachée à l'industrie alimentaire. Le niveau de vie qui s'améliore amène une modification dans les achats des articles de consommation, comme l'expérience nous l'a prouvé.

Les hommes adoptent les aliments les mieux présentés. En même temps il y a une grande partie d'hommes qui vivent au seuil de la famine. La demande pour une plus grande production de vivres est, par conséquent, primordiale et la solution de ce problème pourrait surtout contribuer à éviter une guerre. De différents côtés on entend des discussions traitant de l'incapacité de l'agriculture actuelle. Les essais que l'on effectue aujourd'hui pour trouver les secrets de la création de la vie sur la terre, un essai au cours duquel l'atmosphère d'antan avec ses influences de gaz métane est reproduite et traversée par des décharges électriques, a déjà eu pour résultat la production artificielle de la protéine, une des substances de base dans les molécules vitales d'albumine. Cet essai ainsi que les recherches modernes sur les virus peuvent être d'une importance considérable

aussi bien pour la production des vivres provenant de produits inorganiques que pour la lutte contre l'érosion.

La fantastique perspective d'avenir de l'agriculture montre donc qu'il est indispensable de donner à tous ceux qui travaillent dans l'agriculture une formation précise et moderne, afin qu'ils se rendent compte de leur position et de leur mission dans l'Etat moderne et que le contact entre l'agriculture et la production alimentaire devienne plus étroit. Là le corporatisme peut jouer un rôle important de liaison. Il rassemble également l'agriculture dans une organisation commune. Etant donné que cette branche de l'économie ne comporte en général que de petites entreprises avec très peu d'employés, les principes du droit de participation dans l'entreprise et la participation au gain ne peuvent pas être modelés de la même façon que dans les autres branches économiques, par exemple l'industrie. A leur place il y a lieu de prévoir des unités régionales dans lesquelles se trouvent réunis aussi bien les paysans que les ouvriers agricoles et les fonctionnaires agricoles comme instructeurs, conseillers, etc... et de définir le droit de participation et le gain des organisations régionales identiques à l'intérieur de l'organisation centrale de l'agriculture. Sous condition d'une rationalisation et d'une augmentation de profit rapides, le rapport de l'agriculture aux autres branches économiques doit être réglé par le maintien des relations de prix nettes entre les produits de l'agriculture et la situation des salaires dans les autres branches économiques. Une majoration directe des salaires dans les autres groupes de l'Etat doit automatiquement entraîner une certaine augmentation des prix des produits agricoles, ce qui permet aux hommes de l'agriculture de profiter également du bienfait de la perfection technique. Dans la mesure où la rationalisation et l'automation occasionnent des baisses de prix, l'agriculture pourrait profiter du progrès comme les autres groupes sociaux, sans ajustage des prix.

La nécessité d'une terre vivante ne se trouve pas résolue par la solution des problèmes économique, social et technique. Pour cela il est également indispensable que d'autres entreprises soient aménagées dans la campagne. La construction de routes, la motorisation totale et l'électrification de la campagne en sont les conditions. La construction de villages modernes qui doivent être le lieu de rassemblement pour les habitants d'une région, est nécessaire. On a besoin de locaux pour les autorités de la commune, pour les écoles et le travail culturel, pour l'amusement et la distraction. Même l'exploitation de l'énergie atomi-

que peut tenir un rôle, si l'on réussit à fabriquer des cartouches spéciales, qui contiennent de l'énergie atomique captive. Lorsque les usines pourront travailler grâce à ces cartouches d'énergie atomique, en remplacement de l'électricité ou de la vapeur, les conditions pour l'aménagement de petites entreprises dans la campagne seront changées. Toutefois ceci nécessite une politique d'investissements qui tient compte de l'avenir et ne favorise pas aveuglément les exigences actuelles des villes. L'action cohérente des corporations grâce à l'institut de mise au point du conseil économique peut être là le moyen qui fasse comprendre que la nécessité d'une terre vivante n'est pas un intérêt de classe mais un intérêt national.

LA SUPPRESSION DE LA CULTURE DE MASSE

En surpeuplant les villes, l'état moderne imitant en cela les hautes cultures de l'antiquité, a mené à ce que l'on pourrait appeler l'état des masses. On entend par « masse » un groupe d'hommes qui ont en commun de se trouver pour un instant au même endroit en même temps et de subir une même influence. La technique moderne a fortement accentué les conséquences de cette surpopulation. La presse, le film et la télévision influencent les hommes indépendamment de leurs propres idées et les amènent à une égalisation de goût, de point de vue et de comportement. A l'opposé de la masse la psychologie du groupe établit le groupe organisé qui devient un ensemble cohérent grâce à des traditions, des tâches et des opinions et une conduite communes et aussi jusqu'à un certain point grâce au sentiment commun de ses différences et de ses contrastes avec d'autres groupes. Comme la plupart d'entre eux n'ont ni le courage ni la volonté nécessaires pour opposer une résistance à une pression en apparence toute puissante, les hommes se laissent plus facilement influencer dans la masse par une impulsion extérieure dont ils croient qu'elle est acceptée par la majorité des autres que s'ils subissaient seuls les mêmes influences en compagnie d'hommes avec qui ils sont habitués à parler et en qui ils ont confiance. Dans un Etat où le phénomène de la masse joue un rôle toujours plus grand, l'homme isolé voit décroître dans une égale mesure la possibilité d'exprimer sa propre opinion ou de se diriger lui-même, tandis qu'on observe le con-

traire lorsque la masse en tant que forme d'organisation sociale est remplacée par des groupes organisés.

La démocratie comme la dictature sont des expressions typiques de la civilisation des masses. L'agitateur de parti démocratique et le ministre de la propagande du dictateur se tournent vers la masse et construisent leurs positions sur son accord.

Comme les hommes ont les opinions les plus diverses et des possibilités très diverses de pouvoir suivre une savante argumentation, les propagandistes de la démocratie et de la dictature sont forcés d'utiliser des méthodes qui peuvent le plus facilement impressionner des hommes si différents. La conséquence en est que les débats démocratiques s'abaissent à un niveau extrêmement primitif et la dictature, quand elle explique ses actions au peuple, est forcée d'utiliser les mêmes méthodes.

En ce domaine, le corporatisme signifie un chemin entièrement nouveau. Il divise la masse en éléments professionnels et en branches économiques. Les hommes sont rattachés à l'Etat par leurs organisations professionnelles et n'y sont plus directement incorporés, comme dans la démocratie ou la dictature. Les corporations sont des groupes organisés à l'intérieur desquels la formation, l'expérience et la mission sont identiques pour tous les adhérents. Il existe, bien entendu, des différences essentielles entre le degré de formation d'un ouvrier de l'industrie et celui d'un ingénieur civil, mais leur tâche est commune et crée là une certaine égalité. En même temps la formation professionnelle toujours plus nécessaire pour le travailleur crée une différence de niveau, mais non pas de catégorie. De cette façon le sentiment communautaire grandira à l'intérieur des corporations et amènera la formation de traditions communes.

La vie économique moderne crée toujours de nouvelles tâches dans différents emplois. L'organisation d'Etat corporative crée la possibilité de contacts rapides entre les différentes parties d'une section économique, ce qui permet d'expliquer en peu de temps à un adhérent en quoi consiste une nouvelle tâche. La solidarité grandit avec les tâches et se fortifie ainsi de l'intérieur. L'engagement de tous les groupes dans leur propre administration corporative ne sert pas seulement l'intérêt général, mais a pour conséquence une formation populaire approfondie et plus intensive. Tous ces facteurs favorisent la spécialisation et la compétence aux dépens de la démagogie et de la force de suggestion. Le corporatisme signifie une différenciation de l'Etat, une répartition des hommes selon leurs différentes missions.

La nécessité d'une action commune demande que cette différenciation soit bâtie sur un fond commun. L'Etat moderne menace d'être trop spécialisé dans le domaine technique. Chaque tâche réclame une si grande spécialisation que l'homme seul est totalement absorbé par son domaine particulier et les connaissances indispensables qui s'y rattachent.

L'action commune des diverses branches mène à une communauté qui les englobera toutes et sans laquelle l'efficacité des branches spécialisées devient sans but et tourne à vide. Une base de formation générale et une direction commune pour tous les groupes sont une condition indispensable pour l'efficacité de l'Etat corporatif. L'éducation et la formation de la jeunesse constituent naturellement ici l'essentiel. Les anciennes oppositions sociales ont été souvent déjà créées par l'éducation familiale. La création d'un service communautaire féminin pourrait être parallèlement avec le service militaire réservé aux hommes, la condition première pour une plus grande diffusion à l'intérieur de tous les groupes populaires, du niveau culturel qui était auparavant le privilège des soi-disant classes supérieures.

Une école où chacun peut avoir accès sans considération de la situation des parents, de la fortune ou du lieu d'habitation, doit avoir avant tout comme but l'octroi effectif de connaissances. Chaque échelon scolaire doit donner un enseignement de base identique, même lorsqu'il doit permettre la poursuite d'études théoriques. Aux contrastes psychologiques et sociaux qui peuvent se faire jour du fait des capacités diverses à assimiler l'indispensable niveau théorique de formation, doit correspondre un mouvement de jeunesse universel dans lequel se mêle la jeunesse de toutes les écoles. Le mouvement de jeunesse doit se charger d'une partie des tâches qui relèvent actuellement de l'école, particulièrement la formation du caractère et du style. Pour les adolescents le mouvement de jeunesse est un complément naturel de la maison et de l'école. Grâce à des promenades et à des camps d'été, la jeunesse peut entrer en contact vivant avec la nature.

Un travail d'été, comme par exemple, une aide apportée à la moisson dans l'agriculture, amènerait ceux qui ont une formation théorique à mieux comprendre la signification et les conditions du travail physique. Des clubs de discussions organisés par le mouvement de jeunesse donneraient non seulement très tôt aux jeunes l'occasion d'exprimer leurs idées, mais aussi d'écouter celles des autres.

Comme le mouvement de jeunesse devient la base d'une direction sociale totale, qui commence déjà à la maison paternelle, elle sera aussi une pépinière pour la liberté et la tolérance, qui sont toutes deux les conditions indispensables permettant le fonctionnement du principe de la collaboration dans le corporatisme.

LE CORPORATISME ET L'ETAT

La démocratie part du principe que les hommes sont égaux. Elle base sa foi sur le principe que chaque homme est un être dont les actions sont dictées par la raison, s'il n'est pas soumis à une pression qui empêche la raison de s'exprimer. L'Etat comprend tous les hommes d'un pays. Il est l'organe du peuple, qui choisit ses représentants dans des élections libres, générales et égales. C'est la majorité qui décide toujours. La conséquence de cette conception est qu'en principe 51 personnes ont raison contre 49 et que la majorité prend toujours ou le plus souvent, les plus sages décisions. La majorité est aussi l'expression pour ce que la démocratie nomme « la volonté populaire ». C'est cette volonté qui s'exprime lors des élections. Si la majorité est modifiée, cela signifie que la volonté populaire a changé d'avis.

Mais il y a aussi des démocrates qui nient formellement la croyance en la volonté populaire et croient que le principe de la majorité n'est qu'une méthode et non pas un principe idéologique. On doit objecter à cela qu'une grande partie des explications avec lesquelles les politiciens démocratiques motivent leurs actions, seraient sans aucune signification, si la foi en la volonté populaire n'était pas consciemment ou non posée en axiome universellement reconnu. Les discussions et la recherche de la justice dans les différentes méthodes électorales perdraient aussi tout leur sens si l'on ne concevait pas le droit de décision de la majorité comme la condition indispensable de la démocratie. Les arguments que l'on produit par exemple pour motiver une consultation populaire, découlent aussi du fait que l'on suppose que l'homme quelconque possède une sorte de sagesse particulière et intuitive qui reste cachée aux experts et spécialistes.

Il est presque ridicule d'argumenter contre une telle conception, dont l'absurdité s'étale au grand jour. D'abord tous les hommes sont différents. Deuxièmement les actions des hommes ne sont qu'en partie dictées par leur raison, elles sont influencées à un degré élevé par des sentiments, des instincts et des complexes inconscients et qui par là-même ne peuvent être toujours influencés par la volonté.

Troisièmement l'expérience montre que la décision de la majorité est souvent fausse. Lorsque Copernic déclarait — contre l'écrasante majorité de ses contemporains — que la terre était une planète dans un système solaire, c'était lui qui avait raison et non pas les 99,9 autres. Quatrièmement la volonté populaire est un fantôme qui n'existe pas en réalité, une pure superstition, à laquelle manque toute possibilité d'existence dans un sens sérieux. On a déjà prouvé jadis que la société est une répartition du travail entre les hommes apparaissant en tant que communauté comme les porteurs de différentes tâches. Ce mot étant compris dans son sens le plus large. On peut laisser de côté les types exceptionnels comme les ermites et les saints. Le besoin d'un organe qui coordonne les différentes branches de travail de la société a rendu l'état nécessaire.

L'Etat est d'autant plus indispensable qu'une société est plus évoluée et que son organisation est plus compliquée. La conception que l'Etat pourrait être créé dans l'intérêt de la liberté et que les hommes pourraient eux-mêmes ordonner les formes et les voies de leur vie communes est une pensée absurde qui est fondée sur la première conception libérale de l' « harmonie naturelle des forces ». La psychologie moderne a définitivement détruit de telles fantaisies.

Les tâches de l'Etat doivent naturellement changer de temps en temps, car elles dépendent de l'organisation actuelle qui de son côté repose sur des prévisions techniques de production. Après l'avènement de l'industrialisme, la démocratie parlementaire a joué un rôle de succédané de la monarchie absolue. Aussi longtemps que les nouveaux groupes sociaux furent encore en état d'édifier leurs positions, elle fut expression politique de l'état de classes. Maintenant où tous les groupes sociaux souhaitent une action commune, elle ne devient pas seulement une impossibilité théorique, mais elle est également vieillie. L'avènement du corporatisme en tant que forme de société réclame comme complément indispensable l'Etat populaire corporatif. La représentation populaire, la chambre des députés doit représen-

ter le peuple tel qu'il apparaît dans ses différentes formes de travail. Chaque groupe social qui forme une unité naturelle, même si celle-ci est petite et sans grands moyens, doit avoir droit à une représentation. Dans la démocratie, ce sont les masses et la richesse qui décident. Le corporatisme cherche à créer une juste représentation sur la base de la qualité professionnelle. Les circonscriptions électorales territoriales de la démocratie sont remplacées par des circonscriptions corporatives chargées d'élire un député et qui sont organisées de telle façon qu'elles comprennent une catégorie à peu près unique. On peut imaginer qu'une branche industrielle soit divisée en 8 circonscriptions électorales. Deux d'entre elles sont réservées aux employeurs, deux aux employés et quatre aux ouvriers. Bien entendu ces chiffres sont choisis de façon tout à fait arbitraire. La représentation quantitative de ces groupes doit être organisée de telle manière que tout groupe dépassant une certaine limite numérique est divisé en deux circonscriptions et en trois s'il double le chiffre limite. Pour empêcher qu'un groupe particulièrement important n'obtienne une représentation qui pourrait gêner les autres, il est possible de limiter le nombre total des sièges qu'il peut obtenir. En égard aux complications de la communauté moderne, une telle limite aurait peu d'importance.

Le corporatisme a pour but de limiter l'action dévastatrice de la démagogie et de la politique des promesses. Dans la démocratie les partis sont obligés d'en appeler aux masses et de tenter, grâce à la promesse, de plus grands avantages, même lorsqu'ils sont en réalité impossibles, de conserver leurs électeurs et d'en gagner de nouveaux. L'incapacité des foules à comprendre tous les liens de l'actualité, l'incapacité de l'homme isolé à dominer des problèmes particulièrement multiples avec lesquels l'Etat doit se débattre, rendent possible dans une démocratie de duper les électeurs, grâce à des ruses hypocrites. C'est là que les corporations veulent créer de nouvelles conditions. Les adhérents d'une corporation ont une formation, une expérience et une forme d'action communes. Il est naturellement plus difficile de duper les membres d'une corporation par des astuces démagogiques, lorsqu'il s'agit de problèmes intérieurs des corporations. Ainsi est créé dès le début un terrain où peut se développer dans la vie officielle pour une certaine objectivité.

En Suède, nous pouvons en appeler à nos expériences en matière d'administration commune. En effet à l'intérieur des communes l'objectivité et la collaboration sont beaucoup plus grandes que sur le plan de la politique nationale. Les corporations

en tant que moderne complément des communes renforcent donc les conditions nécessaires à une discussion objective. Bien entendu des différends peuvent s'élever entre des corporations aux intérêts divers et des méthodes démagogiques peuvent se révéler pleines de succès. Dans ce but nous avons toute une série d'organismes inter-corporatifs où les représentants des diverses corporations se rencontrent, afin de discuter de leurs problèmes communs et de leurs différends. L'expérience que nous avons en Suède de telles discussions sur le marché du travail montre que ces entretiens peuvent apaiser les passions dans une importante mesure et parviennent à des résultats raisonnables. Cette possibilité d'accord est renforcée si des élections périodiques ne forcent pas les chefs tous les deux ou trois ans à des tractations uniquement dictées par des considérations de tactique électorale. Il est certes vain de vouloir supprimer totalement la démagogie. Nous ne pouvons atteindre la perfection, mais nous pouvons tirer le meilleur d'une situation. Cela aussi est bon.

Afin que la Chambre des Députés corporative ne devienne pas un champ clos pour la lutte des Corporations qui est aussi rebutante que le fut auparavant la lutte des classes, la confiance accordée au Gouvernement ne doit pas dépendre de la majorité de cette Chambre. Elle doit au contraire ressortir de votes populaires répétés. Si au cours d'une telle élection le Gouvernement en place obtient la majorité, le Roi doit se tourner vers le chef de la majorité et lui confier la mission de former le Gouvernement. La tâche du Gouvernement consiste ensuite à essayer d'organiser à la Chambre des Députés une majorité capable d'un travail utile. Afin que la totalité des membres du Parlement ne soient pas élus à chaque élection, mais que seule une partie de la Chambre des Députés soit renouvelée chaque année, les consultations populaires sur le Gouvernement seront les grandes décisions politiques où les différents points de vues idéologiques pourront se faire entendre. Si un Gouvernement choisi par le peuple devait sur certaines questions ne pas recevoir l'accord de la majorité de la Chambre des Députés et s'il ne voulait pas se contenter du point de vue de cette Chambre, le problème ne pourrait être résolu que par une consultation populaire. Celle-ci doit trancher le litige entre le Gouvernement et la Chambre des Députés. L'expérience que nous avons de ces consultations populaires (comme par exemple en Suisse) nous montre qu'il est improbable qu'elles se produisent souvent. Mais l'existence d'une telle institution pourrait à elle seule permettre la poursuite de la collaboration entre le Gouvernement et la

Chambre des Députés. L'Etat corporatif est spécialement construit pour promouvoir une action commune entre les différents groupes du peuple. Les intérêts divergents de la Chambre Corporative mettent un groupe unique dans l'impossibilité de se faire accorder la majorité. Cette dernière doit toujours consister en une série de groupes qui collaborent entre eux. Le même principe qui soutient l'édifice de la société corporative doit par conséquent être à la base de l'Etat populaire corporatif, et d'une action commune librement organisée pour des tâches et des buts communs, tout en ayant des égards pour tous les groupes du peuple et non pas seulement pour ceux qui sont grands et puissants. En comparaison avec une démocratie primitive dominée par les masses, le corporatisme apparaît comme une conception plus élevée de la liberté entre les citoyens et de l'indépendance populaire et comme la méthode moderne qui permet de résoudre les problèmes d'autorité qui se posent aux hommes libres.

LA METAMORPHOSE DES BASES BIOLOGIQUES

L'avenir de la société moderne n'est pas assuré tant que nous ne connaîtrons pas l'origine biologique de toute la vie humaine. Jusqu'à présent l'homme représente la forme la plus haute de l'évolution biologique qui se soit étendue sur un milliard d'années. Nous n'avons pas encore réussi à dévoiler le secret interne de ce processus. En un temps où l'atmosphère de la terre était tout à fait différente de la nôtre, où l'espace submergé de gaz jaunâtres était rempli d'orages, se formèrent les premiers germes d'où la vie devait surgir à l'infini en tâtonnant. Par l'intermédiaire des microbes semi-organiques du virus et la présence insoupçonnée des organismes monocellulaires, se développèrent lentement les formes plus évoluées de plantes et d'animaux. Mais nous ignorons ce qui fut réellement à l'origine de cette formation. Nous savons simplement que la vie a été gaspillée d'une manière presque incroyable, que des milliers de formes vivantes sont nées, se sont perfectionnées toujours davantage et finalement ont disparu. Ce que l'on appelle les « mutations » semblent avoir joué le rôle le plus important dans le développement de la vie. Ce sont les mutations qui commencèrent à modifier les organismes monocellulaires et à déplacer les caractéristiques héréditaires des cellules de reproduction après

que la séparation des sexes soit devenue successivement un moyen pour la vie de mieux s'adapter, et d'enrichir ses formes. A l'intérieur d'une seule et même espèce s'accomplirent lentement des changements par voie de mutation, qui conduisirent à une séparation des espèces en différentes races. Et lorsque l'isolement entre de telles races fut assez long, elles évoluèrent en différentes espèces sans possibilité de fécondation mutuelle. Les ancêtres de l'homme commencèrent à surgir en même temps que les singes à face humaine. Différentes tribus de demi-hommes furent vaincues et disparurent, tandis que d'autres survécurent et continuèrent à évoluer, se divisèrent en races — et peut-être par le moyen de la mutation — achevèrent cette spécialisation du cerveau qui est le propre de l'homme. Lorsque nous commençons aujourd'hui parmi de rares découvertes à reconnaître indistinctement l'homme, celui-ci a déjà une longue histoire derrière lui. Nous n'avons pas encore rencontré de traces de nos premiers ancêtres.

L'époque des hommes géants, comme ceux de Chine, les hommes de Java et leurs contemporains sud-africains ont existé parallèlement avec des types humains plus petits. Des millénaires passent. Les géants disparaissent. De nouvelles races surgissent, montrent leurs formations crâniennes caractéristiques, inventent des outils et des habitations, adorent des dieux et des puissances et sont sans cesse remplacés par de nouvelles qui montrent des fronts toujours plus larges. En tout cas, des centaines de milliers d'années passent avant que cette évolution parvienne au seuil de la culture humaine, avant que l'homme soit doué de la force et de l'inspiration nécessaires pour créer les peintures des cavernes que l'on trouve dans le dud de la France et le nord de l'Espagne, dont le jeu des couleurs et des formes nous fascine encore, 50.000 ans après ! On a noté que la période d'apparition de l'homme coïncidait avec la période glaciaire. L'arrivée de difficultés inattendues occasionnées par de grands changements de climat, favorisent l'intelligence et donne aux meilleurs cerveaux la chance de survivre et de se reproduire aux dépens des autres. L'homme sorti de l'exubérance de la tropique époque tertiaire, fut surpris par les glaces venues du Nord qui finalement le poussèrent à s'installer dans la région de l'Equateur où il se créa une nouvelle vie au milieu de grandes privations. Lorsque les glaces reculèrent, les hommes les suivirent. Peut-être étaient-ce ceux qui possédaient la plus grande force de résistance qui revenaient dans les régions libérées par les glaces pour émigrer à nouveau vers le Sud lorsque la glace revenait, comme une nouvelle injection de sang dans une ma-

tière amollie. Peut-être était-ce au nord que les mutations poussant à l'évolution humaine trouvaient leur origine. La pression des mutations est toujours plus grande dans les régions qui entourent les pôles et dans les hautes montagnes. C'est seulement à la fin de la période glaciaire que la culture commença réellement le développement de la culture. Mais en même temps commença la métamorphose de la base biologique qui donne aux hommes une position particulière et qu'on a souvent sous-estimée jadis dans les discussions sur les problèmes biologiques de l'hérédité.

Les continuelles migrations des hommes autour de la terre avaient déjà eu pour conséquence que les races n'avaient jamais eu le temps de s'isoler en espèces. Le plus significatif reste toujours le changement qui s'est lentement opéré depuis la lutte biologique dans la jungle jusqu'à une collaboration raisonnée. Le feu, la terreur des forêts et des prairies, devint l'allié de l'homme. Il a apprivoisé et mis à son service les animaux qu'il chassait jadis comme des bêtes sauvages. L'homme inventa la médecine et commença le combat contre les maladies. L'avènement de la société et de l'état créèrent la protection du droit qui donna de nouvelles formes à la lutte pour la vie. L'hygiène compléta la médecine, la protection contre les microbes et les virus devint toujours plus efficace. Et il semble que l'homme pourra bientôt déterminer le sexe de ses descendants. Le développement de la vie économique a diminué la lutte pour le pain quotidien. La terre peut nourrir un nombre d'hommes toujours croissant. Cette évolution a certainement des limites, mais celles-ci reculent.

Maintenant nous pouvons apercevoir le revers de la médaille de ce processus qui fait époque pour toute l'évolution biologique. Les nouvelles possibilités ne créent que peu de conditions favorables à la propagation de la vie. L'action radio-active des bombes atomiques crée un danger pour toute la masse de nos descendants. Et les effroyables constatations que nous faisons d'après les statistiques sur les enfants difformes et non-viables d'Hiroshima, donnent à notre avenir une effrayante perspective. Les migrations qui étaient jadis à l'origine des mélanges de races, s'accomplissaient pendant un temps très long et dans une mesure relativement réduite. Les communications présentes favorisent le mélange de races dans une proportion beaucoup plus importante. De plus la rapidité avec laquelle s'accomplissent de nos jours les métissages rend impossible une adaptation des principales caractéristiques psychologiques des différentes

races à un nouveau type. C'est de là que proviennent les crises de non-adaptation qui peuvent avoir de très lourdes conséquences sur le plan social.

LE CORPORATISME EN TANT QUE DOCTRINE

L'organisation extérieure de la société corporative, le règlement de la situation et des tâches des organes constitutionnels grâce à la constitution corporative, les formes de la politique culturelle et sociale, les buts actuels, tout cela forme sur des terrains différents une conception unique de l'histoire, du caractère de la société et du but final de l'évolution. Le corporatisme n'est pas seulement un système, c'est aussi une doctrine, une idéologie. On a dit bien des choses différentes sur les idéologies au cours des dernières années. Un peu partout on exprime une réelle lassitude pour tout ce qui se nomme « idéologie ». On a assez de tous ces mots en « ismes » qui pourchassent les hommes comme des furies pour les capturer dans leurs pièges ou les anéantir. Par ailleurs, dans les pays où l'évolution a été plus calme, comme par exemple en Suède, on réclame une idéologie. Mais en général on semble ne pas très bien savoir ce que l'on entend par là. Le marxisme est peut-être la doctrine la plus marquante de l'époque présente. Il constitue un système de pensée unique qui a été créé en son temps par Marx sur la base de situations d'actualité et selon les doctrines économiques alors en vigueur. Le fait que Marx ait construit dès le début son idéologie d'une façon claire et précise n'empêche pas que celle-ci se soit paralysée dans un système de dogmes et de déclarations de foi et se sépare de plus en plus de la réalité au fur et à mesure qu'elle s'éloigne de l'époque où elle a été créée.

Le national-socialisme allemand se basa sur une idéologie où les facteurs économiques de Marx étaient remplacés par des facteurs biologiques, qui devinrent un principe et une ligne de conduite. L'idéologie nationale-socialiste ne pouvait certes jamais être constituée avec la même logique monolithique que le marxisme, mais malgré cela se montrèrent bientôt des signes certains de paralysie dans les dogmes et les thèses bien arrêtées.

Ceci est naturellement un danger. Aucune époque de l'histoire n'a été aussi dynamique que la nôtre. Jamais auparavant

le temps ne s'est écoulé avec une telle rapidité. Jamais il ne s'est produit autant d'événements dans un temps aussi incroyablement court.

Les résultats scientifiques, les nouvelles découvertes et inventions et les nouvelles sensations sont sans cesse remplacées par d'autres. La technique modifie d'année en année les conditions de notre existence humaine et sociale. Les formes politiques exercent une pression comme cela n'eut jamais lieu auparavant. Nations et races nouvelles apparaissent de façon inattendue sur la scène de l'histoire active, dont les aspects changent soudainement comme jamais auparavant.

Il serait insensé de présenter à une telle époque une nouvelle idéologie de type ancien, un nouveau système dogmatique avec des affirmations bien établies rattachées à une situation politique, sociale et économique, qui selon toutes probabilités sera déjà dépassée le lendemain. Si l'on conçoit le corporatisme comme une idéologie, on doit par conséquent donner à ce mot un autre sens.

La réalité ne consiste pas seulement en faits qui peuvent être constatés. Elle comprend aussi des valeurs qui n'ont qu'une signification subjective. Par exemple une ville comprend des maisons. Voilà un fait que chacun peut vérifier. Mais on peut être d'un avis différent sur la beauté de leur architecture. Ici on ne constate pas seulement un fait, on évalue. La beauté est une valeur, mais elle n'en est pas moins réelle. L'évolution est une harmonisation des faits et des valeurs, entre des actions et des intérêts qui sont dictés par le devoir. Les valeurs de base de chaque idéologie doivent être intemporelles. Elles doivent pouvoir subsister à travers des époques différentes. Voilà la vraie marque particulière d'une idéologie. La doctrine, par contre, qui est la partie de l'idéologie qui traite des faits et qui peut être vérifiée à l'aide de moyens scientifiques, ne doit pas être close. Elle doit évoluer constamment, car la recherche et l'expérience amènent sans cesse de nouveaux points de vue qui éclairent sous un nouveau jour des faits précédemment connus.

La doctrine corporative ne sera par conséquent jamais la même : elle évoluera toujours. Elle sera constamment enrichie de nouvelles opinions, de nouvelles idées et expériences. La mobilité de la doctrine corporative et sa capacité à s'adapter aux exigences de situations nouvelles font du Corporatisme une idéologie dynamique à l'opposé des systèmes dogmatiques anciens et guindés.

Elle considère l'histoire comme une suite de rivalités entre des puissances différentes, grâce auxquelles l'homme discipline ces forces et oriente l'évolution. La coordination des différents secteurs mis au service de buts communs est la conséquence logique de cette conception de l'histoire. Et le principe de coordination s'exprime dans le système corporatif aussi bien sous la forme de sa Société que sous celle de son Etat. Le principe de l'égalité sociale est une conséquence de cette conception de base. Pour atteindre aux plus grands effets, pour réaliser le résultat souhaité, la participation de chaque groupe social et de chaque individu est nécessaire. Cela ne peut avoir lieu si certains hommes ou groupes sont à l'avance considérés comme de moindre importance. Mais le fait de reconnaître l'égalité de tous les groupes sociaux et de tous les hommes, leur droit de bénéficier des mêmes chances au départ, des mêmes possibilités de formation et de la même liberté de mouvement ne signifie pas l'acceptation de n'importe quel dogme égalitaire démocratique. Il apparaît au contraire que ce sont les minorités qui donnent du mouvement à l'histoire, qu'elles soient scientifiques, littéraires, artistiques, économiques ou politiques. C'est le travail de pionniers de la minorité qui ouvre le chemin aux masses. C'est souvent l'engagement et le combat d'un seul homme qui rend possible une décision. Le Corporatisme en tant qu'idéologie est marqué par l'héroïsme. L'homme a besoin de héros qui réalisent ses propres aspirations intérieures. Son rêve d'héroïsme peut être ou non une illusion, mais on ne peut se passer de son rôle de stimulant et de force de cohésion. Le Corporatisme est l'expression du principe de la vie organique en biologie. Ses formations sociales représentent les groupes naturels de la Société. La forme sociale d'organisation doit autant que possible être l'expression opportune de la réalité sociale qui se trouve derrière elle. Cela signifie aussi une opposition à la tendance anti-monumentale en art et en architecture. C'est un dogme et un préjugé de penser qu'un hôtel de ville, un magasin, un quartier d'habitation ou une fabrique doivent avoir la même apparence. C'est une doctrine dépourvue de sens qui consiste à ne pas vouloir exprimer les grands sentiments sous une forme monumentale. L'humanité n'a pas seulement besoin de travail et de jours ordinaires, mais aussi de jours fériés et de fêtes. Le Corporatisme oppose à la grise conformité la palette colorée de la vie toujours changeante.

LE PARADOXE EN TANT QUE PRINCIPE

D'anciennes idéologies ont tenté de trouver un dénominateur commun pour juger tous les problèmes qui se posaient. Ceci était également valable pour certaines tendances scientifiques qui étaient issues d'une certaine découverte. On était si fasciné par ces nouvelles perspectives que l'on croyait aussi pouvoir résoudre les différents problèmes en partant d'un seul point de vue. Citons comme exemple typique de cette tendance l'hypothèse de Darwin sur l'évolution des espèces grâce à la lutte pour la vie, l'analyse freudienne de la séparation en 3 parties du Psychisme et le grand rôle qu'elle attribue au « surmoi » inconscient et censuré, ou la découverte par Mendel des lois de l'hérédité par un croisement entre différentes combinaisons. Une telle partialité est une force en ce sens qu'elle attire l'attention sur la nouvelle opinion dans un but de propagande. Mais elle est finalement d'un faible rapport, car elle mène à des erreurs de jugement et à des exagérations visibles.

Si l'on voulait tenter de trouver un dénominateur commun à l'Idéologie du Corporatisme, ce serait vouloir ériger la contradiction, le paradoxe, en principes. Le Corporatisme a au moins en partie emprunté cette façon de voir à Hegel et aux dialecticiens. Tout ce qui arrive est en contradiction d'une autre chose et la vie entière peut être considérée comme une tension entre des forces opposées. D'une part, l'homme est un individu indépendant et d'un relief particulier qui le différencie de tous les autres. Mais c'est en même temps l'élément d'une Société qui dépend de la collectivité à laquelle il appartient. Sa conduite est marquée par le milieu où il a grandi. Ses variations reposent sur les aptitudes dont il a hérité. Pour supprimer cette tension entre la personnalité et la société, le Corporatisme tente de créer une synthèse entre l'égalitarisme autoritaire du Socialisme d'état et la production anarchique et sans frein du capitalisme. D'une part la vie économique est une unité. Chaque entreprise dépend de ses fournisseurs, de ses ouvriers et de ses clients. Ce sont ses besoins réels et présomptifs qui sont la condition de son existence. Ces besoins, que beaucoup d'hommes ont en même temps ne pourraient être valables sans une Société organisée. La possibilité de travailler pour une entreprise, dépend des lois et de la protection juridique qui existent. D'autre part, chaque entreprise est le symbole de l'esprit d'initiative de son dirigeant, de la richesse de ses idées et de son sens des affaires, de l'action

commune sur le plan humain menée grâce à l'apport personnel des techniciens, des employés et des ouvriers. D'un côté il y a dans chaque entreprise un engagement collectif indispensable — qui est indépendant du caractère de la Société — mais elle consiste également en intérêts individuels qui sont le véritable moteur de l'entreprise et dont la force est à l'origine du résultat obtenu. Cette tension entre l'individuel et le collectif — ou si l'on veut, cet équilibre — apparaît aussi dans un autre domaine. L'Etat, qui est l'arbitre entre les groupes sociaux et les individus est réalisé sous une forme que nous nommerons « l'Etat de Droit ».

Cela signifie que les organes de l'Etat qui ont pouvoir de décision établissent les lois et publient les décisions qui règlent la vie commune des hommes. Ces normes de droit peuvent naturellement être appliquées de différentes manières. Il y a une expression qui dit : « Là où il n'y a pas de plaignant, il n'y a pas non plus de juge. » Nous avons vu comment des hommes pouvaient être exposés aux provocations et aux accusations les plus diffamatoires et les plus grossières. Les auteurs de ces provocations et de ces accusations circulent librement, tandis que leurs victimes sont immédiatement rendues responsables et punies lorsqu'elles font part d'une indignation compréhensible à l'égard d'une personnalité officielle. Nous avons assisté au spectacle de gens qui, juges depuis 20 ans, étaient l'objet de soupçons sans qu'aucune enquête objective ait été menée, et de ceux qui, ayant exprimé leur méfiance, ont été accusés et punis jusqu'à ce que, finalement, un événement insignifiant ne fasse découvrir la vérité. Nous avons vu comment des groupes entiers appartenant à certaines opinions ont été déclarés criminels, comment des actions menées par des personnes relevant de telle opinion ont été jugées criminelles, alors que des actions identiques menées par des gens d'autres opinions — mais acceptées par les détenteurs du pouvoir — étaient permises ou en tout cas n'étaient l'objet d'aucune mesure. Tout cela nous fait réclamer une plus grande sécurité juridique, et, pour des motifs personnels, administratifs et politiques, ainsi que sous la pression extérieure, que la fonction de juge permette l'observation des lois et des règlements sans distinction de personnes. Nous réclamons là une application identique pour tous des principes régissant la Société. Mais en même temps nous critiquons aussi une autorité publique qui sans égard pour les circonstances présentes lors du jugement d'un cas d'actualité, applique strictement la loi au pied de la lettre. Nous demandons à l'administration de faire preuve de plus de jugement personnel, nous ré-

clamons une adaptation plus souple aux situations mouvantes de la vie, à l'inévitable caractère irrationnel de l'être humain et à la défense incorruptible de l'égalité devant la loi. Ces demandes sont l'expression d'une tension logiquement inconciliable entre des points de départ contradictoires d'où l'on doit tendre malgré tout à un équilibre. De même notre position vis-à-vis de la nation est en conflit avec une collaboration entre les peuples. Aussi bien que nous ne devons pas défendre la personnalité OU la communauté, mais la personnalité ET la communauté, nous devons aussi défendre le nationalisme et l'internationalisme, et non pas l'un ou l'autre. La Nation constitue une nécessité indispensable et elle s'impose partout. L'égalitarisme communiste à l'est n'a rien changé à cela, non plus que le pacifisme démocratique. Elle survivra aussi bien à la démocratie qu'au communisme. Le Nationalisme est la saine conscience que possède un peuple de ses particularités et de sa mission. La Nation est un groupe d'hommes uni par une commune tradition historique et la conduite commune qui en est issue. C'est en cela que la nation est une valeur en soi. Cette variété de la civilisation humaine rend celle-ci plus riche et plus diverse. Mais de même que la personnalité n'est pas un but en soi, la nation n'en est pas un non plus. Elle a pour mission de remplir sur le plan international la même tâche que l'homme dans le cadre social. La défense du nationalisme et de l'internationalisme, qui sont les deux clefs de voûte indispensables de l'évolution, est donc une conséquence inéluctable de la conception de base du corporatisme aussi bien en ce qui concerne l'homme seul que la société.

UNE EUROPE CORPORATIVE, LIBRE ET UNIE

Les communications, les moyens de combat et la production de masse de l'époque industrielle ont modifié le rôle du facteur géographique dans l'évolution. Les pays se sont rapprochés les uns des autres. Le pays isolé n'existe plus. Le bien-être et les échanges mondiaux sont devenus des facteurs de communication. Mais chaque point de la terre peut à chaque instant être menacé par les charges à l'hydrogène des missiles intercontinentaux capables de tout détruire. Les petites unités ne se suffisent plus. Les nations qui sont parvenues au cours des millénaires à une unité naturelle sont réduites à une insignifiance im-

puissante en un temps où seules les grandes concentrations de ressources parviennent à suivre une évolution toujours plus rapide.

Actuellement l'Europe morcelée avec ses rivalités et ses préjugés nationaux, est un fantôme des temps passés. D'un côté se trouve une Amérique exubérante, brutale et débordante de forces dont les « impulsions culturelles » se précipitent sur le monde comme une horde de chiens des prairies. De l'autre côté menace comme un orage le collectivisme géant forgé avec de l'acier de l'impérialisme soviétique, traversé par le rêve rouge d'une révolution mondiale engloutissant tout.

Et à l'arrière-plan se lèvent les peuples de couleur, les millions d'êtres qui s'éveillent en Asie et en Afrique, semblables à un état haineux que laissent grandir les erreurs et les méfaits de la politique coloniale européenne. Les peuples de l'Europe se cramponnent à des puissances extra-européennes pour se faire aider dans leurs propres guerres, mais ils négligent le fait que leurs divisions sont seulement exploitées par d'autres qui peuvent ainsi se partager eux-mêmes les ruines d'une Europe détruite. Les peuples européens répètent des déclamations stéréotypées sur la liberté et la justice, ils remâchent les thèses de la souveraineté nationale et s'empressent d'affirmer la nécessité des traditions nationales successives. Pendant ce temps les forces qui nous mènent à la décadence poursuivent leur œuvre.

Dans cette situation, nous ne pouvons utiliser qu'un seul chemin. Les peuples européens doivent enfin se libérer de leur propre passé et former une Europe libre et indépendante. La souveraineté nationale doit être abrogée au profit d'une communauté d'états. L'Europe doit être bâtie sur la base de nations égales en droit, dépendantes les unes des autres dans une collaboration organisée, de même que les nations sur la base de groupes sociaux égaux en droit sont coordonnées dans un système corporatif commun. L'unité européenne est la conséquence logique du corporatisme.

On essaie aujourd'hui, grâce à l'organisation d'un Marché Commun Européen d'approcher de l'unité européenne. Mais cette tentative est fragmentaire. Six puissances seulement : l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie, la Hollande, la Belgique et le Luxembourg se sont ralliées à ce Marché qui doit être achevé en quatre étapes pendant une période de 12 à 15 ans. Les pays scandinaves doivent comme l'Angleterre constituer une zone de Libre Echange qui se rattache en partie à ce Marché

unique. On discute aussi de la possibilité d'un rattachement partiel de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce et de la Turquie. Il n'est pas question de l'Europe de l'Est. Ce système souffre de certaines insuffisances visibles. La plupart des états membres sont partiellement rattachés économiquement et militairement aux Etas-Unis, ce qui fait que toute cette réforme menace de renforcer la dépendance de l'Europe de l'Ouest vis-à-vis de l'Amérique. Ainsi la séparation du monde en parties occidentale et orientale est permanente. La séparation en états qui appartiennent directement au Marché et en états qui lui sont plus ou moins rattachés crée tout un nœud de problèmes de détail qui menacent de détruire la totalité du plan.

Même si le Marché Européen limité constitue un pas dans la bonne direction, même si une Europe de l'Ouest coordonnée peut se libérer plus facilement d'une emprise extra-européenne que ne pourraient le faire des pays isolés, nous devons avoir un but beaucoup plus lointain. Nous devons nous efforcer de parvenir à une totale intégration de tous les peuples européens dans une même communauté où la douane, la monnaie, la politique étrangère et la défense, les salaires et les prix alimentaires seraient communs. Les institutions démocratiques actuelles ne suffisent pas à réaliser un tel programme. Sur les plans européen et national la démocratie doit être remplacée par une forme de société plus haute et plus libre, telle que l'incarne le corporatisme.

Celui-ci crée en effet justement les organes dont l'Europe a besoin pour sa coordination et son égalisation sociale et économique régulière. Aujourd'hui le revenu national de l'Amérique est d'environ 400 milliards de Dollars pour une population de 165 millions d'habitants. L'Europe de l'Ouest, y compris l'Angleterre, n'atteint qu'un revenu de 200 milliards pour une population de 260 millions. Le bas niveau de vie européen est réparti d'une façon très irrégulière. La Suède se trouve à la 1re place pour ce qui est du standard de vie. Si l'Italie devait payer les mêmes salaires que la Suède, le pays serait obligé de consacrer 150 % de son revenu national à ces seuls salaires, ce qui apparaît naturellement impossible même avec les méthodes de politique financière les plus modernes. Cette différence de niveau de vie dépend en partie de la différence des investissements. Si l'on compte dans l'industrie textile suédoise avec un investissement de 70.000 couronnes suédoises par ouvrier, le chiffre correspondant sera de 30.000 en Italie. De plus intervient le fait qu'il est impossible d'utiliser des moyens techni-

ques auxiliaires du fait de la dispersion des marchés. Mais la grande série demande des débouchés étendus. On estime que la production européenne par heure de travail n'atteint qu'un tiers de la production américaine. La coordination des corporations nationales sur le plan européen est susceptible de créer des organes communs pour une politique sociale de salaires et d'investissements. Elle permet aussi d'ordonner le problème de la production et des prix de l'agriculture. Elle constitue des voies naturelles pour l'octroi de crédits européens dans un sens égalitaire. Elle se base sur un facteur d'équilibre naturel entre les différents états qui constituent l'Europe.

L'union européenne augmentera le niveau de vie des masses sans rien exiger d'elles en contre-partie. Elle ouvre des possibilités insoupçonnées à l'initiative européenne. Elle crée de nouvelles tâches stimulantes pour la politique financière européenne. Elle offre la sécurité et des possibilités de développement à l'agriculture européenne. Elle pose une base économique sans pareille pour la recherche européenne et le travail culturel. Elle transforme l'Europe en un potentiel de puissance militaire qui peut garantir la paix pour des siècles. La création d'une Europe libre, unie et indépendante est sans aucun doute la première mission politique de notre siècle.

L'AVENIR DE L'OCCIDENT

Les grandes oppositions qui existent aujourd'hui dans le monde ne sont pas le résultat de la rivalité extérieure de grandes puissances, comme les Etats-Unis et l'Union Soviétique, mais ont des origines autres et plus profondes. La Chine a 600 millions d'habitants, l'Union Soviétique 200 millions. L'augmentation rapide de la population chinoise n'a certes pas seulement pour cause la natalité, qui est en régression dans toute l'Asie ; elle a surtout pour origine l'augmentation extrêmement rapide de la durée moyenne de vie, qui est la conséquence immédiate de l'hygiène moderne. Elle signifie aussi une lourde charge pour l'approvisionnement en vivres qui ne peut suivre l'augmentation numérique du peuple.

L'Union Soviétique a dû abandonner ses droits anciens sur le Sinkiang et la Mandchourie, qui sont maintenant gouvernées

souverainement par le gouvernement central chinois. Les courants de l'émigration chinoise se dirigent vers le Nord et le Nord-Ouest, c'est-à-dire justement vers les deux provinces ci-dessus nommées, tandis qu'un troisième courant se dirige vers le Sud-Ouest, vers Burma et la Malaisie où il se heurte à un courant identique venu de l'Inde surpeuplée. La pression vers l'Est et la Sibérie centrale grandit. En même temps la Chine commence à prendre la direction idéologique du monde communiste. Elle apparaît aussi comme la force la plus puissante à l'intérieur du groupe de Bandoeng, c'est-à-dire parmi les états asiatiques et africains et forme avec eux une troisième force qui est en réalité dirigée contre la totalité du monde blanc.

Etant donné les tendances de cette évolution, l'union de l'Europe doit être réalisée. Mais ce ne sont pas seulement les actuels pays occidentaux qui appartiennent à l'Europe, ce sont aussi les pays de l'est européens réunis au bloc communiste. Leur attachement à une Europe unie est, comme la réunification des zones allemandes, un but indispensable pour tout mouvement d'unité européenne. Grâce à une politique, comme la mène la Suède, on pourrait créer les conditions préalables à un rattachement des pays de l'est européen. Cette politique ferait naturellement perdre à l'Amérique son contrôle impérialiste sur l'Europe de l'Ouest, mais elle y gagnerait un marché européen possédant une toute autre puissance d'achat que ce n'est le cas aujourd'hui et en même temps une plus grande garantie contre les attaques de la Russie soviétique.

L'anti-colonialisme constamment accentué des Etats-Unis doit mener à un accord avec l'Europe sur la base des idées esquissées ici. Pour ce qui est de l'Union Soviétique, l'Europe deviendra aussi pour elle un facteur de sécurité. Avec une Europe unie pour voisine, elle peut se sentir protégée contre toute attaque venant de l'ouest. Son commerce avec l'ouest peut prendre un essor puissant et de cette manière l'Europe sera un pont entre les deux rivaux actuels dans la politique mondiale.

Il est évident que les principes qui régissent la politique sociale européenne et qui finalement sont motivés par les points de vue d'une éthique sociale, doivent également être valables sur le plan de la politique internationale. Le corporatisme signifie la reconnaissance d'un traitement égal pour tous les groupes, ce qui ne veut pas dire la reconnaissance de leur égalité. Au contraire le corporatisme essaie de donner à chaque groupe une forme d'organisation conforme à sa tâche. La conséquence d'une

telle pensée est aussi l'acceptation d'un traitement égal des différentes races. Mais cela ne signifie pas la reconnaissance de leur égalité. Un mélange soudain d'êtres humains ayant des traditions et des particularités raciales différentes crée inévitablement une série de problèmes de non-adaptation qui aboutissent à l'augmentation de la criminalité, de l'alcoolisme, à une plus grande fréquence des suicides et qui témoignent d'un sentiment de malaise dans la communauté. On ne doit pas négliger ces facteurs lors de la solution des questions qui doivent conduire à rattacher les territoires africains à la communauté des états européens. Ces territoires doivent conserver la possibilité de se développer conformément à leurs traditions. La même possibilité de développement doit être donnée aux particularités typiquement africaines comme aux européennes. En même temps, ils doivent obtenir la garantie d'une administration indépendante et le même droit de participation que les autres territoires d'Afrique et d'Europe, lorsque leurs populations ont atteint un niveau légalement défini de standard économique et de culture générale. Le devoir des peuples blancs de veiller à la formation et au bien-être social à l'intérieur de ces territoires jusqu'à ce que ceux-ci puissent se charger eux-mêmes de ces tâches est la conséquence indispensable de notre conception de base d'une éthique sociale. Ce sera la mission des corporations que de veiller à ce que la main-d'œuvre de couleur reçoive pour son travail les mêmes gains que les travailleurs blancs. Si une certaine partie pouvait ne pas être payée sous forme de salaire, mais devait être réservée à élever le niveau de vie des peuples de couleur, donc pour des investissements sociaux et culturels, des garanties doivent être données que l'argent est bien utilisé dans ce but. De même que nous devons nous garder que le travail de certains groupes sociaux soit exploité par d'autres, nous devons refuser toute exploitation d'autres races, pour quelque motif que ce soit.

Les bases de l'idée corporative qui résoudra les problèmes auxquels l'Europe se heurte en Afrique, sont les suivantes : l'évolution des différents groupes raciaux sur la base de leurs particularités nationales, l'empêchement de la création de ces communautés métissées qui menacent de miner le bien-être de la vie communautaire humaine, le droit naturel de disposer de soi-même et pour chaque groupe celui de s'instruire, de travailler et de participer à la vie du pays selon son travail.

Comme une conséquence de ce point de vue nous devons aussi reconnaître le droit à l'existence de tous les peuples sur lesquels

nous avons des prétentions. Le nationalisme asiatique peut en lui-même être salué par le nationalisme européen, bien entendu si l'Europe conserve sa confiance morale en elle-même. Devant la tentative d'organiser contre les pays occidentaux un front des peuples de couleur sous la direction chinoise, nous devons tenter de relier malgré leurs contradictions les trois blocs blancs : l'Amérique, l'Europe et la Russie. Nous devons constater ici que notre frontière commune à l'est est située près du fleuve Amour. Mais simultanément nous devons proscrire toute politique qui oblige les peuples asiatiques à s'unir contre ceux de l'Europe. les contrastes et les différences qui existent entre par exemple l'Europe et l'Asie ne sont pas plus grands que ceux entre la Chine et l'Inde. L'Europe doit tenter de promouvoir le commerce mondial et les échanges culturels entre les pays et les races, les plus libres possible. Elle doit créer les conditions pour une collaboration future entre les peuples libres, indépendamment de la couleur de la peau et des traditions culturelles. Ainsi seulement une Europe unie peut être le phare de la liberté et des traditions culturelles de l'Occident.

LE RENOUVELLEMENT DE LA CULTURE

La civilisation technique nous donna la possibilité d'un bien-être jusqu'alors inconnu. Les choses qui étaient le privilège de rares personnes sont devenues de plus en plus la propriété des masses. Les machines qui ont remplacé le travail manuel ont permis à un nombre d'hommes toujours plus grand de s'occuper à des tâches intellectuelles, d'étendre et d'approfondir les bases de notre culture spirituelle. Mais dans le même temps la science a supprimé notre ancienne conception du monde. Déjà lorsque Copernic découvrit le système solaire, l'humanité eut besoin de plusieurs siècles pour surmonter le choc qu'elle avait reçu. Depuis, la recherche astronomique a encore élargi la conception copernicienne du monde. La terre, qui fut considérée comme le centre de tout ce qui existait, se révéla être une petite boule disparaissant dans un univers. La découverte par Darwin de l'évolution des espèces et la notation par Mendel des lois de l'hérédité ont modifié la situation de l'homme dans le grand processus de la vie. La représentation Freudienne du rôle de l'inconscient a ébranlé notre foi en la raison. Les immenses ré-

sultats auxquels est parvenue la recherche ont consacré une autorité particulière à la méthode scientifique et à l'analyse logique des causes et des effets. Toute l'existence apparaît aujourd'hui comme un enchaînement logique et sensible ou, soit dit plus exactement, comme une combinaison d'enchaînements qui forme l'action.

Qu'entend-on par culture ? Nous la considérons d'abord comme un comportement typique de l'homme qui est fixé par une pensée rationnelle au lieu de l'être par un instinct inconscient. Les animaux agissent d'une façon opportune, d'après leurs expériences. Une influence favorable ou défavorable sur les conditions de vie d'une bête détermine son comportement. Mais pour autant qu'on le sache, il n'existe derrière cette adaptation aux choses nécessaires aucun réflexe conscient qui tire une conclusion logique d'un enchaînement de faits. Pour l'homme, par contre, la logique joue un rôle déterminant. Il essaie consciemment d'avoir une vision claire du monde qui l'entoure pour utiliser ensuite les possibilités existantes ou pour agir en vue de diminuer les facteurs défavorables et d'augmenter ceux qui sont favorables.

L'homme découvrit les relations qui ont permis de définir les relations de cause à effet. Mais au même instant qu'il les établissait, il buta sur l'indéfinissable. Il découvrit bientôt que sa propre expérience n'était que partielle. Il commença alors à deviner que toutes les puissances définissables avaient une autre face, qu'il accoupla petit à petit avec une conscience grandissante du bien et du mal. La science, la morale et la religion qui sont des expressions caractéristiques du comportement spécifique de l'homme, ne peuvent être séparées les unes des autres. Ce sont les parties agissantes et irrévocablement nécessaires de ce que nous nommons la culture. Cette dernière est la forme caractéristique de l'adaptation humaine. Son but est — comme pour l'animal — d'atteindre la plus grande satisfaction des besoins matériels. Mais comme il se révéla qu'une meilleure solution pouvait être donnée à cette tâche par une plus grande connaissance des causes, on arriva à donner aussi à la culture un contenu spirituel, à en faire une nécessité pour l'intelligence et les buts humains. L'appartenance à une communauté, à une famille, à une tribu et à un peuple a créé chez la plupart des hommes un sentiment d'interdépendance, un empressement à s'acclimater à d'autres conditions et d'autres choses. L'égoïsme naturel est freiné par ce sentiment communautaire tout aussi naturel et qui renforce la compréhension du bien et du mal, du vrai

et du faux, du beau et du laid. Les actions humaines sont considérées comme les parties d'un tout. Ainsi le besoin d'idéaux communs et celui de normaliser et d'ordonner les différentes formes d'action sont inévitables. L'art devient l'expression du besoin de l'homme de donner une forme concrète à ses souvenirs. Il est psychologiquement un frère jumeau de la religion, mais d'un point de vue historique et culturel, un intermédiaire entre la Foi et le Savoir. Le grand problème de la culture réside dans l'équilibre entre ses différents composants, entre la recherche et l'art, entre la morale et la religion. Si cet équilibre est détruit, la vie culturelle fait fausse route. C'est un tel ébranlement qui provoque de nos jours la crise culturelle.

Les anciennes idéologies politiques ont confondu le but et le moyen en faisant des formes de production matérielle, des forces biologiques ou d'autres facteurs semblables le but primordial de l'évolution de l'histoire et de la société. Les facteurs matériels n'ont de valeur que s'ils maintiennent la culture de l'homme. On doit juger de la même manière les facteurs biologiques, ceux de l'organisation de la société, etc... La culture est et demeure la valeur de base de l'histoire en tant qu'expression particulière du particularisme humain. C'est la culture qui détermine le niveau de vie. C'est elle aussi qui nous donne la chance de dominer les forces biologiques. C'est la culture qui nous donne les formes d'une plus haute vie communautaire humaine. C'est elle enfin qui nous donne le moyen d'expliquer à nous-mêmes et aux autres nos désirs et nos buts les plus profonds et nos perspectives d'avenir.

Les sciences naturelles ont mené à un appauvrissement toujours plus grand de la vie religieuse. Les représentants de la religion ont cherché désespérément à défendre leurs positions ébranlées en s'accrochant avec une foi tenace à des conceptions et des formules qui avaient perdu tout sens dans la vie moderne. Le combat entre la foi et la science est devenu toujours plus inégal et l'on s'est finalement efforcé de prétendre que la religion constituait le premier échelon de l'évolution de l'homme. Nous approchons maintenant d'un autre échelon que domine la science. En même temps on a pu constater une accentuation de la décomposition des idées morales, qui trouvaient auparavant leur siège dans la foi religieuse. La tentative de remplacer la morale et la religion par la morale et la science a totalement échoué.

Actuellement la science commence lentement à changer son caractère. Les anciennes perspectives sont en train de se modi-

fier. Certainement il apparaît que la foi comme la science ont pour l'homme contemporain une origine primitive et assez effrayante. C'est dans le cannibalisme que nous avons rencontré la première trace d'une foi religieuse, et les premières expressions de la technique et de la pensée sont des armes de pierre.

Les plus vieux crânes humains de Chine et du Japon portent tous un trou dans la nuque, fait à l'aide d'une quelconque massue, afin que la cervelle puisse s'en écouler. Les restes de plantes et d'animaux dans les camps où furent découverts les crânes, montrent que la nourriture était suffisante et que ce n'est donc pas la faim qui est à l'origine du cannibalisme, mais la croyance que le fait de manger la cervelle d'un homme mort transmettait des forces magiques. Dans les mêmes camps on a aussi trouvé les premiers débris d'armes et d'outils. La foi et la science sont donc aussi vieilles que l'humanité. Elles ont marché la main dans la main pendant des millénaires et la seule différence est qu'aujourd'hui nous apercevons plus clairement les limites qui les séparent. Mais grâce à cela nous pouvons aussi leur accorder à toutes deux une place plus sûre et un rôle mieux délimité dans l'évolution continuelle.

La croyance en un univers illimité dans le temps et l'espace a été ruinée par l'astrophysique moderne. L'Univers est limité dans le temps. Il est à peu près possible de déterminer son âge. Il paraît être le résultat d'un acte créateur. Mais le jugement est le même, qu'on accepte la théorie généralement valable d'une création unique de l'univers ou que l'on se rattache à l'école anglaise, qui croit à la nouvelle création de voies lactées et à leur futur anéantissement. Derrière notre existence on trouve la naissance à partir du néant de l'atome d'hydrogène, la condensation de la matière originelle en une étoile géante qui explosa et dont les galaxies s'éparpillèrent comme des éclats après une explosion, pour finalement décliner et s'éteindre, ou au contraire tourner avec une vitesse toujours plus grande et atteindre le mur de la vitesse de la lumière. En dépassant ce mur, elles cessent d'exister. Et comme le dit l'astrophysicien allemand von Weizsacker : « Rien ne peut empêcher l'homme de poser à nouveau la vieille question : qu'y avait-il avant l'atome originel, et qu'y aura-t-il après notre mort ? »

Notre existence est représentée par la physique moderne comme un monde à quatre dimensions : les classiques 3 dimensions de l'espace, plus le temps. Mais qui peut dire que le temps, cette 4e dimension, est aussi la plus extrême ? De même que nous

devons remplir le vide qui existe entre l'atome originel et la mort, nous devons nous représenter une dernière dimension et il est naturel de fondre ces deux conceptions en une représentation unique. L'Univers tout entier se trouve vis-à-vis de la dimension extrême — celle du Créateur — dans le même rapport que l'Espace vis-à-vis du Temps. Il est naturel que nous joignions ce 3e point de vue aux deux autres. La réalité ne consiste pas seulement en faits que nous pouvons constater, elle comporte aussi des valeurs. Mais au même instant où nous parvenons à évaluer ces dernières, nous évoluons dans l'irrationnel. La dimension extrême apparaît comme la dimension des valeurs. Elle se rencontre ainsi avec la conception de Dieu. La science moderne n'a pas prouvé l'existence de Dieu. Mais elle a défini ses propres limites et a ainsi réservé une place au sentiment religieux et à l'intuition mystique pour qu'ils interviennent là où elle-même finit. En conséquence une Renaissance religieuse sur une base moderne est possible. La foi et la science se complètent mutuellement. Elles se féconderont l'une l'autre.

C'est la renaissance de la Foi que nous devons attendre et qui constituera la phase finale du retournement technique et scientifique auquel nous avons assisté. Ainsi les différentes parties de la vie culturelle se retrouveront en harmonie les unes avec les autres. Ainsi pourrait être supprimée la grande disproportion qui existe entre la connaissance technique et la conduite morale qui caractérise la situation actuelle et qui est d'autant plus inquiétante que l'homme joue avec une bombe à hydrogène. La science ne serait plus un adversaire de la Foi et toujours à la source de nouvelles difficultés avec la vie religieuse. Elle serait au lieu de cela la sœur jumelle de la Foi. L'art, qui a les mêmes arrière-plans psychologiques que la religion, en est un exemple. On ne juge pas une œuvre d'art d'après un point de vue scientifique, ce qui serait absurde, mais selon des considérations esthétiques. On l'apprécie ou non. Mais on ne peut jamais fournir une preuve quelconque à l'appui de son opinion qui est seulement conditionnée par un sentiment subjectif.

On doit avoir la même attitude vis-à-vis de la Religion. Si l'on doit rénover les pays occidentaux, la culture ne doit pas se figer dans la Technique, qui finalement mène à son propre anéantissement par sa complexité incontrôlée et débridée. La vie religieuse doit être renouvelée comme la base de la culture en tant que complément indispensable de la science et de la recherche, comme pilier de la morale et le fil d'Ariane qui conduit dans la vie l'homme isolé. La Renaissance religieuse est le

point culminant et pas encore atteint du grand bouleversement moderne.

LE MOUVEMENT

Cette idéologie que nous avons esquissée dans ses grandes lignes et a été complétée par ses répercussions sur le programme politique, est la seule alternative vis-à-vis du communisme. Le conservatisme, le libéralisme et la démocratie sociale sont nés des problèmes et de la pensée du siècle précédent. Le fascisme et le national-socialisme ne purent jamais se développer en un système de pensée ayant une conception unique de l'histoire de la société et de l'homme et qui découlait des idées de base de la culture occidentale. On rencontre dans la nouvelle idéologie beaucoup de pensées qui prennent leur origine dans des conceptions plus anciennes. Ici l'on trouve le sens du Corporatisme pour la signification des traditions modifié par les bases, les expériences et les tentatives qui sont l'œuvre de la psychologie sociale moderne. Là on trouve ce qui fut le cri de ralliement du libéralisme : la défense de la notion de liberté humaine, de la sécurité du droit, de l'égalité devant la loi, des droits de l'individu et les devoirs de l'action. Ici l'on trouve toute la compréhension de l'économie libérale pour le rôle de l'initiative personnelle. Mais là on trouve aussi la conception socialiste de la vie économique comme un ensemble dépendant et organisé, de la nécessité d'une coordination et d'une planification, du droit à la sécurité sociale et à la justice économique, qui doivent être les buts indispensables de toute politique économique. On y trouve la défense du rôle de l'héroïsme dans l'histoire, la nécessité inconditionnelle d'une élite créatrice, telle que l'a représenté le Fascisme, côte à côte avec la croyance du syndicalisme d'engager plus intensivement dans de libres corporations des groupes sociaux particulièrement marquants. On y découvre la foi du National-Socialisme en la possibilité d'une union entre la tradition nationale et la réalité moderne, en la communauté populaire en tant qu'expression indispensable de la solidarité nationale, parallèlement avec la conception pacifiste qui considère la guerre comme une folie provoquée par des soifs de gains et des complexes incontrôlés de prestige personnel. Ce qui est caractéristique de cette nouvelle idéologie de

synthèse est sa façon de rassembler et d'ordonner les impulsions diverses en une nouvelle union qui soit portée et imprégnée par la croyance que la culture humaine est la valeur de base de l'histoire, par la coordination des forces en tant que méthode et par une action commune organisée dans la liberté qui seraient à l'origine de la communauté et de la politique.

Il est exact que cette idéologie ne se rattache pas à l'un ou l'autre des partis qui existent en Europe. Mais il est aussi clair qu'il n'y a pas une seule tendance de l'opinion qui n'ait toute une série de points communs avec cette idéologie. On peut naturellement tenter, particulièrement dans les pays où la vie des Partis est encore dynamique et où la Société n'est pas encore désorganisée, de s'emparer de ces idées pour en faire la base d'une nouvelle formation de parti. Mais en général ceci sera une exception. En ce qui concerne la plupart des pays européens, ce serait un travail impraticable et dépourvu de signification que de vouloir former un nouveau Parti à côté de ceux qui existent déjà. Ce dont on a besoin, c'est d'une organisation de combat s'étendant à travers les vieilles limites de partis, un peu dans le style des « pressure groups » en Amérique, qui travaillent pour leur idéologie dans différentes organisations grâce à un réseau de groupes étroitement liés ensemble.

Et de même qu'un tel mouvement s'efforce de créer de cette façon dans des organisations bien définies les conditions nécessaires à une collaboration toujours plus étroite entre les groupes sociaux à l'intérieur d'un peuple, un tel mouvement doit avoir en vue le rapprochement européen et ses sections combattent dans les différents pays pour l'idée de l'unité européenne. Il est inutile de rassembler des grands mouvements de masses sur le plan national aussi bien qu'international. C'est l'affaire des partis et des organisations électorales. Il s'agit ici de former des groupes d'hommes qui, animés de la même foi, sont prêts à agir pour modeler la société corporative et pour unir l'Europe. On peut naturellement continuer l'action à l'échelon international et collaborer avec les sections extra-européennes rassemblées dans la même croyance. Il s'agit avant tout de ne pas avancer trop vite et de s'assurer d'une position avant d'en attaquer une autre. D'un autre côté, aucune porte ne doit rester fermée, aucune frontière ne doit être un empêchement pour celui qui veut collaborer à la même tâche avec la même conviction.

La tâche essentielle d'un tel Mouvement est de créer des relations humaines entre les différents adhérents de façon à

former une chaîne d'amis à travers les frontières de classes et de peuples. Ce qui est profondément humain se trouve souvent négligé dans les relations politiques et officielles et c'est peut-être cependant le moyen le plus efficace de réaliser un programme de réforme.

A cet effet, les formes extérieures, cérémonies, symboles et fêtes traditionnelles sont indispensables, car elles engagent le sentiment et le relient plus fermement à une conviction intellectuelle. Il faut cependant considérer que de telles formes d'expression, ainsi que la langue imagée d'une propagande simplifiée sont en rapport direct avec la ligne de conduite intellectuelle qui représente le Mouvement. Mais on doit trouver derrière les symboles et la propagande une garantie de loyauté et de vérité. Nous avons tenté de donner le départ à une telle organisation dans le Mouvement néo-suédois. En 1951 a été formé le Mouvement Social Européen appelé le plus souvent à l'étranger « Mouvement de Malmoë ». Il représente une première tentative sur le plan international. On doit mettre l'accent sur le fait que ce ne sont que premiers essais, mais en l'absence de ces tentatives il n'y aurait pas de résultats durables.

Et en face de ses proportions encore modestes et de ses ressources dérisoires, on peut citer en conclusion ce mot d'un vieux maître : « QUI EST FIDELE DANS LES PETITES CHOSES L'EST AUSSI DANS LES GRANDES ».

PER ENGDAHL.

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 875. Dépôt légal : 4e trimestre 1958.

es et
vent
peut-
ram-

es et
nt le
intel-
rmes
sim-
ellec-
der-
té et
telle
for-
ent à
pre-
l'ac-
l'ab-
es.

s res-
d'un
ITES

HL.

e 1958.